

SOMMAIRE

Rapport d'activité annuel 2024

Communiqué financier des résultats annuels 2024	3
Faits marquants de l'année 2024	11
Perspectives	12
Transactions avec les parties liées	12
Facteurs de risques	13

Comptes consolidés annuels 2024

Etats financiers consolidés annuels	20
Annexes aux comptes consolidés annuels	27

Rapport des Commissaires aux Comptes	96
--	----

RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2024

COMMUNIQUÉ FINANCIER DES RÉSULTATS ANNUELS 2024

Résultats annuels 2024

Forte croissance du chiffre d'affaires

- **+10,2 %** croissance publiée du chiffre d'affaires en 2024 à 3 935,3 millions d'euros, **+9,7 %** de croissance organique
- **+3,6 %** croissance organique au T4, au-dessus de nos attentes, un **trimestre record**
- **+21,9 %** croissance du chiffre d'affaires digital en 2024, **39 %** du chiffre d'affaires du Groupe

Hausse à deux chiffres des indicateurs financiers

- **+15,3 %** Marge opérationnelle à 764,5 millions d'euros
- **+44,8 %** Résultat d'exploitation à 408,7 millions d'euros
- **+23,8 %** Résultat net part du Groupe à 258,9 millions d'euros
- **231,9 millions d'euros** Cash-flow disponible

0,55€ de dividende par action proposé au titre de l'exercice 2024, intégralement distribué en numéraire

Guidance T1 2025 : croissance organique du chiffre d'affaires attendue à environ +5 %

Objectifs 2026 : taux de marge opérationnelle >20 %, cash-flow disponible >300 m€

Tous les indicateurs alternatifs de performance ci-dessus (chiffre d'affaires, croissance organique, marge opérationnelle, résultat d'exploitation, cash-flow disponible) sont définis dans les annexes.

À l'occasion de la publication des résultats 2024, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« 2024 a été une année de très solide performance pour JCDecaux dans un environnement macroéconomique difficile et avec des incertitudes géopolitiques. Grâce à notre modèle OOH global unique au monde et bien diversifié géographiquement, nous enregistrons une forte croissance organique de notre chiffre d'affaires de +9,7 %, y compris une performance record au quatrième trimestre malgré l'absence de reprise en Chine, qui reste bien en deçà de 2019. En DOOH (Digital Out of Home), qui est le segment des médias qui croît le plus rapidement, notre chiffre d'affaires a augmenté de +21,9 %, représentant désormais 39 % de notre chiffre d'affaires total, y compris notre chiffre d'affaires programmatique qui est en hausse de +45,6 %.

S'appuyant sur cette forte croissance du chiffre d'affaires, tous nos indicateurs financiers ont connu une progression à deux chiffres. Notre marge opérationnelle a progressé de +15,3 %, notre résultat net de +23,8 %, atteignant 258,9 millions d'euros, combinés à une solide génération de cash-flow disponible de 231,9 millions d'euros. Compte

tenu de ces résultats et de notre structure financière solide, nous proposerons le versement d'un dividende de 0,55€ par action lors de l'Assemblée Générale. À l'avenir, nous avons l'intention d'augmenter progressivement ce dividende, tout en maintenant une répartition équilibrée de notre cash-flow disponible avec les dépenses d'investissement et les opérations de croissance externe ciblées.

Compte tenu d'une dynamique commerciale solide en ce début 2025, nous prévoyons une croissance organique du chiffre d'affaires d'environ +5 % au premier trimestre. À l'avenir, en nous appuyant sur cette bonne dynamique commerciale, nous visons pour 2026 un taux de marge opérationnelle supérieur à 20 % et un cash-flow disponible supérieur à 300 millions d'euros. »

Suite à l'adoption de la norme IFRS 11 à compter du 1^{er} janvier 2014 et de la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, **les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-dessous sont ajustés principalement pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11, pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules). Veuillez vous référer au paragraphe « Indicateurs alternatifs de performance » à la page 8 du présent communiqué pour la définition des indicateurs alternatifs de performance et le rapprochement avec les IFRS conformément aux instructions de l'AMF.**

Tous les commentaires et chiffres ci-dessous se rapportent à des indicateurs alternatifs de performance, sauf lorsqu'ils sont indiqués avec un intitulé IFRS.

Les valeurs indiquées dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou des calculs des variations peut différer, bien que dans une mesure négligeable, des valeurs déclarées.

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires Groupe^{(1)&(2)} pour l'année 2024 a augmenté de +10,2 %, +9,7 % en organique, pour atteindre 3 935,3 millions d'euros, avec une croissance équilibrée sur l'ensemble de nos géographies et activités. Alors que le digital a fortement progressé, le chiffre d'affaires analogique a été très robuste, avec une croissance moyenne à un chiffre, malgré la conversion de certains sites premium au digital.

Notre performance au T4 2024 a été solide alors que la communication extérieure a continué de gagner des parts de marché dans un contexte d'incertitudes économiques et politiques sur certains grands marchés. Notre chiffre d'affaires Groupe a progressé de +3,6 % en organique pour atteindre un nouveau record, supérieur à nos attentes et à notre performance du T3 malgré l'absence d'événements sportifs majeurs.

Parmi nos 10 principales catégories d'annonceurs, 6 sur 10 ont connu une croissance à deux chiffres en 2024. La catégorie Mode, Beauté et Produits de Luxe a continué de croître plus rapidement que la moyenne du Groupe, tandis que les secteurs des Produits de Grande Consommation et celui des Technologies, des Médias et de la Communication ont été les plus performants en 2024.

Chiffre d'affaires digital

Concernant le Digital Out of Home (DOOH), le segment des médias qui croît le plus rapidement, notre chiffre d'affaires a progressé de +21,9 % en 2024, représentant 39,0 % du chiffre d'affaires du Groupe et atteignant 42,9 % au T4, soit une forte augmentation de près de 5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, tandis que la publicité analogique a continué de croître malgré la conversion de certains sites analogiques premium au digital. Nous avons poursuivi le déploiement sélectif d'écrans digitaux sur des emplacements premium ainsi que le développement de nos services liés à la data et de nos capacités programmatiques.

Le chiffre d'affaires publicitaire programmatique via la plateforme SSP (Supply Side Platform) VIOOH, qui constitue principalement une source de revenus incrémentaux provenant de campagnes dynamiques innovantes alimentées par la data et de nouveaux annonceurs, a augmenté de +45,6 % en 2024 pour atteindre 145,9 millions d'euros, soit 9,5 % de notre chiffre d'affaires digital. L'écosystème DOOH programmatique a continué à se développer, porté par le dynamisme et le nombre croissant de DSP (Demand Side Platforms) connectées à VIOOH (la plateforme SSP la plus connectée de l'industrie de la communication extérieure avec 46 DSP connectées) désormais active dans 24 pays, dont Displayce, une DSP connectée dans 80 pays.

Chiffre d'affaires par activités

Toutes les activités ont connu une croissance organique à un chiffre ou à deux chiffres en 2024. Le Mobilier Urbain a progressé de +8,3 %, dont +4,6 % au T4, avec une dynamique toujours soutenue. Le Transport a progressé de +13,1 %, dont +3,5 % au T4, reflétant la solide croissance des aéroports et des systèmes de transport public. L'Affichage a progressé de +6,6 % tiré par ses marchés les plus digitalisés, dont -0,1 % au T4.

	ANNÉE PLEINE				4 ^{ÈME} TRIMESTRE			
	2024 (m€)	2023 (m€)	Croissance publiée	Croissance org.	2024 (m€)	2023 (m€)	Croissance publiée	Croissance org.
Mobilier urbain	1 998,5	1 839,0	+8,7 %	+8,3 %	612,2	584,3	+4,8 %	+4,6 %
Transport	1 390,1	1 232,6	+12,8 %	+13,1 %	409,3	393,8	+3,9 %	+3,5 %
Affichage	546,6	498,4	+9,7 %	+6,6 %	158,0	151,9	+4,0 %	-0,1 %
Total	3 935,3	3 570,0	+10,2 %	+9,7 %	1 179,5	1 130,0	+4,4 %	+3,6 %

• Mobilier urbain

Le chiffre d'affaires annuel a progressé de +8,7 % à 1 998,5 millions d'euros (+8,3 % en organique) avec une dynamique commerciale toujours soutenue tout au long de l'année. L'Asie et le Reste du Monde ont connu une croissance à deux chiffres, tandis que la France et le Royaume-Uni ont connu une croissance à un chiffre.

Le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre a progressé de +4,8 % à 612,2 millions d'euros (+4,6 % en organique) sur un an. L'Amérique du Nord et le Reste du Monde ont connu une croissance à deux chiffres.

• Transport

Le chiffre d'affaires annuel a progressé de +12,8 % à 1 390,1 millions d'euros (+13,1 % en organique) sur un an, reflétant la

croissance du trafic aérien et le rebond du trafic dans les transports en commun. La France, le Royaume-Uni et le Reste de l'Europe ont connu une croissance à deux chiffres sur un an, tandis que l'Asie-Pacifique a connu une solide croissance à un chiffre.

Le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre a progressé de +3,9 % à 409,3 millions d'euros (+3,5 % en organique) sur un an. Le Royaume-Uni a connu une croissance à deux chiffres sur un an.

Le Transport est resté affecté par le faible niveau d'activité en Chine par rapport à la période pré-Covid.

• Affichage

Le chiffre d'affaires annuel a progressé de +9,7 % à 546,6 millions d'euros (+6,6 % en organique) sur un an, porté par les marchés les plus digitalisés.

Le chiffre d'affaires du 4^{ème} trimestre a progressé de +4,0 % à 158,0 millions d'euros (-0,1 % en organique) sur un an.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Toutes les zones géographiques ont connu une forte croissance organique en 2024, y compris le Royaume-Uni avec une croissance à deux chiffres et la France, le Reste de l'Europe, l'Asie-Pacifique et le Reste du Monde, avec une solide croissance à un chiffre. La Chine, qui représente désormais environ 10 % de notre chiffre d'affaires, a connu une croissance moyenne à un chiffre en 2024.

	2024 (M€)	2023 (M€)	CROISSANCE PUBLIÉE	CROISSANCE ORGANIQUE
Reste de l'Europe	1 155,1	1 056,9	+9,3 %	+8,5 %
Asie-Pacifique	831,2	768,1	+8,2 %	+9,4 %
France	694,5	634,2	+9,5 %	+9,5 %
Reste du monde	518,1	469,6	+10,3 %	+8,8 %
Royaume-Uni	432,9	355,7	+21,7 %	+18,4 %
Amérique du Nord	303,5	285,4	+6,3 %	+6,4 %
Total	3 935,3	3 570,0	+10,2 %	+9,7 %

Analyse des principaux indicateurs financiers de l'année 2024

La solide dynamique de notre chiffre d'affaires en 2024 a entraîné une augmentation significative de tous nos principaux agrégats financiers.

Marge opérationnelle (3)

Notre marge opérationnelle a démontré un bon levier opérationnel puisqu'elle a augmenté de +15,3 % sur un an avec une amélioration de la marge sur tous les segments, pour atteindre 764,5 millions d'euros.

Sur l'ensemble de l'année 2024, notre marge opérationnelle s'est améliorée de 101,4 millions d'euros pour atteindre 764,5 millions d'euros (contre 663,1 millions d'euros en 2023), soit une hausse de +15,3 % sur un an, supérieure à la croissance du chiffre d'affaires. La marge opérationnelle en pourcentage du chiffre d'affaires s'établit à 19,4 %, soit +80 points de base de plus que l'année précédente. Tous les secteurs d'activité ont amélioré leur taux de marge opérationnelle.

	2024		2023		EVOLUTION 24/23	
	m€	% du CA	m€	% du CA	m€	Taux de marge (pb)
Mobilier urbain	518,3	25,9 %	474,2	25,8 %	+44,1	+10 pb
Transport	155,8	11,2 %	129,7	10,5 %	+26,1	+70 pb
Affichage	90,5	16,6 %	59,3	11,9 %	+31,2	+470 pb
Total	764,5	19,4 %	663,1	18,6 %	+101,4	+80 pb

Mobilier Urbain : en 2024, la marge opérationnelle a progressé de 44,1 millions d'euros à 518,3 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle s'établit à 25,9 %, en amélioration limitée à +10 points de base par rapport à l'année précédente malgré une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires, en raison de l'exercice 2023 bénéficiant d'impacts positifs exceptionnels liés aux renégociations de contrats.

Transport : en 2024, la marge opérationnelle a augmenté de 26,1 millions d'euros à 155,8 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle s'établit à 11,2 %, soit +70 points de base au-dessus de l'année précédente malgré l'absence de reprise en Chine, l'effet dilutif du démarrage de certains nouveaux contrats et la baisse du niveau des réductions de loyers par rapport à 2023.

Affichage : en 2024, la marge opérationnelle a augmenté de 31,2 millions d'euros à 90,5 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle s'établit à 16,6 %, soit +470 points de base de plus que l'année précédente, principalement grâce à la croissance du chiffre d'affaires dans les pays les plus digitalisés et aux premiers effets positifs du plan de rationalisation mis en œuvre en France.

Résultat d'exploitation (4)

Notre résultat d'exploitation a progressé de +44,8 %, +126,5 millions d'euros, à 408,7 millions d'euros, principalement tiré par la croissance de notre marge opérationnelle (+101,4 millions d'euros) et la plus-value liée à la vente d'une partie de nos parts dans APGISGA (45,0 millions d'euros). En excluant cette opération, le résultat d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires a atteint 9,0 % du chiffre d'affaires, soit +150 pb par rapport à 2023, avant charge de dépréciation.

Toutes les activités ont amélioré leur ratio de résultat d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires : +10 pb en Mobilier Urbain, +220 pb en Transport et +590 pb en Affichage, avant charge de dépréciation. En incluant la plus-value sur la vente d'APGISGA, le résultat d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires a atteint 10,2 %, en hausse de 270 points de base sur un an.

La dépréciation nette sur immobilisations corporelles et incorporelles a représenté un produit de 8,4 millions d'euros en 2024 (contre un produit de 16,0 millions d'euros en 2023 – principalement lié à la reprise en 2023 de la provision pour contrats déficitaires comptabilisée sur le contrat du métro de Canton à fin 2022). Le résultat d'exploitation, après charge de dépréciation, s'est amélioré de 126,5 millions d'euros, passant de 282,2 millions d'euros en 2023 à 408,7 millions d'euros en 2024.

Résultat financier (5)

En 2024, le résultat financier s'est élevé à -136,4 millions d'euros, dont -75,3 millions d'euros d'intérêts financiers sur les dettes locatives IFRS 16 et -61,1 millions d'euros d'autres charges financières nettes, en amélioration de 10,9 millions d'euros par rapport à 2023.

Les intérêts financiers relatifs aux dettes locatives IFRS 16 s'améliorent de 8,5 millions d'euros grâce à la réduction des dettes locatives IFRS 16 de 2,7 milliards d'euros au 31 décembre 2023 à 2,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

Les autres charges financières nettes s'élèvent à -61,1 millions d'euros, dont des intérêts financiers nets à -32,7 millions d'euros, stables sur un an. Ils intègrent également -28,3 millions d'euros de charges financières diverses, dont une perte de valeur de -22,6 millions d'euros sur un prêt en Chine, compensée par des effets favorables d'actualisation et de change, réduisant ces coûts de 2,2 millions d'euros.

Sociétés mises en équivalence, IFRS

En 2024, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 45,8 millions d'euros contre 52,0 millions d'euros en 2023, soit une baisse de 6,2 millions d'euros due à une charge de dépréciation de 5,9 millions d'euros enregistrée sur notre participation minoritaire dans Clear Media en raison de la situation en Chine et incluant une baisse de notre quote-part du résultat d'APGISGA après la réduction de notre taux de détention de la société de 30% à 16,44%. Ces effets ont été partiellement compensés par une amélioration du résultat provenant des autres sociétés mises en équivalence.

Résultat net part du groupe, IFRS

Notre résultat net a enregistré une forte hausse de +23,8 % à 258,9 millions d'euros, en augmentation de 36,8 % à 281,5 millions d'euros avant dépréciation, une amélioration portée par une solide performance opérationnelle et la plus-value de l'opération APGISGA. Hors éléments non récurrents tels que la plus-value sur APGISGA, le résultat net part du Groupe, a également augmenté de 38 % sur un an.

Investissements nets

En 2024, les investissements nets (acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, nettes des cessions d'actifs) s'élevèrent à 324,2 millions d'euros, soit 8,2 % du chiffre d'affaires, le digital représentant 41,8 % du total des investissements nets.

Cash-flow disponible (6)

Notre génération de cash-flow disponible a été solide en 2024, atteignant 231,9 millions d'euros, en hausse de 232,8 millions d'euros par rapport à 2023. Cette croissance provient de l'amélioration de la performance opérationnelle et surtout de la normalisation du besoin en fonds de roulement et des investissements nets après des paiements d'arriérés de loyers liés à certaines renégociations de contrats et les derniers paiements pour les droits publicitaires du métro de Shanghai pour 27 millions d'euros en 2023. La variation du besoin en fonds de roulement a eu un impact positif de 25,5 millions d'euros sur la génération de trésorerie au cours de la période, malgré une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires, principalement grâce à une gestion efficace de l'encaissement des créances.

Dettes nettes (7)

Notre structure financière est très solide avec une baisse d'environ 25 % de l'endettement net en 2024, ainsi ramené à 756,3 millions d'euros, soit moins d'une fois notre marge opérationnelle de 2024.

Notre endettement financier net a diminué de près de 250 millions d'euros, principalement grâce au cash-flow disponible généré sur la période. Les investissements financiers représentent en 2024 un flux positif de 37,7 millions d'euros, en raison de l'encaissement de 88 millions d'euros pour l'opération APGISGA, en partie utilisés pour les opérations de croissance externe de l'année.

Cette dette nette intègre une forte liquidité avec près de 1,3 milliard d'euros de trésorerie et 825 millions d'euros de ligne de crédit confirmée non tirée, à échéance mi-2026, et un profil de dette bien sécurisé avec des maturités obligataires largement couvertes par la trésorerie disponible jusqu'en 2028 ainsi qu'une gestion optimisée de notre liquidité assurant un niveau de charges financières nettes relativement stable sur la période.

Dividende

Lors de la prochaine Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra le 14 mai 2025, le Conseil de Surveillance proposera le versement d'un dividende de 0,55 € par action au titre de l'exercice 2024.

À l'avenir, nous avons l'intention d'augmenter progressivement ce dividende, tout en maintenant une répartition équilibrée de notre cash-flow disponible avec les dépenses d'investissement et les opérations de croissance externe ciblées.

Droits d'utilisation et dettes locatives, IFRS 16

Le droit d'utilisation IFRS 16 au 31 décembre 2024 s'élève à 1 954,7 millions d'euros contre 2 230,1 millions d'euros au 31 décembre 2023, soit une baisse de 275,4 millions d'euros liée aux amortissements des droits d'utilisation, aux renégociations et fins de contrats partiellement compensée par de nouveaux contrats, des renouvellements de contrats, des mises à jour des minima garantis et un effet positif des taux de change et des changements de périmètre.

Les dettes locatives IFRS 16 ont diminué de 319,7 millions d'euros, passant de 2 657,0 millions d'euros au 31 décembre 2023 à 2 337,3 millions d'euros au 31 décembre 2024. La diminution, principalement liée aux remboursements de dettes locatives et aux renégociations et fins de contrats, est partiellement compensée par de nouveaux contrats, des renouvellements de contrats, des mises à jour des minima garantis et un impact positif des taux de change et des changements de périmètre.

Performance ESG

Nous avons réaffirmé l'excellence de nos pratiques de développement durable, reconnues comme les meilleures de leur catégorie par les agences de notation extra-financière, dont notre classement sur la liste A du CDP pour la deuxième année consécutive et l'obtention de la médaille d'or EcoVadis.

Notre modèle économique est vertueux pour répondre aux défis climatiques, comme l'illustre sa part élevée de chiffre d'affaires, près de 50 %, alignée sur la réglementation européenne de la taxonomie verte. Notre stratégie climat visant à atteindre le Net Zéro Carbone d'ici 2050 a été validée par le SBTi en juin 2024. Grâce à la poursuite de nos actions environnementales, le Groupe a réduit ses émissions de gaz à effet de serre (scopes 1, 2, 3 - market-based) de près de 30 % en 2024 par rapport à 2019.

Perspective

Compte tenu d'une dynamique commerciale solide en ce début 2025, nous prévoyons une croissance organique du chiffre d'affaires d'environ +5 % au premier trimestre.

À l'avenir, en nous appuyant sur cette bonne dynamique commerciale, nous visons pour 2026 un taux de marge opérationnelle supérieur à 20 % et un cash-flow disponible supérieur à 300 millions d'euros.

Prochaines informations :

Chiffre d'affaires du premier trimestre 2025 : 6 mai 2025 (après marché)

Chiffres clés de JCDecaux

- Chiffre d'affaires 2024 : 3 935,3 millions d'euros
- N°1 mondial de la communication extérieure
- Une audience journalière de 850 millions de personnes dans plus de 80 pays
- 1 091 811 faces publicitaires dans le monde
- Une présence dans 3 894 villes de plus de 10 000 habitants
- 12 026 collaborateurs
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices SBF 120 et CAC Mid 60
- La trajectoire de réduction carbone Groupe de JCDecaux a été validée par le SBTi et l'entreprise a rejoint l'indice Euronext Paris CAC® SBT 1,5°

- JCDecaux est référencé en matière de performance extra-financière dans les classements FTSE4Good (3,8/5), CDP (Liste A), MSCI (AAA), Sustainalytics (13,1) et classé Or par EcoVadis
- 1ère entreprise de communication extérieure à rejoindre le RE100
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- N°1 mondial du mobilier urbain (629 737 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 157 aéroports et 257 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (340 848 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (83 472 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (736 310 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (178 010 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (89 526 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (22 490 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure au Moyen-Orient (20 689 faces publicitaires)

Pour plus d'information : www.jcdecaux.com

Retrouvez-nous sur X, LinkedIn, Facebook, Instagram et YouTube

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document d'enregistrement universel déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir une copie de ce document d'enregistrement universel auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Albert Asséraf

+33 (0) 1 30 79 79 10 – albert.asseraf@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Rémi Grisard

+33 (0) 1 30 79 79 93 – remi.grisard@jcdecaux.com

Annexes

Croissance du chiffre d'affaires trimestriel

Croissance organique	T1	T2	S1	T3	T4	S2	2024
Mobilier urbain	+9,2 %	+11,8 %	+10,6 %	+8,8 %	+4,6 %	+6,4 %	+8,3 %
Transport	+15,1 %	+22,1 %	+18,8 %	+15,5 %	+3,5 %	+8,7 %	+13,1 %
Affichage	+7,0 %	+13,3 %	+10,4 %	+7,9 %	-0,1 %	+3,5 %	+6,6 %
Total	+11,0 %	+15,4 %	+13,4 %	+11,1 %	+3,6 %	+6,8 %	+9,7 %

Indicateurs alternatifs de performance

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1er janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1er janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'utilisation à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- d'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;

- d'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur ces indicateurs alternatifs de performance, comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliés avec les états financiers IFRS.

En 2024, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos indicateurs alternatifs de performance sont les suivants :

- -302,7 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires (-274,1 millions d'euros pour la norme IFRS 11 en 2023) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 3 632,6 millions d'euros (3 295,9 millions d'euros en 2023).

- -71,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 603,8 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle (-68,0 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 665,1 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2023) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 1 296,3 millions d'euros (1 260,3 millions d'euros en 2023).

-55,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 95,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation avant charge de dépréciation [-56,6 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 145,2 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2023] ; le résultat d'exploitation IFRS avant charge de dépréciation est donc de 440,6 millions d'euros (354,8 millions d'euros en 2023).

-55,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 95,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation après charge de dépréciation [-56,6 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 144,5 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2023] ; le résultat d'exploitation IFRS après charge de dépréciation est donc de 448,4 millions d'euros (370,1 millions d'euros en 2023).

30,4 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements nets (17,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 en 2023) ; les investissements nets IFRS sont donc de -293,8 millions d'euros (-337,2 millions d'euros en 2023).

3,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 600,8 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible (2,4 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 762,5 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2023) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 836,5 millions d'euros (764,1 millions d'euros en 2023).

Le rapprochement complet entre les indicateurs alternatifs de performance et les chiffres IFRS est présenté à la page 11 du présent communiqué.

Notes de définitions

(1) Chiffre d'affaires : Il comprend au prorata le chiffre d'affaires des sociétés sous contrôle conjoint.

(2) Croissance organique : La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires hors effet de change et effet de périmètre. L'exercice de référence reste inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *prorata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liées aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

(3) Marge opérationnelle : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs. Elle intègre au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires, hors contrats immobiliers et de location de véhicules).

(4) Résultat d'exploitation : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels. Il intègre au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires, hors contrats immobiliers et de location de véhicules).

(5) Résultat financier : Hors impact des charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (respectivement -8,3 millions d'euros et -2,7 millions d'euros en 2024 et 2023).

(6) Cash-flow disponible : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions. Il inclut au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location

d'emplacement destinés à des structures publicitaires) et nos contrats « non-core business » (contrats immobiliers et de location de véhicules).

(7) Dette nette : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires, excluant les impacts non-cash IAS 32 (dette sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives IFRS 16.

Croissance organique du chiffre d'affaires

<i>m€</i>		T1	T2	T3	T4	ANNÉE
Chiffre d'affaires 2023	(a)	721,3	863,7	855,0	1 130,0	3 570,0
Chiffre d'affaires IFRS 2024	(b)	740,4	926,3	872,0	1 093,9	3 632,6
Impacts de l'IFRS 11	(c)	61,2	79,8	76,1	85,5	302,6
Chiffre d'affaires 2024	d) = b) + c)	801,6	1 006,1	948,2	1 179,5	3 935,3
Effets de change	(e)	7,1	0,2	5,4	1,1	13,9
Chiffre d'affaires 2024 aux taux de change 2023	(f) = d) + e)	808,7	1 006,3	953,7	1 180,5	3 949,1
Variation de périmètre	(g)	-8,4	-9,8	-4,1	-9,6	-31,9
Chiffre d'affaires organique 2024	(h) = (f) + (g)	800,3	996,5	949,5	1 171,0	3 917,3
Croissance organique	(i) = (h)/(a)-1	+11,0 %	+15,4 %	+11,1 %	+3,6 %	+9,7 %

<i>m€</i>	IMPACT DES TAUX DE CHANGE AU 31 DÉCEMBRE 2024	
BRL		9,2
CNY		4,0
JPY		2,6
GBP		-11,8
Autres		9,8
Total		13,9

<i>Taux de change moyen</i>	2024	2023
BRL	0,1718	0,1851
CNY	0,1284	0,1305
JPY	0,0061	0,0066
GBP	1,1809	1,1497

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES IAP ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	2024			2023			Données IFRS	
	Données IAP	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	Données IFRS	Données IAP	Impact des sociétés sous contrôle conjoint		Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾
m€								
Chiffre d'affaires	3 935,3	(302,7)		3 632,6	3 570,0	(274,1)		3 295,9
Charges d'exploitation nettes	(3 170,8)	230,7	603,8	(2 336,3)	(2 906,9)	206,1	665,1	(2 035,7)
Marge opérationnelle	764,5	(71,9)	603,8	1 296,3	663,1	(68,0)	665,1	1 260,3
Pièces détachées de maintenance	(46,9)	1,8		(45,0)	(48,1)	1,4		(46,8)
Amortissements et provisions (nets des reprises) [2]	(360,1)	16,9	(509,1)	(852,3)	(327,5)	16,7	(592,2)	(903,1)
Autres produits et charges opérationnels	42,8	(2,1)	0,9	41,6	(21,3)	(6,7)	72,3	44,3
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	400,3	(55,3)	95,6	440,6	266,2	(56,6)	145,2	354,8
Charges nettes de dépréciation [3]	8,4	-	(0,5)	7,8	16,0	-	(0,7)	15,3
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	408,7	(55,3)	95,0	448,4	282,2	(56,6)	144,5	370,1

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

(2) Les amortissements et provisions (nets des reprises), en données IAP, incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour respectivement - 400,0 millions d'euros et -382,2 millions d'euros en 2024 et en 2023, et les reprises de provisions nettes des dotations pour respectivement 39,8 millions d'euros et 54,7 millions d'euros en 2024 et en 2023.

(3) Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint.

Tableau de flux de trésorerie	2024			2023			Données IFRS	
	Données IAP	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾	Données IFRS	Données IAP	Impact des sociétés sous contrôle conjoint		Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées ⁽¹⁾
m€								
Capacité d'autofinancement	530,5	(14,9)	581,5	1 097,2	478,5	(15,8)	600,0	1 062,8
Variation du besoin en fonds de roulement	25,5	(11,7)	19,3	33,1	(124,3)	0,4	162,5	38,5
Flux nets des activités opérationnelles	556,0	(26,6)	600,8	1 130,3	354,2	(15,3)	762,5	1 101,3
Investissements	(324,2)	30,4		(293,8)	(355,1)	17,9		(337,2)
Cash-flow disponible	231,9	3,8	600,8	836,5	(1,0)	2,4	762,5	764,1

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business des sociétés contrôlées.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

Evolution du portefeuille de contrats

- *Europe*

En juin, JCDecaux SE a annoncé qu'IGPDecaux a remporté les contrats du métro, des bus et des tramways de Rome (2,8 millions d'habitants). IGPDecaux est une société détenue à 60 % par JCDecaux SE et à 40 % par la famille du Chêne de Vère.

En septembre, JCDecaux SE a annoncé avoir remporté le contrat publicitaire emblématique des Abribus de Londres à la suite d'un appel d'offres organisé par Transport for London (TfL), pour une durée de 8 ans, avec une option de prolongation de 2 ans. Le contrat débutera le 1er avril 2025. Il s'agit du deuxième contrat d'Abribus publicitaires le plus important au monde, portant sur la publicité de l'ensemble des plus de 4 700 Abribus publicitaires de TfL dans les 33 quartiers londoniens. JCDecaux est titulaire du précédent contrat depuis 2016. Le contrat comprend actuellement 612 écrans digitaux de 86 pouces et 9 400 emplacements publicitaires analogiques.

En septembre, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale suédoise JCDecaux Sweden AB a remporté les contrats publicitaires des Abribus de Stockholm et des plus grandes stations de métro à la suite d'un appel d'offres organisé par l'Autorité des transports publics du Grand Stockholm (SL) pour une durée de 7 ans, avec une possibilité de prolongation allant jusqu'à 6 mois. Ces contrats débiteront le 1er janvier 2026. Le contrat publicitaire des Abribus couvre la publicité digitale et analogique sur plus de 1 500 Abribus dans le comté de Stockholm, dont la majorité dans la ville de Stockholm. Le contrat de métro porte sur les espaces publicitaires des 14 stations de métro les plus importantes et les plus fréquentées ainsi que des gares ferroviaires allant de la périphérie au centre-ville de Stockholm. Ce nouveau contrat inclura des écrans digitaux grand format.

En décembre, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale italienne « IGPDecaux » a remporté le contrat des Abribus de Rome (2,8 millions d'habitants et 50 millions de touristes en 2023). IGPDecaux est une société détenue à 60 % par JCDecaux SE et à 40 % par la famille du Chêne de Vère. Ce contrat de 11 ans porte sur la rénovation de 9 600 infrastructures existantes (notamment 1 400 Abribus et 8 200 arrêts de bus) ainsi que l'installation et la maintenance d'une nouvelle gamme d'arrêts de bus et d'Abribus de la gamme « Eterna », représentant un total de plus de 1 900 faces publicitaires sur Abribus (dont 747 digitales).

- *Asie-Pacifique*

En janvier, JCDecaux SE a annoncé que JCDecaux Pearl & Dean, société sœur à 100% de JCDecaux, a remporté le renouvellement de ses contrats publicitaires exclusifs avec MTR Corporation pour la gestion et l'exploitation publicitaire de huit lignes de MTR, dont la ligne Airport Express, ainsi que les droits non exclusifs de vente et de promotion de la publicité sur mobile de MTR. Le renouvellement de ces contrats est effectif du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2028, MTR ayant la possibilité de les prolonger jusqu'à 10 ans au total.

En janvier, JCDecaux SE a annoncé que JCDecaux Chine a remporté un contrat publicitaire exclusif avec l'aéroport international de Shenzhen Bao'an, à l'issue d'un appel d'offres. Ce nouveau contrat, effectif au 1er février 2024, étend la présence de JCDecaux dans les aéroports chinois en assurant une forte présence dans la région de la Grande Baie Guangdong-Hong Kong-Macao, l'une des plus dynamiques du monde, qui compte plus de 86 millions d'habitants.

En mai, JCDecaux SE a annoncé avoir remporté le contrat de Transport for NSW (TfNSW) portant sur la publicité sur l'ensemble

des bus de la région métropolitaine de Sydney. Le gain de cet appel d'offres marque une expansion significative des contrats publicitaires des bus de Sydney actuellement détenus par JCDecaux.

En mai, JCDecaux SE a annoncé avoir été reconduit par l'aéroport de Sydney en tant que partenaire média exclusif pour le premier contrat de publicité aéroportuaire d'Australie à l'issue d'un processus d'appel d'offres compétitif.

En juillet, JCDecaux SE a annoncé que JCDecaux Macao, joint-venture entre JCDecaux (80 % du capital) et HN Group (20 % du capital), a renouvelé son contrat publicitaire exclusif avec l'Aéroport International de Macao pour une durée de 10 ans, à l'issue d'un appel d'offres. Effectif depuis le 1er juillet 2024, ce nouveau contrat renforce la présence de JCDecaux à Macao.

- *Reste du Monde*

En octobre, JCDecaux SE a annoncé le gain d'un nouveau contrat de 225 MUPI digitaux dans des emplacements stratégiques à fort trafic de la ville de Rio Janeiro.

Autres événements

- *Groupe*

En février, JCDecaux SE a annoncé le lancement de la première offre programmatique DOOH internationale dans les aéroports, inédite sur le marché. Elle permet aux marques et aux agences de déployer en toute simplicité des campagnes publicitaires, aux contenus dynamiques, ciblées, et contextualisées dans les aéroports gérés par JCDecaux et actifs en programmation, via la plateforme SSP (Supply Side Platform) VIOOH et plus de 30 DSPs (Demand Side Platform).

En février, JCDecaux SE a annoncé avoir été une nouvelle fois reconnu pour son leadership en matière de transparence et de performance environnementale dans le cadre de la lutte contre le changement climatique par l'organisation à but non lucratif CDP (Carbon Disclosure Project) et se maintient dans la liste A du classement annuel.

En février, JCDecaux SE a dévoilé les résultats de sa dernière étude mondiale sur l'univers aéroportuaire, intitulée « First Class Advertising – The Enduring Magic of Airports ». Réalisée par Ipsos, celle-ci porte un nouveau regard sur les différents profils de passagers aériens, leur rapport à l'univers aéroportuaire ainsi que leur perception de la publicité au sein des aéroports.

En mars, JCDecaux SE a annoncé devenir le septième partenaire de la Software République, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités d'open-innovation pour les villes et les citoyens. JCDecaux apportera son expertise dans la conception et le déploiement de solutions innovantes pour les collectivités et les villes soutenant ainsi l'objectif de la Software République d'étendre ses activités et son empreinte technologique. JCDecaux dispose également d'une expertise significative dans l'analyse de la mobilité et la compréhension des audiences ainsi que dans les technologies publicitaires.

En avril, JCDecaux SE a annoncé qu'Ipsos a validé « Metro Audience Metrix », sa méthodologie de mesure d'audience mondiale dans les métros. Développée par le département Data de JCDecaux, Metro Audience Metrix (MAM) est construite sur la base d'algorithmes calculant les principaux indicateurs indispensables à toute mesure d'audience, en particulier le nombre de passagers uniques, la couverture, la répétition du message publicitaire sur cible et le nombre total d'impressions.

En avril, JCDecaux SE a publié les résultats d'une étude mesurant son empreinte socio-économique à l'international et en France.

Menée par le cabinet Utopies pour JCDecaux et audité par EY, celle-ci prolonge une première étude pilote conduite en 2019 sur le territoire français.

En juillet, JCDecaux SE a annoncé que sa trajectoire de réduction carbone a été validée par la Science-Based Targets Initiative (SBTi). Également appelée « norme Net Zéro pour les entreprises », cette organisation pour l'action climatique accompagne les entreprises du monde entier dans leur réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et leur décarbonation via une méthodologie en fidélité aux recommandations du GIEC. Cette validation – l'étape la plus ambitieuse du processus SBTi – conforte l'engagement du Groupe à participer activement à la lutte contre le changement climatique en adoptant des pratiques écoresponsables et en favorisant l'innovation durable dans la conduite de son activité.

- *Reste de l'Europe*

En février, JCDecaux SE a confirmé avoir noué un accord avec Pargesa Asset Management S.A. afin d'étudier la possibilité d'une vente coordonnée de ses parts dans APG|SGA, s'élevant respectivement à 30 % et 25,3 %. Cette communication fait suite à l'annonce par APG|SGA de la décision de son Conseil d'Administration d'initier un processus afin de trouver un acquéreur potentiel pour l'intégralité de l'entreprise.

En mai, JCDecaux SE a annoncé qu'il a conclu un accord afin de céder une partie de ses parts dans APG|SGA, le leader de la communication extérieure en Suisse, à NZZ, un groupe suisse leader dans la presse, qui va devenir le premier actionnaire de l'entreprise. Suite au processus de vente annoncé en février et après prise en compte de l'attractivité des options financières et stratégiques pour ses parts dans APG|SGA, JCDecaux SE a vendu 13,56 % de APG|SGA à NZZ pour une valeur de 220 CHF par action. Suite à la transaction, NZZ détient une part de 25 % dans APG|SGA, devenant ainsi le premier actionnaire, tandis que JCDecaux SE en détient désormais 16,44 % et Pargesa Asset Management S.A. 13,86 %. Cette opération a généré un paiement en faveur de JCDecaux SE de 89,6 millions de francs suisses, soit environ 90,3 millions d'euros avant frais de transaction.

En mai, JCDecaux SE a annoncé le déploiement de la nouvelle génération de sanitaires publics de la Ville de Paris, afin de renforcer le service rendu aux citoyens et dans la perspective de l'accueil de millions de touristes à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

En juin, JCDecaux SE a annoncé que JCDecaux Espagne a reçu 6 distinctions aux Cannes Lions, dont le Prix Dan Wieden Titanium, pour sa campagne « Rencontrez Marina Prieto ».

En octobre, JCDecaux SE a annoncé l'abandon de l'acquisition de Clear channel Espagne initialement prévue après un accord signé en 2023. L'intérêt économique et stratégiques ainsi que la faisabilité sont remis en cause par les indications de l'Autorité Espagnole sur la nature, le calendrier et les modalités de mise en œuvre des engagements exigés pour son autorisation.

En décembre, JCDecaux SE a annoncé ne pas poursuivre le projet de fusion de ses activités de communication extérieure en Slovaquie avec Akzent Bigboard annoncé le 14 décembre 2023. Les parties ont finalement décidé d'un commun accord de ne pas procéder à la transaction.

- *Reste du Monde*

En octobre, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale « JCDecaux Top Media SA », dont il est l'actionnaire majoritaire, a acquis 70 % d'IMC auprès de ses fondateurs. IMC est l'un des leaders de la communication extérieure en Amérique centrale et le numéro un de la communication extérieure au Costa Rica. Dans le cadre de cette opération, les actionnaires historiques d'IMC ont apporté les 30 % de leurs parts restantes dans IMC en échange d'une participation de 9 % dans une nouvelle *joint-venture* regroupant l'ensemble des activités de JCDecaux en Amérique centrale (présent dans 6 pays : Guatemala, Panama, Costa Rica, Salvador, Honduras et Nicaragua). Cette nouvelle *joint-venture* sera détenue par JCDecaux SE (51 %), Publigrifik, Top Partners et les anciens actionnaires d'IMC.

PERSPECTIVES

À l'occasion de la publication des résultats 2024, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Compte tenu d'une dynamique commerciale solide en ce début 2025, nous prévoyons une croissance organique du chiffre d'affaires d'environ +5 % au premier trimestre.

À l'avenir, en nous appuyant sur cette bonne dynamique commerciale, nous visons pour 2026 un taux de marge opérationnelle supérieur à 20 % et un cash-flow disponible supérieur à 300 millions d'euros. »

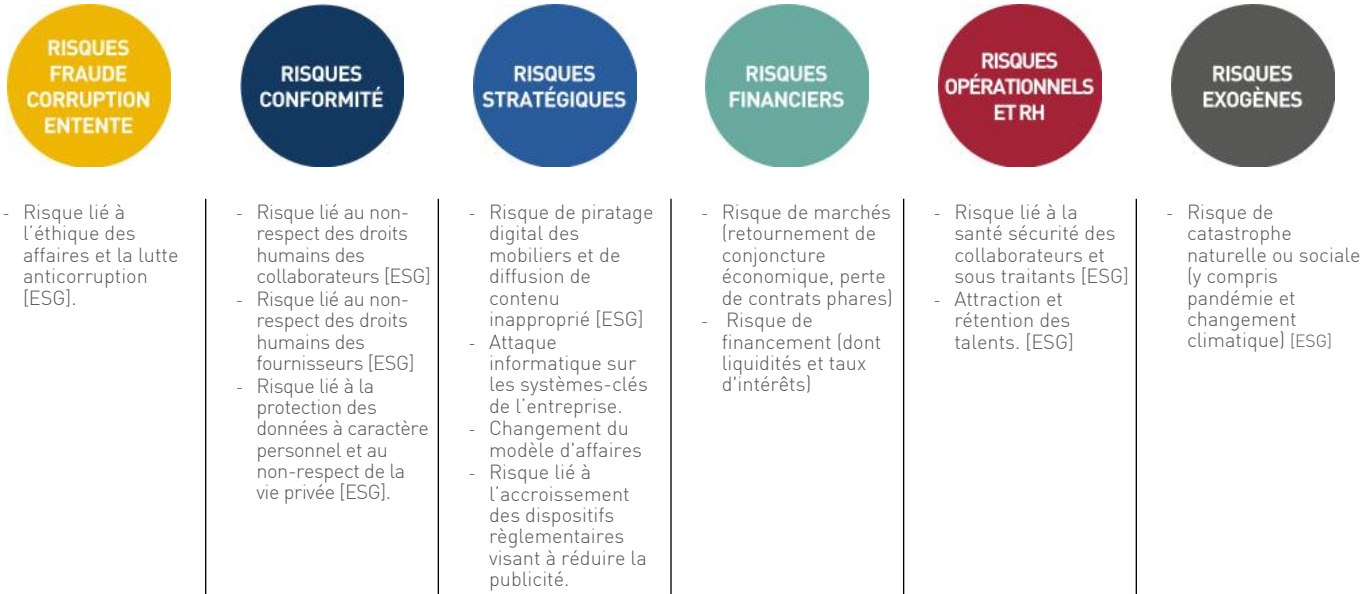
TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 10 des « Annexes aux comptes consolidés annuels » en page 80 rend compte des transactions avec les parties liées.

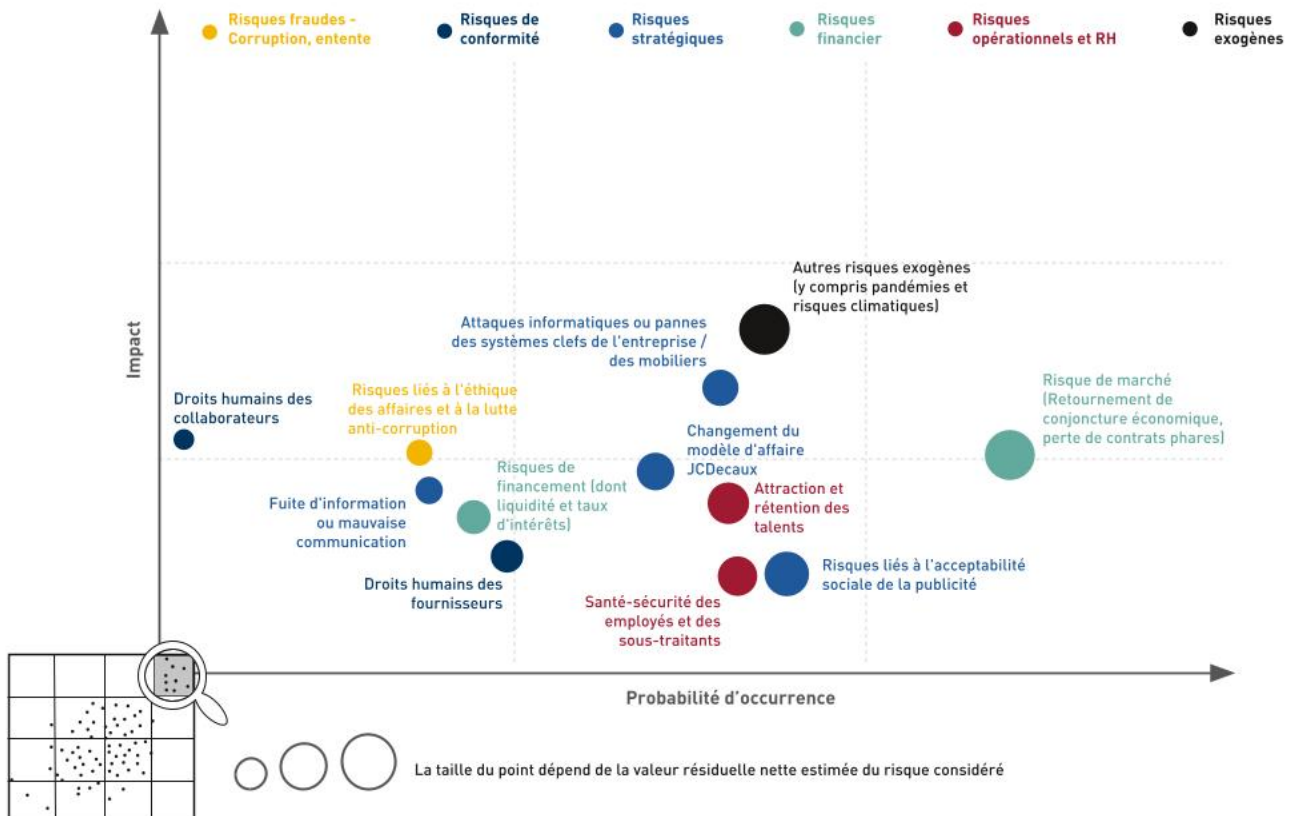
FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe est confronté à un ensemble de risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation de ses objectifs, son activité ou sa situation financière.

En application du Règlement Européen du 14 juin 2017, le Groupe hiérarchise chacun des risques identifiés comme spécifiques et significatifs, puis les regroupe autour de 6 grandes familles de risques, dans lesquelles se retrouvent notamment les risques ESG.



Dans le cadre de sa revue 2024 des risques, le Groupe a identifié 119 risques dont les principaux sont détaillés dans les chapitres suivants. Les risques les plus significatifs sont présentés dans le graphique ci-dessous :



Les procédures mises en place au sein du Groupe pour la gestion des risques sont présentées dans le Document d'Enregistrement Universel.

Risques liés à l'activité du Groupe

Famille : Risques de Fraude, Corruption, Entente

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques relatifs à l'éthique des affaires à diverses étapes de la chaîne de valeurs : dans les relations avec ses clients (annonceurs, agences notamment), avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport notamment) ou avec ses fournisseurs. Le risque lié à des pratiques fiscales non responsables fait également partie de cette catégorie.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque ESG.

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES DE FRAUDE, CORRUPTION, ENTENTE			
Risque lié à l'éthique des affaires - lutte anti-corruption [ESG]	***	**	*

Présentation du risque

L'activité du Groupe est très fortement liée à la qualité et l'intégrité des relations entretenues avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport...). La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son activité et, en particulier, à son accès aux différents marchés publics et privés.

La conduite éthique des affaires est aussi un enjeu important permettant de préserver la pérennité des relations avec les clients annonceurs et les partenaires du Groupe, et de maintenir sa réputation d'excellence sur le marché.

JCDecaux est aussi particulièrement vigilant au respect de l'éthique des affaires dans le cadre des opérations de croissance externe, notamment dans les pays considérés comme sensibles sur le plan de la corruption.

Gestion du risque

Le Groupe a consigné, dès 2001, dans une Charte Éthique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe.

Cette Charte Éthique, révisée en 2018 dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Sapin II en France, fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

Cette Charte, son mode de diffusion ainsi que le rôle du Comité d'Éthique et de la RSE en charge de veiller à sa bonne application, sont présentés dans le Document d'Enregistrement Universel.

Les informations concernant le suivi et la gestion des risques liés à l'éthique des affaires et à la lutte anti-corruption, sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques de Conformité aux lois et réglementations

Plusieurs risques majeurs de cette famille sont des risques ESG.

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES DE CONFORMITÉ AUX LOIS ET RÉGLEMENTATIONS			
Risque lié au non-respect des droits humains / salariés [ESG]	***	**	*
Risque lié au non-respect des droits humains / fournisseurs [ESG]	***	**	*
Risque lié à la protection des données à caractère personnel et au non-respect de la vie privée [ESG]	***	**	*

RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / SALARIÉS [ESG]

Présentation du risque

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 80 pays et 21,1 % des ETP du Groupe se situent dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe doit bénéficier du respect de ses droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

Gestion du risque

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion des risques liés aux droits humains est disponible dans le Document d'Enregistrement Universel.

RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / FOURNISSEURS [ESG]

Présentation du risque

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs clefs et nouveaux fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseurs dont il exige la ratification.

Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel. Les plans d'actions actuellement en place y sont également présentés.

RISQUE LIÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET AU NON-RESPECT DE LA VIE PRIVÉE [ESG]

Présentation du risque

Dans le cadre et pour les besoins de ses différentes activités, les sociétés du Groupe JCDecaux sont amenées à traiter des données à caractère personnel. Ces données concernent à la fois des personnes externes à l'entreprise, notamment les contacts personnes physiques des tiers avec lesquelles elles entretiennent des relations commerciales (clients, prestataires, fournisseurs, bailleurs, concédants, etc.), les usagers des services de vélos en libre-service ou encore les candidats à l'embauche et, en leur qualité d'employeur, leurs salariés et autres membres du personnel. JCDecaux garantit à l'ensemble des personnes concernées la protection de leur vie privée et de leurs données à caractère personnel ainsi que l'exercice des droits dont elles bénéficient, dans le respect des réglementations applicables.

Gestion du risque

Afin de réduire le risque associé à des traitements non-responsables ou à des violations de données, JCDecaux a mis en place un dispositif dédié :

- Une gouvernance spécifique a été mise en place : constitution d'un Comité de pilotage « RGPD », nomination d'un Data Protection Officer (DPO) ou d'un Privacy Manager dans chaque filiale localisée au sein de l'UE, implication de la Direction Juridique de chaque pays/zone hors UE
- Des politiques et procédures dédiées à la protection des données personnelles ont été publiées et déployées sur l'ensemble des entités Groupe concernées
- Des actions de formation (digital learning) ont été menées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux
- Afin d'assurer la sécurité des Systèmes d'Information, un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), assisté d'un réseau de correspondants régionaux et de managers SI présents dans chaque pays du Groupe, déploie la Politique Sécurité Informatique de JCDecaux.

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé à des risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Les informations concernant les risques financiers sont disponibles dans les notes annexes aux comptes.

Les 2 principaux risques identifiés sur cette famille sont les suivants :

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES FINANCIERS			
Risque Marché-lié à la conjoncture économique	***	***	***
Risque de financement (dont liquidité et taux d'intérêts)	**	**	*

RISQUE LIÉ À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Présentation du risque

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction générale du budget communication des annonceurs.

La crise économique suite à la crise sanitaire de la Covid-19 illustre parfaitement ce risque de retournement brutal et non prévisible des marchés.

Le Groupe doit en outre faire face au caractère cyclique du marché de la publicité. Notre secteur d'activité est fortement lié à l'évolution du PIB des pays dans lesquels le Groupe est présent. Une accélération ou un ralentissement significatif de l'activité économique d'un pays peut impacter substantiellement le niveau d'activité, et donc le chiffre d'affaires du Groupe.

RISQUE DE FINANCEMENT

Présentation du risque

Le Groupe est exposé à différents risques financiers notamment les risques de liquidité et de financement. Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées.

Gestion du risque

La présence du Groupe sur des marchés géographiquement diversifiés permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des pays dans lesquels il est implanté. La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée dans le Document d'Enregistrement Universel.

La Direction Générale et la Direction financière du Groupe demeurent particulièrement attentives aux structures de coûts et adoptent des plans d'action pour maintenir le niveau de rentabilité du Groupe.

Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques de ce document, partie 7.1, en page 75.

Famille : Risques Stratégiques

Par son activité, le Groupe peut être confronté à plusieurs risques stratégiques : la capacité à adresser les changements de business model ou la chute brutale des audiences en font partie. Les principaux risques de cette famille sont les suivants :

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES STRATÉGIQUES			
Risque lié à l'accroissement des dispositifs réglementaires visant à réduire la publicité	***	**	**
Attaque informatique sur les systèmes-clés de l'entreprise	***	***	**
Risque de piratage digital des mobiliers et de diffusion de contenu inapproprié [ESG]	***	**	*

RISQUE LIÉ À L'ACCROISSEMENT DES DISPOSITIFS RÉGLEMENTAIRES VISANT À RÉDUIRE LA PUBLICITÉ

Présentation du risque

D'un point de vue général, le marché de la communication extérieure est réglementé aux niveaux local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent, en ce qui concerne le type (affichage analogique/digital), la luminosité, la densité, la taille et l'implantation des supports publicitaires et du Mobilier Urbain en agglomération et hors agglomération, mais aussi en ce qui concerne le contenu des visuels autorisés.

Les réglementations évoluent généralement vers une diminution du nombre global de dispositifs publicitaires et/ou une réduction de leur taille, et les autorités locales s'orientent vers une application plus stricte des réglementations existantes. Une partie des dispositifs publicitaires, notamment dans le domaine de l'affichage, pourrait ainsi à terme devoir être retirée ou repositionnée dans certains pays.

Gestion du risque

En France, où la pression réglementaire est forte et ancienne (via notamment les Règlements Locaux de Publicité qui réglementent les dispositifs situés en extérieur), JCDecaux dispose de compétences et d'une organisation dédiées (via la Direction des Relations Institutionnelles, la Direction de la Coordination Réglementaire et un Pôle Affaires Publiques composé de juristes spécialisés) pour veiller à l'application de la réglementation et en suivre toutes les évolutions, afin d'anticiper et de gérer au mieux ce risque.

Sur nos autres géographies, nous n'avons pas identifié de pression similaire nécessitant à ce stade, la mise en place d'une organisation comme celle présente en France.

Par ailleurs, s'agissant de l'environnement, principal objet des propositions de loi, le groupe a pris depuis plusieurs années de nombreuses mesures. JCDecaux est la seule entreprise du secteur de la communication extérieure au monde à avoir rejoint en 2019 le RE 100 (coalition internationale des entreprises engagées vers l'objectif 100 % énergies renouvelables). En 2024, JCDecaux est référencé dans la prestigieuse liste A du CDP (Carbon Disclosure Project) pour la seconde année consécutive, maintenant le Groupe au niveau « Leadership ». Le Groupe est également classé Or par EcoVadis et est par ailleurs référencé dans l'indice FTSE4Good et le classement MSCI.

Pour réduire son empreinte carbone et faire face aux risques du dérèglement climatique, JCDecaux a défini une Stratégie Climat ambitieuse à l'échelle du Groupe, alignée sur les ambitions de l'Accord de Paris et visant le Net Zéro Carbone en 2050. Pour ce faire, JCDecaux s'est engagé dans une trajectoire validée par l'initiative Science-Based Targets (SBTi) en 2024 avec des objectifs de réduction de ses émissions en valeur absolue à court et long terme.

Dans une démarche proactive, JCDecaux a souhaité renforcer en 2024 l'application des recommandations de la TCFD (Taskforce on Climate-related Financial Disclosures), en réalisant une analyse de risques tenant compte de différents scénarios climatiques.

Plus d'informations sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel.

ATTAQUE INFORMATIQUE SUR LES SYSTÈMES-CLÉS DE L'ENTREPRISE

Présentation du risque

Le Groupe s'appuie sur des systèmes d'information complexes à l'appui de ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Gestion du risque

Les systèmes d'information du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités. Ces protections concernent notamment la plateforme informatique en charge de la préparation et de la diffusion des campagnes publicitaires digitales. Cette plateforme s'appuie sur un réseau privé et est opérée par les équipes JCDecaux conformément à des règles strictes de contrôle et d'audit de bout en bout des accès. Elle est surveillée 24h/24 et 7j/7 afin de détecter puis de traiter en temps réel les éventuelles anomalies de fonctionnement.

Par ailleurs, des plans de reprise d'activité visant à garantir la continuité des opérations du Groupe sont testés plusieurs fois par an. En outre, afin d'améliorer de façon continue la sécurité des systèmes informatiques et limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur les métiers du Groupe, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines,...) sont régulièrement évalués. Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place et/ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

Enfin, le Groupe a complété sa politique IT en souscrivant auprès d'une compagnie d'assurance de premier plan, une police d'assurance Cyber Enterprise Risk Management afin de couvrir les conséquences financières d'une atteinte aux Systèmes Informatiques et aux données personnelles ou confidentielles détenues et gérées par le Groupe.

RISQUE DE PIRATAGE DIGITAL DES MOBILIERS ET DE DIFFUSION DE CONTENU INAPPROPRIÉ [ESG]

Présentation du risque

JCDecaux diffuse des campagnes digitales dans 68 pays par l'intermédiaire de plus de 245 000 faces publicitaires. Pour le Groupe, toute tentative externe ou interne d'accéder aux écrans numériques de ces mobiliers dans le but de diffuser des messages non contrôlés est un risque majeur, susceptible d'impacter ses résultats comme d'affecter sa réputation et sa capacité à proposer une offre numérique crédible aux clients annonceurs. Les principaux risques identifiés sont des risques de défacement ou d'atteinte à la continuité de service. Avec des effets d'autant plus graves dans ce dernier cas, que les messages diffusés pourraient être offensants et néfastes.

Gestion du risque

JCDecaux a mis en œuvre depuis plusieurs années une politique IT complète pour se prémunir du risque de tentatives de piratage de

son contenu numérique. Sous la responsabilité Corporate de la Direction des Infrastructures rattachée au Directeur des Systèmes d'Information du Groupe et in fine au Directeur Général Finance, SI et Administration, une politique robuste de sécurité informatique a été mise en place, avec le déploiement de principes d'architecture au niveau du Groupe et applicable dans tous les pays, d'outils de monitoring et de surveillance 24/7, via notamment un SOC de procédures et de guides opératoires, de dispositifs de contrôles (Audits, tests de vulnérabilité, etc), de travaux de veille cybersécurité, afin d'assurer la couverture de l'ensemble des risques identifiés. En 2024, JCDecaux a obtenu la certification ISO 27001 du système de diffusion digital, ce qui témoigne de l'engagement du Groupe à poursuivre l'amélioration de la cybersécurité engagée depuis plusieurs années.

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques Opérationnels & RH

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques opérationnels liés à ces différentes activités (notamment lors de la vente d'espaces publicitaires ou lors des activités d'affichage, d'entretien et de maintenance). Cette catégorie traite notamment des risques liés au développement du capital humain, du risque de harcèlement ou encore du risque de perte d'un collaborateur clé de l'entreprise.

Les 2 principaux risques relatifs à cette famille sont 2 risques ESG.

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES OPÉRATIONNELS & RH			
Risque lié à la santé sécurité des collaborateurs et sous-traitants [ESG]	***	**	**
Attraction et rétention des talents [ESG]	***	***	**

SANTÉ SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

Présentation du risque

En tant qu'afficheur publicitaire et fournisseur de supports de mobiliers, JCDecaux est un employeur de terrain, notamment dans des environnements urbains. C'est pourquoi la Santé et Sécurité au Travail constitue l'une des priorités de JCDecaux sur le volet social de son activité. Plus précisément, le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 50 % de l'effectif total du Groupe en 2024, est le plus exposé aux risques d'accidents et incidents. En effet, ses activités peuvent inclure le travail en hauteur, l'usage d'électricité ou la proximité d'équipements électriques, la conduite routière ou la proximité de routes ou voies ferrées et le travail dans des lieux à forte densité du public

Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel.

ATTRACTION ET RÉTENTION DES TALENTS

Présentation du risque

Dans un contexte général de pénurie des candidatures, JCDecaux doit se montrer attractif sur le marché de l'emploi pour attirer de nouveaux talents d'une part, et performant en tant qu'employeur pour assurer leur rétention d'autre part. À ces effets, le Groupe s'emploie non seulement à créer des conditions de travail favorables à l'épanouissement et à la réalisation des ambitions de chacun de ses collaborateurs, mais aussi à gagner en visibilité, en notoriété et à se rendre désirable sur le marché de l'emploi grâce au renforcement de sa marque employeur. Depuis 2022, « l'Attraction et la Rétention des talents » a été identifiée comme un risque majeur. En 2023 JCDecaux a formalisé une politique sociale à l'échelle du Groupe.

Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel.

Famille : Risques exogènes

Cette famille regroupe l'ensemble des risques liés à des catastrophes naturelles ou liés à des facteurs externes d'ordre social, politique, climatique ou pandémique.

En effet, du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets liés à de tels évènements.

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES EXOGENES			
Risque de catastrophe naturelle ou sociale (y compris pandémie et changement climatique) [ESG]	***	*	**

RISQUE DE CATASTROPHE NATURELLE OU SOCIALE (Y COMPRIS PANDEMIE)

Présentation du risque

Le risque de catastrophe naturelle ou de pandémie recouvre de nombreux enjeux couverts par plusieurs risques de la cartographie:

- Enjeux d'ordre général:
 - Risque lié à la dégradation de la conjoncture économique
 - Risque lié à la chute des audiences urbaines et dans les moyens de transports
- Enjeux opérationnels:
 - Risque lié aux indisponibilités / restrictions d'accès aux locaux ou aux dispositifs de l'entreprise
 - Risque lié à la mise en oeuvre des nouvelles conditions de travail et enjeux de sécurité associés.
- Enjeux humains:
 - Risque lié à des évènements pouvant mettre en danger la santé des collaborateurs
 - Risque lié à l'incapacité de gérer les risques psychologiques et d'assurer le bien-être des équipes
- Enjeux financiers:
 - Risque lié à la défaillance de clients clés
 - Risque de manque de liquidités

Focus Risques climatiques

Les risques climatiques représentent à la fois les risques de transition et les risques physiques liés au changement climatique.

La transition vers une économie bas-carbone peut nécessiter d'importants changements politiques, juridiques, technologiques et commerciaux pour répondre aux exigences d'atténuation et d'adaptation liées au changement climatique. En fonction de la nature, de la rapidité et de l'orientation de ces changements, les risques de transition peuvent poser des niveaux variables de risques financiers et de réputation aux organisations.

Les risques physiques résultant du changement climatique peuvent être liés à des événements (aigus) ou à des modifications à plus long terme (chroniques) des régimes climatiques. Les risques physiques peuvent avoir des implications financières pour les organisations, comme des dommages directs sur leurs actifs ou des impacts indirects dus à la perturbation de la chaîne d'approvisionnement. Les performances financières des organisations peuvent également être affectées par des changements dans la disponibilité, l'approvisionnement et la qualité de l'eau, la sécurité alimentaire et les événements de températures extrêmes affectant les locaux, les opérations, la chaîne d'approvisionnement, les besoins en transport et la sécurité des employés.

Le changement climatique constitue donc un défi majeur d'adaptation des activités et des opérations de JCDecaux dans plus de 80 pays d'implantation, avec des risques physiques et de transition à différents niveaux d'exposition et de sévérité sur l'ensemble de sa chaîne de valeur : accès aux ressources, hausse du coût de l'énergie, pression des régulateurs et autres parties prenantes (clients, collaborateurs, partenaires, usagers, société civile...).

Gestion du Risque

Ce risque recouvrant plusieurs risques couverts par la cartographie, les informations concernant la gestion et le suivi de ces risques sont décrites et référencées dans les paragraphes qui précèdent ainsi que dans le chapitre Adaptation au changement climatique en du Document d'Enregistrement Universel.

Le Groupe considère que cette présentation couvre les principaux risques significatifs.

Les risques jugés non-significatifs mais présentés en conformité avec l'article 173 de la loi sur la transition énergétique sont décrits dans le Document d'Enregistrement Universel.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2024	31/12/2023
Goodwill	§ 4.1	1 704,1	1 666,0
Autres immobilisations incorporelles	§ 4.1	641,1	699,7
Immobilisations corporelles	§ 4.2	1 261,3	1 240,2
Droits d'utilisation	§ 4.3	1 954,7	2 230,1
Titres mis en équivalence	§ 4.5	381,8	421,6
Autres actifs financiers	§ 4.6	49,2	83,7
Instruments financiers dérivés		0,0	0,0
Impôts différés actif	§ 4.11	181,2	167,5
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.19	3,5	2,4
Autres créances	§ 4.7	57,6	17,9
ACTIFS NON COURANTS		6 234,6	6 529,0
Autres actifs financiers	§ 4.6	16,0	4,1
Stocks	§ 4.8	180,8	187,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	7,4	6,8
Clients et autres débiteurs	§ 4.9	815,8	824,1
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.19	11,7	16,2
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.10	86,4	91,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.10	1 262,3	1 597,2
ACTIFS COURANTS		2 380,4	2 727,4
TOTAL DES ACTIFS		8 615,0	9 256,4

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2024	31/12/2023
Capital		3,3	3,2
Primes		612,4	612,4
Actions propres		-2,4	-0,6
Réserves consolidées		1 497,1	1 304,2
Résultat net part du Groupe		258,9	209,2
Autres éléments des capitaux propres		-168,3	-177,3
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		2 201,0	1 951,0
Participations ne donnant pas le contrôle		115,5	95,9
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.12	2 316,5	2 046,9
Provisions	§ 4.13	341,4	356,6
Impôts différés passif	§ 4.11	28,6	36,3
Dettes financières	§ 4.14	1 808,1	1 922,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.15	113,9	105,6
Dettes locatives	§ 4.16	1 679,2	1 959,5
Autres créditeurs		12,7	9,7
Passifs d'impôt exigible	§ 4.19	2,4	0,3
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS		3 986,2	4 390,2
Provisions	§ 4.13	68,4	81,0
Dettes financières	§ 4.14	292,7	770,9
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.15	4,6	4,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	2,2	4,3
Dettes locatives	§ 4.16	658,1	697,5
Fournisseurs et autres créditeurs	§ 4.18	1 239,4	1 230,6
Passifs d'impôt exigible	§ 4.19	37,5	26,6
Concours bancaires	§ 4.14	9,4	3,9
PASSIFS COURANTS		2 312,3	2 819,4
TOTAL DES PASSIFS		6 298,5	7 209,5
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		8 615,0	9 256,4

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

Compte de résultat

<i>En millions d'euros</i>		2024	2023
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 5.1	3 632,6	3 295,9
Coûts directs d'exploitation	§ 5.2	-1 681,4	-1 420,2
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 5.2	-654,9	-615,5
MARGE OPÉRATIONNELLE		1 296,3	1 260,3
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 5.2	-844,5	-870,3
Perte de valeur des goodwill	§ 5.2	0,0	-17,5
Pièces détachées maintenance	§ 5.2	-45,0	-46,8
Autres produits opérationnels	§ 5.2	72,6	81,7
Autres charges opérationnelles	§ 5.2	-31,0	-37,4
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		448,4	370,1
CHARGES D'INTÉRÊTS SUR DETTES LOCATIVES IFRS 16	§ 5.3	-75,3	-83,8
Produits financiers	§ 5.3	63,4	62,5
Charges financières	§ 5.3	-132,8	-128,6
RÉSULTAT FINANCIER HORS IFRS 16	§ 5.3	-69,4	-66,1
RÉSULTAT FINANCIER		-144,7	-150,0
Impôts sur les bénéfices	§ 5.4	-64,9	-32,6
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	45,8	52,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		284,5	239,5
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>25,6</i>	<i>30,3</i>
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		258,9	209,2
Résultat de base par action (en euros)		1,211	0,982
Résultat dilué par action (en euros)		1,211	0,978
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 5.7	213 730 199	213 008 301
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 5.7	213 730 199	213 912 412

Autres éléments du résultat global de l'exercice

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	284,5	239,5
Variation des écarts de conversion ⁽¹⁾	13,9	-31,4
Couverture des flux de trésorerie	0,6	-0,6
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	-0,8	0,9
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) ⁽²⁾	-9,7	-3,9
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET	3,9	-35,0
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	-5,3	-1,6
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	1,1	0,3
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	0,1	-1,6
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL NON RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET	-4,0	-2,9
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	-0,1	-38,0
RÉSULTAT GLOBAL	284,4	201,5
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>27,0</i>	<i>38,4</i>
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	257,4	163,1

(1) En 2024, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations du taux de change dont 23,4 millions d'euros sur Hong Kong, 13,1 millions d'euros sur les Etats-Unis, 9,0 millions d'euros sur le Royaume Uni, 4,8 millions d'euros sur le Panama, -12,8 millions d'euros sur le Mexique, -11,6 millions d'euros sur le Brésil, -9,3 millions d'euros sur l'Australie et -7,0 millions d'euros sur la Chine. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour +2,6 millions d'euros suite aux variations de périmètre. En 2023, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations du taux de change dont -13,8 millions d'euros sur Hong Kong, -11,7 millions d'euros sur l'Australie, -7,2 millions d'euros sur l'Afrique du Sud, -6,5 millions d'euros sur la France et 8,8 millions d'euros sur le Mexique. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -0,1 million d'euros suite aux variations de périmètre.

(2) Inclut le montant de recyclage en résultat des réserves de conversion des sociétés mises en équivalence suite aux variations de périmètre pour -5,2 millions d'euros en 2024 et -0,3 million d'euros en 2023.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE				AUTRES ÉLÉMENTS DES CAPITAUX PROPRES						TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL	
	CAPITAL	PRIMES D'ÉMISSION	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES NON DISTRIBUÉES	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	RÉSERVES DE CONVERSION	ECARTS ACTUARIELS / PLAFONNEMENT DES ACTIFS	AUTRES	TOTAL AUTRES ÉLÉMENTS					
<i>En millions d'euros</i>														
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2022	3,2	608,5	-2,0	1 284,8	0,2	-86,6	-46,4	1,5	-131,3	1 763,3		36,2	1 799,5	
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	3,9		1,0					0,0	4,9		1,0	5,9	
Variation d'actions propres ⁽²⁾			1,4	0,2					0,0	1,5			1,5	
<i>Achat</i>			-36,0						0,0	-36,0			-36,0	
<i>Vente</i>			37,3	0,2					0,0	37,5			37,5	
Distributions de dividendes									0,0	0,0		-12,8	-12,8	
Paiements en actions				11,8					0,0	11,8			11,8	
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾									0,0	0,0			0,0	
Variations de périmètre ⁽⁴⁾				7,2					0,0	7,2		33,3	40,4	
<i>Résultat de l'ensemble consolidé</i>				209,2					0,0	209,2		30,3	239,5	
<i>Autres éléments du Résultat global</i>					-0,5	-42,9	-2,7		-46,1	-46,1		8,1	-38,0	
RÉSULTAT GLOBAL	0,0	0,0	0,0	209,2	-0,5	-42,9	-2,7	0,0	-46,1	163,1		38,4	201,5	
Autres				-0,9				-0,0	-0,0	-0,9		-0,1	-1,0	
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2023	3,2	612,4	-0,6	1 513,3	-0,3	-129,4	-49,1	1,5	-177,3	1 951,0		95,9	2 046,9	
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	-0,0							0,0	-0,0		1,8	1,8	
Variation d'actions propres ⁽²⁾			-1,8	-0,5					0,0	-2,2			-2,2	
<i>Achat</i>			-48,7						0,0	-48,7			-48,7	
<i>Vente</i>			46,9	-0,5					0,0	46,5			46,5	
Distributions de dividendes									0,0	-0,0		-31,2	-31,2	
Paiements en actions				2,3					0,0	2,3			2,3	
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾									0,0	0,0			0,0	
Variations de périmètre ⁽⁴⁾				-18,8			10,5		10,5	-8,3		21,8	13,5	
<i>Résultat de l'ensemble consolidé</i>				258,9					0,0	258,9		25,6	284,5	
<i>Autres éléments du Résultat global</i>					0,6	1,9	-3,9		-1,4	-1,4		1,4	-0,1	
RÉSULTAT GLOBAL	0,0	0,0	0,0	258,9	0,6	1,9	-3,9	0,0	-1,4	257,4		27,0	284,4	
Autres				0,8				-0,0	-0,0	0,8		0,2	1,1	
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024	3,3	612,4	-2,4	1 756,0	0,3	-127,6	-42,5	1,5	-168,3	2 201,0		115,5	2 316,5	

(1) En 2024, augmentations de capital de deux sociétés contrôlées d'Amérique Latine. En 2023, plan d'actionnariat salarié "JCDecaux Ensemble" et augmentation de capital d'une société contrôlée d'Amérique Latine.

(2) Variation des actions propres de JCDecaux SE dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(3) Les effets nets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle pour -8,3 millions d'euros en 2024 et -2,7 millions d'euros en 2023.

(4) En 2024, mouvements de périmètre liés principalement à l'acquisition du groupe IMC en Amérique centrale avec cession sans perte de contrôle. En 2023, mouvements de périmètre liés principalement à la fusion avec Publigrifik en Amérique centrale avec cession sans perte de contrôle.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>		2024	2023
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS		349,4	272,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	-45,8	-52,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 11.4 & § 12.3	60,5	56,5
Charges liées aux paiements en actions	§ 5.2	2,3	12,8
Gains et pertes sur contrats de location	§ 5.2	-10,9	-95,7
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 5.2 & § 5.3	862,6	889,4
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	§ 5.2 & § 5.3	-59,1	-0,9
Charges nettes d'actualisation	§ 5.3	14,9	18,2
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16	§ 5.3	106,3	115,2
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres		2,3	1,5
Intérêts payés sur dettes locatives IFRS 16	§ 4.16	-76,9	-98,8
Intérêts financiers payés		-93,0	-67,0
Intérêts financiers reçus		55,4	57,8
Impôt sur le résultat payé		-70,8	-46,4
Capacité d'autofinancement		1 097,2	1 062,8
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		33,1	38,5
<i>Variation des stocks</i>		8,7	-22,0
<i>Variation des clients et autres créances</i>		6,7	-57,1
<i>Variation des fournisseurs et autres dettes</i>		17,7	117,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 6.1	1 130,3	1 101,3
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles		-319,0	-372,8
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise		-36,9	-14,6
Décaissements sur acquisitions d'autres immobilisations financières		-18,8	-3,4
TOTAL INVESTISSEMENTS		-374,7	-390,8
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles		25,2	35,6
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		88,7	0,1
Encaissements sur cessions d'autres immobilisations financières		8,5	16,8
TOTAL DÉINVESTISSEMENTS		122,4	52,5
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 6.2	-252,3	-338,3
Distribution mise en paiement		-31,2	-12,8
Achat d'actions propres		-48,7	-36,0
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Réduction des capitaux propres		0,0	0,0
Remboursement d'emprunts	§ 6.4	-744,4	-973,8
Remboursement des dettes locatives	§ 4.16	-600,8	-762,5
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie		10,2	-44,4
BESOIN DE TRÉSORERIE (FINANCEMENT)		-1 414,9	-1 829,5
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		0,0	0,0
Augmentation des capitaux propres		1,8	3,9
Vente d'actions propres		46,5	37,5
Augmentation des emprunts	§ 6.4	148,9	737,2
DÉGAGEMENT DE TRÉSORERIE (FINANCEMENT)		197,2	778,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 6.3	-1 217,7	-1 050,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		-339,7	-287,8
TRÉSORERIE NETTE D'OUVERTURE	§ 4.14	1 593,3	1 889,7
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		-0,8	-8,5
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE ⁽¹⁾	§ 4.14	1 252,9	1 593,3

(1) Dont 1 262,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -9,4 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2024 contre respectivement 1 597,2 millions d'euros et -3,9 millions d'euros au 31 décembre 2023.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1.	Méthodes et principes comptables	27
2.	Évolution du périmètre de consolidation	37
3.	Information sectorielle	38
4.	Commentaires sur l'état de situation financière	43
5.	Commentaires sur le compte de résultat	66
6.	Commentaires sur le tableau des flux de trésorerie	74
7.	Risques financiers	75
8.	Risques environnementaux	78
9.	Commentaires sur les engagements hors-bilan	79
10.	Information sur les parties liées	80
11.	Informations sur les coentreprises	82
12.	Informations sur les entreprises associées	86
13.	Périmètre de consolidation	87
14.	Événements subséquents	95

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SE pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 comprennent la société JCDecaux SE et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les capitaux propres des entreprises associées et coentreprises.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2024, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 4 mars 2025, sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

De façon générale, les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- De toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2024. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne. Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- De positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2023, à l'exception de l'application des amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 :

- Les amendements IAS 1 : Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants et Passifs non courants assortis de clauses restrictives
- L'amendement IFRS 16 : Dette de loyer dans une transaction de cession bail
- Les amendements aux normes IAS 7 et IFRS 7 : Accords de financement de fournisseurs
- La décision de l'IFRS IC de juillet 2024 relative aux informations à fournir sur les produits et les charges des secteurs à présenter (IFRS 8 Secteurs opérationnels).

L'application de ces amendements, interprétations et normes, n'a pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Les règles Pilier 2 relatives à l'instauration d'un impôt minimum à la charge des multinationales, ont été adoptées par une directive de l'Union Européenne applicable depuis le 1^{er} janvier 2024, sa transposition en France étant réalisée via la loi de finances pour 2024 votée fin décembre 2023. Par ailleurs, les modifications de la norme IAS 12 adoptées par l'Union Européenne le 8 novembre 2023 entérinent l'exemption de la comptabilisation des actifs et passifs d'impôt différé au titre de la différence entre impôts sur le résultat et impôts complémentaires dus au titre de Pilier 2.

Les travaux menés pour identifier les pays concernés par un impôt complémentaire Pilier 2 et les impacts de l'application de cette nouvelle norme sur les comptes du Groupe ont été déterminés avec

les données à fin décembre 2024. Sur la base de ces travaux, le Groupe a comptabilisé dans les états financiers consolidés annuels 2024 une charge d'impôt supplémentaire non significative.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.19 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en résultat financier, et sont alloués sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2024.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La mise en équivalence est adoptée pour les coentreprises, sur lesquels le Groupe exerce un contrôle conjoint, et pour les entreprises associées, sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés. Les moins-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence sont régies par la norme IFRS3R et les plus-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence rentrent dans le cadre de SIC13.

1.3. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle de l'entité au cours du jour de la transaction. À la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement ou de déqualification. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.4. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle avec perte de contrôle, lors de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes avec prise de contrôle, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.5. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la détermination du montant des dettes locatives et des droits d'utilisation, de la valorisation des goodwill, de la détermination des actifs incorporels dans le cadre des acquisitions de filiales, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel, des provisions pour démontage, des provisions pour perte à terminaison, des provisions pour litiges ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes (notamment la situation économique dans les pays d'implantation du Groupe, l'inflation, les coûts de l'énergie et l'évolution de la réglementation sur la publicité extérieure), qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité créant des incertitudes accrues sur les perspectives d'avenir.

Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.8 « Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation », le paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill », le paragraphe 1.11 « Contrats de locations », le paragraphe 1.12 « Titres mis en équivalence », le paragraphe 1.20 « Provisions pour retraites et avantages assimilés », le paragraphe 1.21 « Provisions pour démontage » et le paragraphe 4.13.3 « Provisions pour risques et litiges ».

Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 4.4 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et incorporels et droits d'utilisation, au paragraphe 4.5 « Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur » pour la valorisation des titres mis en équivalence, au paragraphe 4.13 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel, au paragraphe 4.20 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires et au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes » pour la sensibilité des redevances variables à la variation du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, les risques et engagements liés aux changements climatiques ont été pris en compte par le Groupe lors de la détermination des estimations retenues notamment sur le montant des investissements à réaliser pour réduire son empreinte carbone au titre de ses activités et des panneaux publicitaires que le Groupe installe.

1.6. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice, sur la base des droits existant à la fin de la période de reporting.

Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.7. Immobilisations incorporelles

1.7.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- Son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- L'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- La très forte probabilité de succès du Groupe ;
- Et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées incluent principalement les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain et de supports publicitaires, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres, le Groupe considère que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.7.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur une durée correspondant au temps nécessaire pour que les flux actualisés cumulés utilisés pour la valorisation des actifs, couvrent la quasi-totalité des actifs. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP) pour lesquels le Groupe a le contrôle, sont immobilisés et amortis sur une durée de 10 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.8. Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris évalués à la juste valeur.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de perte de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels goodwill négatifs sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur, et ce en tenant compte de la durée résiduelle des contrats et d'une probabilité de renouvellement pour les activités de mobilier urbain et de transport, et d'un principe d'attrition pour les contrats d'affichage. Les actifs incorporels ainsi reconnus sont amortis sur une durée correspondant au temps nécessaire pour que les flux actualisés cumulés utilisés pour la valorisation des actifs, couvrent la quasi-totalité des actifs. Lorsqu'un contrat déficitaire est identifié, le Groupe est amené à diminuer la valeur brute du droit d'utilisation attaché à ce contrat puis à constater un éventuel passif. Ce passif correspond aux coûts nets inévitables attachés à ce contrat, incluant les redevances et les coûts directement supportés, tels que les coûts de main-d'œuvre et les frais administratifs directs. En outre, si une clause de résiliation entraîne des frais inférieurs aux coûts de maintien d'un contrat déficitaire, c'est cette clause de résiliation qui est provisionnée.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminué de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession de la quote-part cédée ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) et les supports publicitaires dans l'activité Transport sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats, comprise entre 8 et 25 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique pouvant être inférieure à la durée des contrats. Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 20 ans.

Les mobiliers urbains et les panneaux d'affichage du Groupe sont assurés contre les risques liés aux événements climatiques et leur adaptation à ces événements est garantie par la réalisation de tests de résistance. Les durées d'amortissement sont donc déterminées selon les durées normales d'utilisation ; les aléas climatiques étant maîtrisés via cette assurance et les tests réalisés.

Durées d'amortissement

Immobilisations corporelles :

- | | |
|--|-------------|
| • Bâtiments et constructions | 10 à 50 ans |
| • Installations techniques, matériel et outillage (Hors mobiliers urbains et panneaux) | 5 à 10 ans |
| • Mobiliers urbains et panneaux | 2 à 25 ans |

Autres immobilisations corporelles :

- | | |
|------------------------------------|------------|
| • Agencements divers, aménagements | 5 à 16 ans |
| • Matériel de transport | 3 à 15 ans |
| • Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| • Mobilier | 5 à 10 ans |

1.10. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles, les droits d'utilisation, ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur, selon IAS 36, au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Les risques et impacts liés au changement climatique sont pris en compte dans les hypothèses des tests de dépréciation mais n'ont pas d'impact significatif pour le Groupe. En effet, les actifs de JCDecaux sont assurés contre les risques liés aux événements climatiques, ce qui permet de limiter le risque d'impact financier de ce type d'événement sur le Groupe. Ainsi, les flux économiques futurs sont sécurisés et ne sont pas impactés par les aléas climatiques. Les investissements et charges opérationnelles additionnels engagés par les filiales pour l'atteinte des objectifs ESG (Environnement, Social et Gouvernance) et liés aux enjeux climatiques et environnementaux (tels que les achats de certificats carbone, etc.) ont été pris en compte dans l'élaboration des budgets des pays mais ces derniers ne représentent pas à ce jour un montant suffisamment matériel pour peser significativement sur les tests de dépréciation, de même que l'augmentation des prix de l'électricité en Europe et des coûts salariaux dans les différentes géographies, ainsi que les nouvelles réglementations portant sur les plages horaires d'éclairage des mobiliers dans quelques pays d'Europe.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels et les droits d'utilisation, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués soit au croisement d'un secteur opérationnel et d'une zone géographique, soit sur des groupements d'UGT spécifiques, à l'instar du secteur Aéroports où les synergies s'apprécient au niveau mondial, ou des zones Pacifique, France « Roadside » et Etats-Unis « Roadside » où les synergies se justifient entre tous les secteurs : mobilier urbain, affichage pour France Roadside et Etats-Unis Roadside, et toutes activités pour Pacifique (Mobilier urbain, Affichage, Transport terrestre et Aéroport).
- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en sept zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 8,5 % à 20,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 8,5 % en 2024 (contre 8,5% en 2023), est utilisé notamment en Europe occidentale (hors Espagne, Portugal et Italie), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud, où le Groupe réalise 61,1% de son chiffre d'affaires ajusté.

• Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- Dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- Pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables ;
- Pour l'UGT Roadside France et l'UGT Etats-Unis Roadside, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base de la durée restante des contrats avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance et d'une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de respectivement 2% et 3% par an, avec application d'une décote correspondant à l'hypothèse de renouvellement des contrats ;
- Pour l'UGT Pacifique, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 3 % par an.

Dans le cadre des tests de dépréciation et des éventuelles dépréciations d'actifs liés aux flux de trésorerie négatifs, une provision pour perte à terminaison peut être enregistrée pour un contrat accessoire à l'UGT correspondante. Cette provision tient compte des coûts nets inévitables associés à ce contrat, incluant les redevances et les coûts directement supportés, tels que les coûts de main-d'œuvre et les frais administratifs directs. En outre, si une clause de résiliation entraîne des frais inférieurs aux coûts de maintien d'un contrat déficitaire, c'est cette clause de résiliation qui est provisionnée.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.11. Contrats de location

1.11.1. Descriptif des contrats de location du Groupe

Les contrats liés au cœur de métier de JCDecaux ont des caractéristiques dominantes dépendant souvent de l'activité à laquelle ils se rattachent (Mobilier urbain, Transport, Affichage) ou de la géographie (pour des raisons de réglementation ou de pratique de marché locale).

Dans les activités de mobilier urbain et de transport, chaque contrat constitue souvent un cas spécifique, avec des modalités contractuelles parfois complexes résultant de négociations directes ou des conditions d'appel d'offres, avec des renégociations de certaines clauses qui peuvent intervenir en cours de vie du contrat, le plus souvent liées aux aléas de marché ou de déploiement opérationnel des structures publicitaires.

Plus de 13 000 contrats identifiés dans plus de 70 pays rentrent dans le champ d'application d'IFRS 16. Il s'agit essentiellement de contrats conclus avec les municipalités, les aéroports, les compagnies de transport, les centres commerciaux et les bailleurs privés, qui permettent au Groupe de disposer d'emplacements en vue d'installer des supports publicitaires nécessaires à son activité principale. Sur les plus de 13 000 contrats entrant dans le champ d'application d'IFRS 16, plus de 73 % correspondent à la location d'emplacements publicitaires (Mobilier Urbain, Transport et Affichage) et représentent près de 90 % de la dette locative au 31 décembre 2024, les 27% de contrats restants étant constitués notamment de contrats immobiliers et de contrats de véhicules.

Les loyers et redevances fixes ou fixes en substance sont souvent des minima garantis de redevances variables liées au chiffre d'affaires publicitaire généré par les supports publicitaires installés sur les emplacements entrant dans le champ du contrat. C'est le cas de figure dominant dans les activités transport et centres commerciaux. Il est fréquent en mobilier urbain et plus rare en affichage grand format, où la redevance indépendante de la performance commerciale du contrat est le cas de figure le plus répandu.

Les loyers et redevances fixes et/ou fixes en substance ou les minima garantis, peuvent selon les contrats :

- Rester au même montant tout au long de la vie du contrat
- Évoluer en fonction d'un indice général (inflation, prix de la construction...) ou selon le même mécanisme qu'un indice et plus spécifique au contrat (nombre de passagers par exemple dans le transport)
- Évoluer tout en restant fixes sur la base des montants annuels prévus au contrat, ce qui est souvent lié à une montée en puissance attendue du chiffre d'affaires publicitaire du fait notamment de l'installation progressive de nouveaux supports, de l'ouverture de nouvelles lignes de métro ou de l'extension d'un aéroport
- Évoluer en fonction d'un pourcentage du montant de redevance total (redevance variable inclus) payé l'année précédente.

La durée non résiliable des contrats est très diverse, puisqu'elle va de 1 an à 35 ans sur la totalité de la population des contrats :

- La durée des contrats pour de l'affichage sur du mobilier urbain va de 1 an à 35 ans, dépendant dans l'essentiel des cas des termes de l'appel d'offres et dans quelques cas de négociation directe avec la collectivité. Cette durée est largement liée au modèle économique choisi par la collectivité dans son cahier des charges, dépendant notamment du niveau d'investissement attendu par JCDecaux pour les mobiliers publicitaires et non publicitaires. Plus l'investissement sera lourd, plus la durée sera longue afin d'équilibrer le modèle économique.

- La durée des contrats pour des emplacements liés au transport va de 1 an à 15 ans, dépendant là aussi le plus souvent des termes de l'appel d'offres. La durée du contrat est généralement plus courte et le poids des redevances plus élevé que dans le mobilier urbain, du fait d'un moindre poids des investissements et des coûts opérationnels en proportion du chiffre d'affaires généré par les supports publicitaires.
- La durée des contrats d'affichage grand format va de 1 an à 32 ans. Elle varie beaucoup en fonction des pays, selon la réglementation locale, plus ou moins contraignante, et les pratiques de marché relatives aux relations entre afficheurs et bailleurs privés.

Concernant les modalités d'extension ou de renouvellement :

- Les contrats d'affichage grand format, selon la réglementation ou les pratiques de marché, prévoient dans un certain nombre de cas un schéma de tacite reconduction ou de renouvellement automatique variant selon les géographies. Dans ce cas, la durée appliquée est la durée raisonnablement certaine, calculée en fonction de la durée moyenne de tacite reconduction observée par le passé sur le portefeuille de contrats.
- Les contrats de mobilier urbain ou de transport peuvent prévoir des périodes d'extension de la durée initiale du contrat, qui dépendent selon les cas de l'accord des deux parties ou d'une seule des parties. Les cas d'extensions de période contractuelle lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer cette option, sont assez rares. Les renouvellements des contrats de mobilier urbain ou de transport se font le plus souvent au travers de nouveaux contrats, après mise en œuvre d'une procédure de mise en concurrence (le plus souvent au travers d'une procédure d'appel d'offres).

Concernant les clauses de fin anticipée, seul un très faible nombre de contrats a été identifié pour lesquels JCDecaux est seul décisionnaire de la fin anticipée. Le plus souvent, l'accord des deux parties est nécessaire ou bien la fin anticipée est conditionnée par un fait générateur externe (force majeure, changement de sens de circulation en affichage grand format, récession économique majeure ou effondrement du marché publicitaire dans certains contrats de transport).

1.11.2. Contrats non traités sous IFRS 16

Tout nouveau contrat, à compter du 1^{er} janvier 2019, fait l'objet d'une analyse pour conclure s'il répond à la définition d'un contrat de location. Lorsque le fournisseur ayant concédé des emplacements publicitaires au Groupe dispose d'un droit de substitution lui permettant de remplacer n'importe quel emplacement attribué au début du contrat par un autre pendant toute la durée du contrat, et cela, afin de répondre à ses besoins opérationnels d'exploitation (autre que dans le cas d'une activité de maintenance et réparation), ce droit est considéré comme substantiel. C'est le cas dans les activités de mobilier urbain et transport du Groupe qui contiennent des dispositions qui donnent le droit au fournisseur (le contractant) ayant concédé des emplacements publicitaires au Groupe, de déplacer de façon permanente ou temporaire certains équipements vers un autre emplacement ou de retirer les équipements. Dans le cas des contrats d'abribus, la municipalité peut ainsi avoir le droit d'adapter les emplacements des abribus aux évolutions des trajets de lignes d'autobus. Dans le cas des contrats de bus, l'entreprise de transport peut avoir le droit de modifier la quantité de bus, les routes ou l'affectation des bus aux routes. Dans le cas des contrats d'aéroports, le concédant ou l'autorité d'administration de l'aéroport peuvent également avoir le droit de demander le déplacement des mobiliers pour les adapter aux besoins opérationnels de l'aéroport.

Ces droits peuvent être exercés par le contractant à tout moment pendant toute la durée du contrat, après la survenance d'une situation déterminée (par exemple en cas de restructuration, de modification ou d'extension de l'aéroport, de fermeture de routes, d'optimisation du réseau de bus, de souhait d'embellissement) ou pour quelque raison que ce soit généralement peu définie dans les contrats.

Les bases permettant de conclure que de tels accords comportent des droits de substitution substantiels sont les suivantes :

- Les contractants ont la possibilité de changer les emplacements tout au long de la durée du contrat car il existe généralement de nombreux emplacements alternatifs disponibles et ils ont le droit de demander un transfert vers un emplacement alternatif qui répond aux spécifications à tout moment pendant le contrat ;
- Le droit de changer d'emplacement ne dépend généralement pas d'un nombre limité d'événements ou de situations mais au contraire survient pour une liste de raisons très large (telles que les besoins opérationnels, l'intérêt général) ou dans certains cas sans raison définie dans le contrat. Cette situation démontre que le concédant a le contrôle de l'actif car il a la capacité de changer d'emplacement uniquement en fonction de ses propres contraintes ou besoins opérationnels ;
- Les bénéfices économiques des contractants dépendent principalement de leur cœur de métier :
 - Le changement de routes permet à l'entreprise de transport d'optimiser sa flotte en fonction de l'évolution du trafic,
 - Le changement d'infrastructure (restructuration ou extension) permet à l'aéroport de remplir sa mission d'optimisation de la gestion du trafic aérien et du service aux passagers,
 - Les clauses d'indemnisation incluses dans le contrat au-delà d'un certain seuil (telles que la recharge des frais de déménagement ou les frais réduits dus au contractant) ne sont pas dissuasives, elles ne sont que des coûts à inclure dans une opération procurant au concédant un avantage économique global provenant de son activité principale.

Lorsque les clauses permettant de conclure au caractère substantiel du droit de substitution sont valables sur toute la durée du contrat, le Groupe ne détient pas le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié. Ces types de contrat ne répondent donc pas à la définition d'un contrat de location en application de la norme IFRS 16 et les redevances fixes de l'année restent constatées dans la marge opérationnelle au même titre que les redevances variables. Pour ces contrats, les engagements futurs jusqu'à l'échéance du contrat des redevances fixes figurent en engagements hors bilan pour le montant total sur lequel le Groupe est engagé.

Par ailleurs, les deux exemptions de comptabilisation proposées par la norme IFRS 16 – contrats d'une durée inférieure ou égale à douze mois et location de biens de faible valeur – sont utilisées.

1.11.3. Comptabilisation des contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16

Conformément à la norme IFRS 16 appliquée selon la méthode rétrospective complète depuis le 1^{er} janvier 2019, le Groupe reconnaît au passif du bilan une dette sur les contrats de location, au titre des loyers fixes (ou faisant l'objet d'une revalorisation sur base d'un indice) et des minimums garantis, en contrepartie, à l'actif, d'un droit d'utilisation amorti linéairement sur la durée de location ou d'utilisation de l'actif sous-jacent.

La charge fixe de loyer dans la marge opérationnelle est remplacée par l'amortissement du droit d'utilisation comptabilisé en résultat d'exploitation et les intérêts dus au titre du passif locatif enregistrés en résultat financier.

Les redevances variables basées sur le chiffre d'affaires sont exclues de la dette locative et sont inscrites dans la marge opérationnelle lorsqu'elles sont encourues.

La norme est sans effet sur le résultat net sur la durée du contrat avec un impact défavorable en début de contrat qui se retourne dans le temps du fait des charges d'intérêts dégressives.

La dette nette du Groupe exclut la dette locative.

Dans le tableau des flux de trésorerie, seul le paiement des intérêts de la dette locative a un impact sur les flux opérationnels, le remboursement du principal affectant les flux de financement.

Le Groupe constate des impôts différés nets sur les contrats de location comptabilisés sous IFRS 16, le droit d'usage et la dette locative sont analysés ensemble.

Le montant de la dette locative dépend des hypothèses retenues au titre de la durée des engagements et du taux de financement marginal.

Le taux de financement marginal est déterminé pour chaque contrat sur la base du taux sans risque applicable à la devise du contrat, augmenté du basis de la devise, si disponible, et de la marge de crédit de la filiale concernée, basée sur le risque de crédit Groupe ou dans quelques cas spécifiques liés à des financements propres dans les filiales, à un risque de crédit propre à la filiale concernée. Ces différentes composantes sont définies en fonction de la durée de vie moyenne pondérée du contrat concerné.

La durée de contrat est déterminée en tenant compte de la période non résiliable et des périodes couvertes par les options de renouvellement (ou de résiliation) si leur exercice (ou non exercice) est raisonnablement certain.

Concernant les options de renouvellement ou de résiliation, en ligne avec l'application d'IFRS 16 et la décision de l'IFRS IC de novembre 2019 sur la durée des contrats de location et les durées d'utilité des agencements non amovibles :

- Lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer une option d'extension (ou de fin anticipée), la durée associée est retenue lorsque l'exercice par le Groupe de l'option d'extension (ou de fin anticipée) est raisonnablement certain ;
- La durée additionnelle (ou de fin anticipée) est retenue sur la base de l'ensemble des aspects économiques du contrat et non uniquement des paiements de rupture contractuelle. Si une seule partie a un intérêt économique à ne pas interrompre le contrat alors le contrat est exécutoire au-delà de sa période non résiliable ;
- Lorsque le bailleur est le seul à pouvoir exercer une option d'extension, cette dernière est automatiquement incluse dans la durée du contrat. Si le bailleur est le seul à pouvoir exercer une option de fin anticipée, cette option ne vient pas réduire la durée contractuelle.

Lorsque les contrats ont une durée indéterminée, ou sont résiliables à n'importe quel moment par chacune des parties, ou sont reconductibles par tacite reconduction, conformément aux décisions IFRS-IC sur les durées, il est tenu compte de la durée d'utilité des agencements non amovibles pour déterminer la durée du contrat ou dans le cadre des contrats en tacite reconduction, de la durée moyenne à date des contrats en tacite reconduction.

Concernant les baux commerciaux français, conformément au relevé de conclusion de l'ANC du 3 juillet 2020 et l'illustration émise par la CNCC de novembre 2020, la durée généralement retenue par le Groupe est de 9 ans, la période non résiliable étant de 3 ans. Il n'existe pas au plan comptable d'option de renouvellement au terme du bail pour les principaux contrats qui ne sont jamais reconduits de façon tacite ; ils font l'objet d'une renégociation.

Les modifications et réestimations de contrats sont liées essentiellement à des avenants signés et à la vie du contrat notamment l'évolution du montant des loyers à payer ou le changement de la date de fin raisonnablement certaine lorsqu'une décision est prise quant à l'extension ou la fin anticipée d'un contrat. Elles donnent lieu comptablement à une réestimation de la dette en contrepartie du droit d'utilisation. L'incidence de cette modification de contrat présente un effet linéarisé dans le compte de résultat sur la nouvelle durée résiduelle du contrat et peut conduire en cas d'extinction de contrats à un effet positif dans le compte de résultat.

Les contrats déjà signés mais non démarrés à la clôture sont mentionnés en engagements hors bilan.

1.11.4. Réductions de loyers et redevances dans le cadre d'IFRS 16

Le Groupe peut être amené à négocier avec ses concédants des réductions de loyers fixes ou minimums garantis.

Pour les contrats entrant dans le champ d'application IFRS 16, c'est-à-dire les contrats qui ne comportent pas de droits de substitution substantiels, le montant de ces réductions de loyers est comptabilisé :

- En redevances variables créditrices en marge opérationnelle en contrepartie d'une diminution de la dette locative :
 - En application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » pour les contrats analysés et dans lesquels le Groupe a identifié des clauses de force majeure ou de hardship, la présence de ces clauses permettant de ne pas considérer les réductions comme une modification de contrat.
 - En application de l'amendement à la norme IFRS 16 « Allègements de loyers liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 » pour les autres contrats dont les réductions de loyers signées en 2023 ne sont associées à aucune autre modification de contrat et couvrent une période n'allant pas au-delà du 30 juin 2022 ;
 - L'extinction de la dette comptabilisée en résultat est retraitée dans les flux opérationnels du tableau de flux de trésorerie sur la ligne gains et pertes sur contrats de location.
- En diminution de la dette locative en contrepartie d'une diminution du droit d'utilisation, lorsque les négociations ont été considérées comme des modifications de contrat et en l'absence de clause de force majeure.

1.12. Titres mis en équivalence

A la date d'acquisition, les titres mis en équivalence intègrent la quote-part de capitaux propres détenue par le Groupe (hors intérêts ne donnant pas le contrôle) ainsi que le goodwill constaté lors de l'acquisition de ces titres.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existant figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est supérieure à sa participation dans celle-ci, alors la quote-part du Groupe au bilan est ramenée à zéro sur la ligne Titres mis en équivalence par un reclassement en contrepartie de

tout prêt auprès de cette entité, constitutif de l'investissement net. Si le Groupe estime être solidaire des pertes alors une provision est comptabilisée au passif en provisions pour risques pour la quote-part de pertes accumulées excédant l'investissement d'origine ainsi que les prêts et les créances.

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. Pour les sociétés cotées, la juste valeur utilisée dans le cadre des tests de dépréciation correspond à la valeur boursière. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité des autres sociétés est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles et droits d'utilisation au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill ».

1.13. Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement composés des participations dans des entités non consolidées (investissements financiers), de prêts, de dépôts et cautionnements et d'avances versées sur acquisition de titres de participation sous conditions suspensives.

Ils sont comptabilisés et évalués :

- Pour les titres de participation dans des entités non consolidées, initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement. Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées pour chacun des actifs et de façon irrévocable soit en résultat soit en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en compte de résultat en cas de cession. Seuls les dividendes reçus des investissements financiers évalués à la juste valeur par les capitaux propres sont comptabilisés en compte de résultat sur la ligne « Autres charges et produits financiers ».
- Pour les autres actifs financiers, au coût amorti (catégorie IFRS9). Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.14. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- De pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- De mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.15. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti.

Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable. Le Groupe reconnaît une provision complémentaire liée aux pertes attendues selon la méthode simplifiée sur les créances clients saines en appliquant un taux moyen de défaut de paiement à partir de données statistiques historiques. Ce modèle prospectif basé sur les pertes attendues s'applique sur les créances clients dès leur comptabilisation initiale.

Le Groupe peut procéder à des cessions de créances commerciales dans le cadre d'opérations récurrentes ou ponctuelles. En application des dispositions d'IFRS 9, une analyse est alors menée pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution. Si cet examen met en évidence le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages associés aux créances cédées, celles-ci sont sorties de l'état de la situation financière.

1.16. Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie. Ces éléments sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme. Les titres de placement à court terme et les dépôts à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7.

Les actifs financiers de trésorerie correspondent à des placements liquides à court terme ainsi qu'à de la trésorerie appartenant au Groupe, mise sous séquestre dans le cadre de l'exécution de contrats. Ces actifs ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ils sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires.

1.17. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.18. Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- Une variable sous-jacente qui fait varier la valeur de l'instrument financier dérivé ;

- Un investissement net initial nul ou faible ;
- Un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie (part efficace) ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument financier dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. A ce jour, le Groupe met en place principalement deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- La couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine, dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- La couverture de flux de trésorerie (« Cash-Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat en résultat financier. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat financier lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat. La valeur d'entrée au bilan de l'actif ou du passif est comptabilisée en appliquant le « basis adjustment ».

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en résultat global jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de la période.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments financiers dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par la maturité du dérivé.

1.19. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de position de l'IASB sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres de l'état de situation financière.

En l'absence de position de l'IASB sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.20. Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont comptabilisés au passif et déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer ces engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés par une société tiers indépendante, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.21. Provisions pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe à une date prévisible. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux swap de la durée moyenne pondérée des actifs des contrats du pays considéré.

1.22. Paiements fondés sur des actions

1.22.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur attribution à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif.

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'attribution par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulee de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis. Le délai d'acquisition court à compter de la date d'acceptation du bénéficiaire.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.22.2. Plans d'attribution d'actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'attribution par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'obtention de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans et en fonction de l'atteinte de conditions de performance du Groupe et individuelle.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par la contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la date d'acceptation du bénéficiaire.

1.23. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires, analogue ou digitale, sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Le chiffre d'affaires digital du groupe correspond à la vente d'espace publicitaire digital en fonction de l'audience ou de manière plus classique en fonction de l'emplacement. Ce chiffre comprend également les ventes programmatiques c'est-à-dire les ventes réalisées de façon automatique et/ou en temps réel via une plateforme connectant directement les plateformes des acheteurs et l'inventaire digital disponible. Les ventes d'inventaires publicitaires peuvent s'effectuer via un système d'enchères ou à un prix fixe allouant différents niveaux de priorité sur les emplacements pour répondre aux besoins des annonceurs en fonction de leur budget et objectifs de communication.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation dont la durée est généralement comprise entre 1 semaine et 3 ans.

Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est la réalisation de la campagne publicitaire.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe agit en tant que principal dans son activité de vente d'espace publicitaire, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

Les contrats de mise à disposition d'espaces publicitaires sont considérés comme des prestations uniques de service sur une longue durée. Lorsque des remises sont accordées aux clients sur les contrats longue durée de mise à disposition d'espaces publicitaires, celles-ci sont comptabilisées comme un ajustement cumulatif sur toute la durée du contrat, le service restant à fournir n'étant pas considéré comme distinct du service déjà réalisé.

Outre la commercialisation d'espaces publicitaires situés sur ses mobiliers, le Groupe exerce une activité de vente, location et entretien de mobilier urbain dont le chiffre d'affaires est comptabilisé dans l'activité Mobilier Urbain. Le Groupe tire également des revenus non publicitaires de son activité de Vélos en Libre-Service ainsi que de la mise en œuvre de solutions techniques innovantes, selon le concept « JCDecaux Innovate », et des services annexes à son chiffre d'affaires analogue ou digital. Le chiffre d'affaires non publicitaire est reconnu de façon linéaire sur la durée du contrat en dehors des ventes de mobilier ou des prestations ponctuelles.

1.24. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Ces coûts directs d'exploitation incluent notamment les loyers et redevances des contrats de location n'entrant pas dans le champ

d'application d'IFRS16 comme les baux à charges variables, des charges fixes sur contrats avec droits de substitution substantiels, ainsi que les loyers des contrats de location de courte durée ou de faible valeur.

La marge opérationnelle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en déduction du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en déduction des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.25. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, et des autres charges et produits opérationnels.

Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance » et les dotations aux amortissements, outre l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles acquises ou constatées dans le cadre d'une acquisition, incluent l'amortissement des droits d'utilisation des contrats entrants dans le champ d'IFRS16.

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, de coentreprises et entreprises associées, des gains et pertes sur contrat de location, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de sociétés, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue lors d'une prise de contrôle par étape, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels goodwill négatifs, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.26. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation en cas d'impôt différé actif net sur la filiale dont la recouvrabilité sur un horizon court est incertaine.

Les impôts différés actif sur déficits reportables ne sont reconnus que lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. L'horizon de recouvrabilité des déficits ordinaires retenu par le Groupe est de 3 à 5 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

Conformément aux normes IFRS, le Groupe a qualifié la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« CVAE »), en France, comme étant un impôt.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le 28 octobre 2024, après plus de 14 mois d'instruction le Groupe a annoncé sa décision de ne pas poursuivre l'acquisition des activités de Clear Channel Outdoor Holdings, Inc. en Espagne, initiée en 2023 et dont la finalisation était sous réserve d'autorisation par l'autorité de concurrence espagnole.

2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues en 2024 sont les suivantes :

Entrées de périmètre

Le 30 septembre 2024, JCDecaux Top Media SA (Panama), société détenue à 55,6 %, a acquis 70 % du groupe IMC (un des leaders de la communication extérieure en Amérique centrale et le numéro un de la communication extérieure au Costa Rica). Dans le cadre de cette opération, les actionnaires historiques d'IMC ont apporté les 30 % de leurs parts restantes dans IMC en échange d'une participation de 9 % dans JCDecaux Top Media SA. A l'issue de cette opération, la société JCDecaux Top Media SA détient 100 % du groupe IMC. Elle reste consolidée en intégration globale et est désormais détenue à 50,8 %.

Cessions

Le 13 juin 2024, JCDecaux SE (France) a vendu 13,56 % de la société APG|SGA (Suisse) à NZZ pour une valeur de 220 CHF par action. La société APG|SGA sous influence notable et anciennement détenue à 30 % est désormais détenue à 16,44 % et reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Cette opération a eu pour effet, l'enregistrement d'une plus-value de cession de 45,0 millions d'euros dans le résultat d'exploitation.

Variations du pourcentage de détention

Durant l'exercice 2024, Top Result Promotion Ltd (Chine) a augmenté de 8 % sa participation dans la société Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd [Chine]. Cette entreprise associée est désormais détenue à 41 % et reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Autres variations

D'autres variations, notamment des cessions, fusions, liquidations et variations de pourcentage sans gain ou perte de contrôle, sont détaillées au paragraphe 13 « Périmètre de consolidation ».

2.2. Effets des acquisitions

La prise de contrôle réalisée en 2024 du groupe IMC ainsi que l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition de la division communication extérieure de Grupo Publigráfico ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

En millions d'euros		JUSTE VALEUR COMPTABILISÉE À LA DATE D'ACQUISITION
Actifs non courants		35,7
Actifs courants		10,4
TOTAL ACTIFS		46,1
Passifs non courants		17,1
Passifs courants		5,3
TOTAL PASSIFS		22,4
ACTIF NET À LA JUSTE VALEUR À 100%	(A)	23,7
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	(b)	0,0
CONTREPARTIE TOTALE TRANSFÉRÉE	(C)	44,3
- dont des actifs apportés ⁽²⁾		13,5
- dont prix d'acquisition		30,8
GOODWILL	(D)=(C)-(A)+(B)	20,6
- dont Goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	(e)	0,0
GOODWILL IFRS ⁽¹⁾	(F)=(D)-(E)	20,6
PRIX D'ACQUISITION		-30,8
Trésorerie nette acquise		3,9
ACQUISITIONS DE TITRES DE PARTICIPATION SUR L'EXERCICE		-27,0

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a pas été retenue.

(2) Principalement actifs apportés dans le cadre de l'acquisition du groupe IMC.

L'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition de la division communication extérieure de Grupo Publigráfico n'a pas d'impact significatif sur le compte de résultat 2023 ; cet impact non significatif est comptabilisé dans le compte de résultat consolidé 2024.

L'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe des acquisitions réalisées en 2024 est respectivement de 6,6 millions d'euros et de 0,8 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2024 serait une hausse de 13,8 millions d'euros du chiffre d'affaires et une hausse de 0,7 million d'euros du résultat net part du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle du Groupe, basée sur le reporting de gestion opérationnelle élaboré pour le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), est établie sur la base des données historiques sous référentiel IFRS retraitées des deux impacts suivants :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle,
- L'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules (contrats « non core business ») : les redevances fixes des contrats « core business » entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 sont maintenues dans la marge opérationnelle dans l'information sectorielle, et ce sur la base d'une reconnaissance des remises sur leur exercice de rattachement.

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées.

Ces données ajustées sont des indicateurs alternatifs de performance (IAP) présentés et commentés dans la communication financière externe.

Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16 (reconnaissance d'une dette locative et d'un droit d'usage au titre des redevances fixes et minimums garantis) et dont les effets au compte de résultat (amortissement du droit d'usage et actualisation de la dette locative) viennent remplacer la charge de loyer.

Les principales données ajustées des activités opérationnelles se décomposent comme suit : *(Plus-value sur cession de la société APG/SGA, non répartie par activité)*

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels (toilettes, vélos...), les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

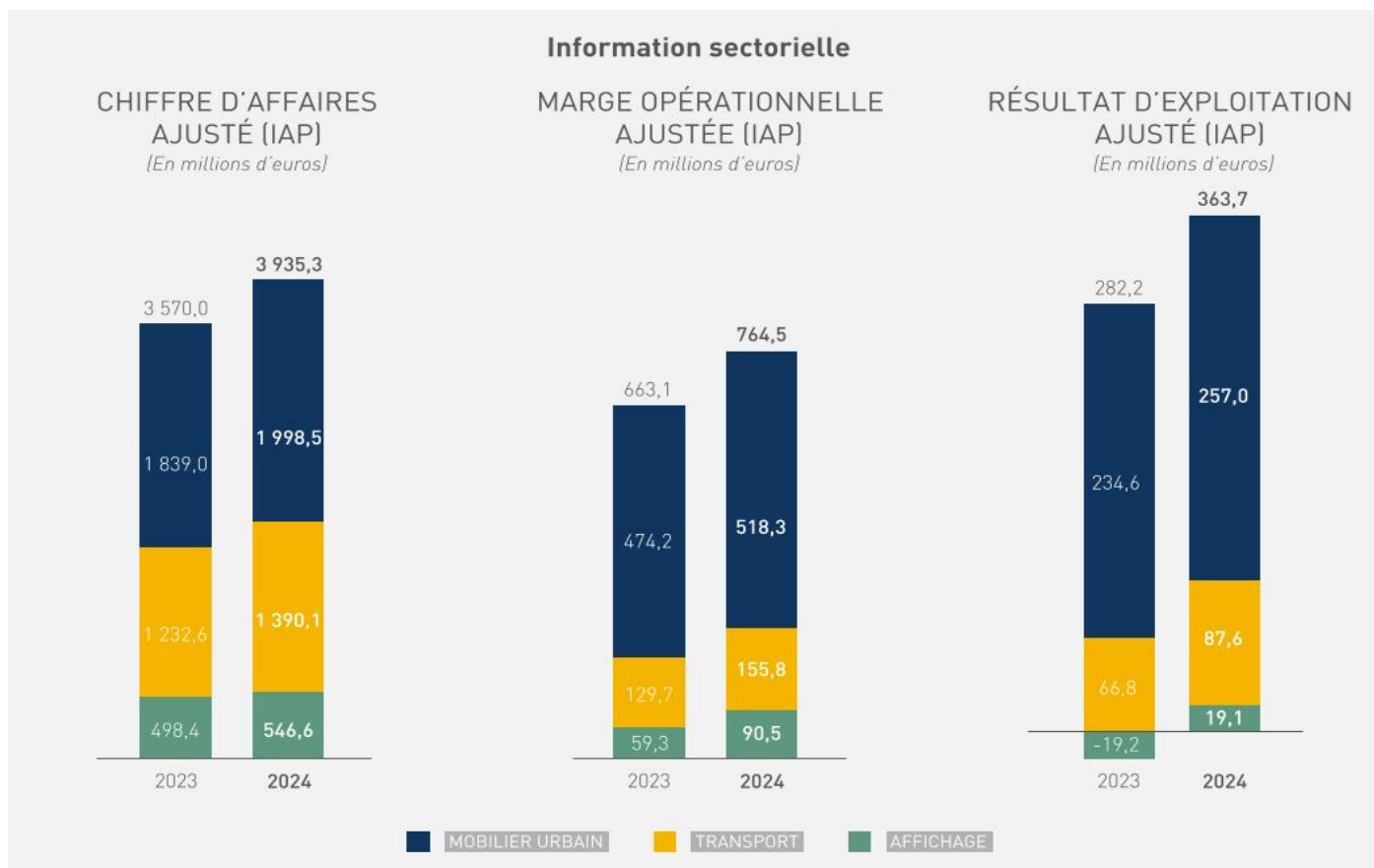
L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

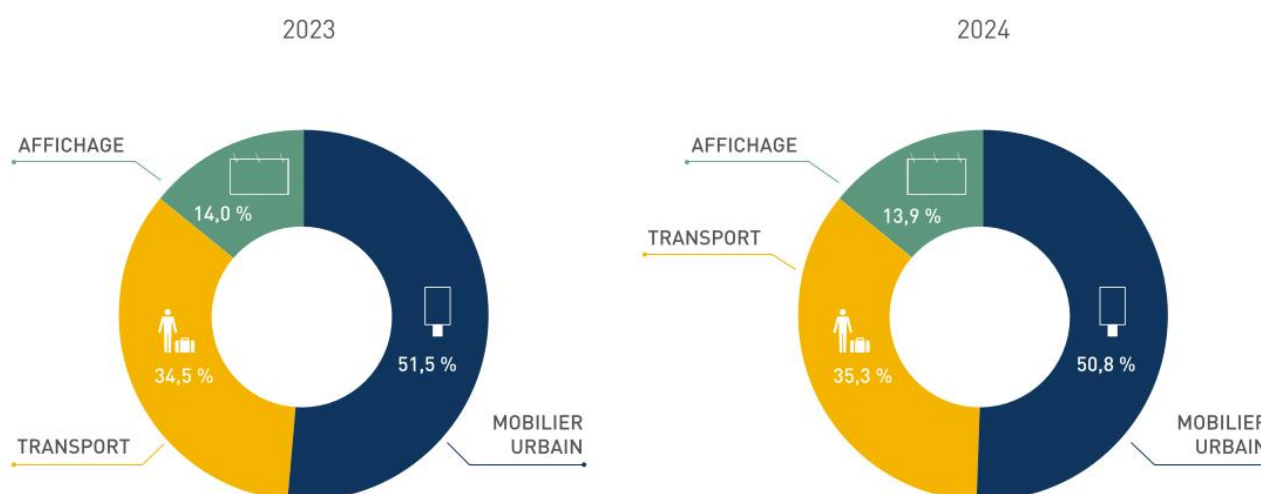
L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé, l'affichage lumineux type néons et les bâches publicitaires.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.



L'évolution sur les deux derniers exercices du chiffre d'affaires ajusté par activité se décline comme suit (en pourcentage) :



L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2024 :

En millions d'euros	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL DES ACTIVITÉS	PLUS-VALUE APG ⁽²⁾	TOTAL DES DONNÉES AJUSTÉES (IAP)
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 998,5	1 390,1	546,6	3 935,3		3 935,3
Marge opérationnelle	518,3	155,8	90,5	764,5		764,5
Dotations aux amortissements et provisions nettes ⁽³⁾	-229,3	-64,3	-66,4	-360,1		-360,1
Pièces détachées maintenance	-43,0	-1,3	-2,6	-46,9		-46,9
Autres charges et produits opérationnels	8,7	-8,5	-2,4	-2,2	45,0	42,8
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	254,7	81,5	19,1	355,3	45,0	400,3
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur ⁽⁴⁾	2,3	6,0	0,0	8,4		8,4
Résultat d'exploitation après pertes de valeur	257,0	87,6	19,1	363,7	45,0	408,7
Investissements corporels et incorporels nets ⁽⁵⁾	221,5	62,0	40,7	324,2		324,2

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 3 512,2 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 423,1 millions d'euros.

(2) Plus-value de 45,0 millions d'euros sur cession de 13,56% de la société APGISGA, non répartie par activité.

(3) Les dotations aux amortissements et provisions nettes incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour -400,0 millions d'euros et les reprises de provisions nettes pour 39,8 millions d'euros.

(4) Dépréciations nettes d'actifs corporels, incorporels et droits d'utilisation et reprises nettes des provisions pour pertes à terminaison relatives aux tests de pertes de valeur

(5) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

En millions d'euros	DONNÉES AJUSTÉES (IAP) ⁽¹⁾	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽²⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽³⁾	PLUS-VALUE APG	DONNÉES IFRS
Chiffre d'affaires	3 935,3	-302,7			3 632,6
Marge opérationnelle	764,5	-71,9	603,8		1 296,3
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-360,1	16,9	-509,1		-852,3
Pièces détachées maintenance	-46,9	1,8			-45,0
Autres charges et produits opérationnels	-2,2	-2,1	0,9	45,0	41,6
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	355,3	-55,3	95,6	45,0	440,6
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur	8,4		-0,5		7,8
Résultat d'exploitation après pertes de valeur	363,7	-55,3	95,0	45,0	448,4
Investissements corporels et incorporels nets	324,2	-30,4			293,8

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +65,1 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -59,2 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées. Dont -0,5 million d'euros d'impact sur les reprises nettes relatives aux tests de perte de valeur en Mobilier Urbain.

L'impact de -302,7 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté se décompose en -318,5 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » et +15,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à +3 632,6 millions d'euros.

L'impact de +603,8 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances, des contrats core business des sociétés contrôlées. L'impact de +95,0 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +603,8 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -509,1 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,9 million d'euros de plus et moins-values sur fins de contrats IFRS 16, -4,8 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +4,3 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu

de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2023 :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL DES DONNÉES AJUSTÉES (IAP)
Chiffre d'affaires⁽¹⁾	1 839,0	1 232,6	498,4	3 570,0
Marge opérationnelle	474,2	129,7	59,3	663,1
Dotations aux amortissements et provisions nettes ⁽²⁾	-192,7	-67,4	-67,4	-327,5
Pièces détachées maintenance	-43,2	-1,9	-3,0	-48,1
Autres charges et produits opérationnels	-6,4	-14,2	-0,8	-21,3
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	231,9	46,2	-11,9	266,2
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur ⁽³⁾	2,7	20,7	-7,3	16,0
Résultat d'exploitation après pertes de valeur	234,6	66,8	-19,2	282,2
Investissements corporels et incorporels nets⁽⁴⁾	241,4	72,2	41,6	355,1

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 3 199,3 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 370,7 millions d'euros.

(2) Les dotations aux amortissements et provisions nettes incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour -382,2 millions d'euros et les reprises de provisions nettes pour 54,7 millions d'euros.

(3) Dépréciations nettes d'actifs corporels, incorporels et droits d'utilisation, pertes de valeur des goodwill et reprises nettes des provisions pour pertes à terminaison relatives aux tests de pertes de valeur.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES AJUSTÉES (IAP) ⁽¹⁾	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽²⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽³⁾	DONNÉES IFRS
Chiffre d'affaires	3 570,0	-274,1		3 295,9
Marge opérationnelle	663,1	-68,0	665,1	1 260,3
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-327,5	16,7	-592,2	-903,1
Pièces détachées maintenance	-48,1	1,4		-46,8
Autres charges et produits opérationnels	-21,3	-6,7	72,3	44,3
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	266,2	-56,6	145,2	354,8
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur	16,0		-0,7	15,3
Résultat d'exploitation après pertes de valeur	282,2	-56,6	144,5	370,1
Investissements corporels et incorporels nets	355,1	-17,9		337,2

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +56,7 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -52,8 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

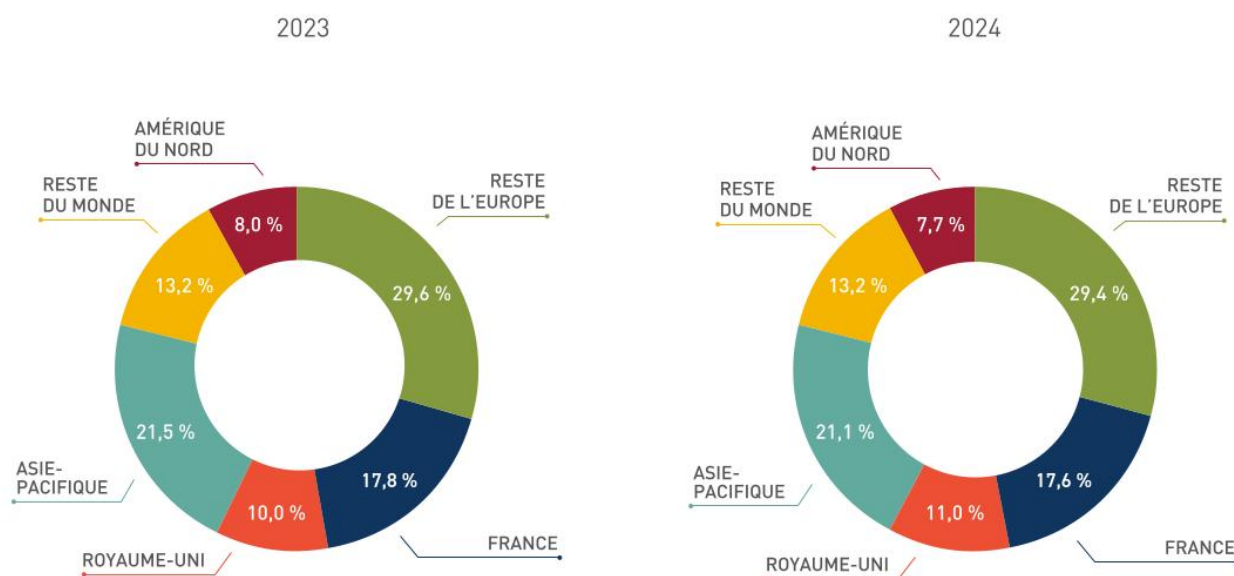
(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées. Dont -0,7 million d'euros d'impact sur les reprises nettes relatives aux tests de perte de valeur en Mobilier Urbain.

L'impact de -274,1 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -286,2 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » et +12,2 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à +3 295,9 millions d'euros.

L'impact de +665,1 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +144,5 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +665,1 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -576,1 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +72,3 millions d'euros de plus et moins-values sur fins de contrats IFRS 16, -22,6 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +5,9 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

3.2. Information par zone géographique

L'évolution sur les deux derniers exercices du chiffre d'affaires ajusté par zone géographique se décline comme suit (en pourcentage) :



L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2024 :

En millions d'euros	EUROPE ⁽¹⁾	ASIE-PACIFIQUE ⁽²⁾	FRANCE	RESTE DU MONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD ⁽³⁾	TOTAL
Chiffre d'affaires	1 155,1	831,2	694,5	518,1	432,9	303,5	3 935,3

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

Aucun client n'atteint le seuil de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2023 :

En millions d'euros	EUROPE ⁽¹⁾	ASIE-PACIFIQUE ⁽²⁾	FRANCE	RESTE DU MONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD ⁽³⁾	TOTAL
Chiffre d'affaires	1 056,9	768,1	634,2	469,6	355,7	285,4	3 570,0

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

Aucun client n'atteint le seuil de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

3.3. Autres informations

3.3.1. Actifs sectoriels non-courant

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2024 :

<i>En millions d'euros</i>	EUROPE ⁽¹⁾	ASIE-PACIFIQUE	FRANCE	RESTE DU MONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD	ELIMINATION INTERCOS	TOTAL
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	2 137,5	1 279,2	1 585,7	910,0	579,1	469,0	-1 030,6	5 930,0
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,4

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers dérivés.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2023 :

<i>En millions d'euros</i>	EUROPE ⁽¹⁾	ASIE-PACIFIQUE	FRANCE	RESTE DU MONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD	ELIMINATION INTERCOS	TOTAL
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	2 201,5	1 429,6	1 767,6	867,5	649,4	450,1	-1 127,8	6 237,9
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,6

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers dérivés.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

3.3.2. Cash-flow Disponible

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2024 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES AJUSTÉES (IAP)	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽¹⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽²⁾	DONNÉES IFRS
Capacité d'autofinancement ⁽³⁾	530,5	-14,9	581,5	1 097,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	25,5	-11,7	19,3	33,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	556,0	-26,6	600,8	1 130,3
INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS NETS ⁽⁴⁾	-324,2	30,4		-293,8
CASH-FLOW DISPONIBLE	231,9	3,8	600,8	836,5

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2023 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES AJUSTÉES (IAP)	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽¹⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽²⁾	DONNÉES IFRS
Capacité d'autofinancement ⁽³⁾	478,5	-15,8	600,0	1 062,8
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-124,3	0,4	162,5	38,5
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	354,2	-15,3	762,5	1 101,3
INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS NETS ⁽⁴⁾	-355,1	17,9		-337,2
CASH-FLOW DISPONIBLE	-1,0	2,4	762,5	764,1

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

4.1.1. Goodwill

Variations des exercices 2024 et 2023 en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
VALEUR NETTE AU 1^{ER} JANVIER	1 666,0	1 748,7
Perte de valeur	-	-17,5
Sorties	-0,5	0,0
Variations de périmètre ⁽¹⁾	20,6	-48,4
Reclassement ⁽²⁾	10,3	0,0
Conversion	7,7	-16,9
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE	1 704,1	1 666,0

(1) Les variations de périmètre en 2024 concernent principalement l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition de la division communication extérieure de Grupo Publigráfico ainsi que le goodwill provisoire comptabilisé suite à l'acquisition du groupe IMC. Les variations de périmètre en 2023 concernent principalement l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition de JCDecaux Chicago Communication Network, LLC (anciennement Interstate JCDecaux LLC), Pisoni et Displayce ainsi que le goodwill provisoire comptabilisé suite à la fusion avec la division communication extérieure de Grupo Publigráfico.

(2) Montant de goodwill reclassé de la ligne « Titres mis en équivalence » de l'état de situation financière.

4.1.2. Autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2024 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	FRAIS DE DÉVELOPPEMENT	BREVETS, LICENCES, CONTRATS PUB, ERP ⁽¹⁾	DROITS AU BAIL, AVANCES & ACOMPTES, AUTRES	TOTAL
VALEUR BRUTE AU 1^{ER} JANVIER 2024	133,3	1 342,1	38,4	1 513,8
Acquisitions / Augmentations	10,3	27,5	23,7	61,6
Sorties ⁽³⁾	1,3	-29,1	-0,1	-27,8
Variations de périmètre		-0,2		-0,2
Conversion	-0,1	-2,0	0,2	-2,0
Reclassements ⁽²⁾	0,2	-42,7	-15,3	-57,8
Réaffectation du Goodwill ⁽¹⁾		18,9		18,9
VALEUR BRUTE AU 31 DÉCEMBRE 2024	145,0	1 314,6	47,0	1 506,5
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 1^{ER} JANVIER 2024	-87,4	-707,2	-19,5	-814,2
Dotations	-10,1	-78,5	-0,2	-88,9
Perte de valeur			-0,3	-0,3
Sorties ⁽³⁾	-1,4	28,5	0,6	27,7
Variations de périmètre		0,2		0,2
Conversion	0,1	0,6	-0,2	0,5
Reclassements ⁽²⁾	0,1	9,3	0,0	9,5
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2024	-98,7	-747,1	-19,6	-865,4
VALEUR NETTE AU 1^{ER} JANVIER 2024	45,9	634,9	18,9	699,7
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2024	46,3	567,5	27,4	641,1

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises notamment au titre de l'acquisition de la division communication extérieure de Grupo Publigráfico en 2023 dont les travaux d'allocation ont été finalisés en 2024.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectent d'autres postes de l'état de la situation financière, principalement en Asie, en contrepartie des Clients et autres débiteurs et des Fournisseurs et autres créditeurs (passifs courants) suite à une renégociation de contrat.

(3) Comprend principalement les sorties de droits d'entrées totalement amortis.

Variations de l'exercice 2023 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	FRAIS DE DÉVELOPPEMENT	BREVETS, LICENCES, CONTRATS PUB, ERP ⁽¹⁾	DROITS AU BAIL, AVANCES & ACOMPTES, AUTRES	TOTAL
VALEUR BRUTE AU 1^{ER} JANVIER 2023	121,3	1 364,5	35,8	1 521,6
Acquisitions / Augmentations	11,3	29,3	23,9	64,5
Sorties ⁽³⁾	0,0	-149,0	0,0	-149,0
Variations de périmètre		0,0	0,0	0,0
Conversion	0,1	-25,5	-0,3	-25,7
Reclassements ⁽²⁾	1,6	18,6	-20,9	-0,7
Réaffectation du Goodwill ⁽¹⁾	-0,9	104,1		103,2
VALEUR BRUTE AU 31 DÉCEMBRE 2023	133,3	1 342,1	38,4	1 513,8
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 1^{ER} JANVIER 2023	-78,1	-801,9	-17,6	-897,6
Dotations	-8,0	-78,2	-0,1	-86,4
Perte de valeur		7,7		7,7
Sorties ⁽³⁾	0,0	148,9	0,0	149,0
Variations de périmètre		0,0	0,0	0,0
Conversion	0,0	11,1	0,3	11,4
Reclassements ⁽²⁾	-1,3	5,1	-2,1	1,7
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2023	-87,4	-707,2	-19,5	-814,2
VALEUR NETTE AU 1^{ER} JANVIER 2023	43,1	562,7	18,1	624,0
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2023	45,9	634,9	18,9	699,7

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises notamment au titre des acquisitions de JCDecaux Chicago Communication Network, LLC (anciennement Interstate JCDecaux LLC), Pisoni et Displayce en 2022 dont les travaux d'allocation ont été finalisés en 2023.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

(3) Comprend principalement les sorties de droits d'entrées totalement amortis.

4.2. Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024			31/12/2023
	MONTANTS BRUTS	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS	MONTANTS NETS	MONTANTS NETS
Terrains	14,6	-0,4	14,2	14,4
Constructions	90,6	-71,9	18,7	21,4
Installations techniques, matériels et outillages	3 508,3	-2 447,1	1 061,2	1 048,4
Matériel de transport	46,6	-39,9	6,7	6,9
Autres immobilisations corporelles	182,8	-148,5	34,3	33,0
En cours, avances et acomptes	132,4	-6,2	126,2	116,0
TOTAL	3 975,3	-2 714,0	1 261,3	1 240,2

Variations de l'exercice 2024 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS TECHNIQUES, MAT. & OUTIL.	AUTRES	TOTAL
VALEUR BRUTE AU 1^{ER} JANVIER 2024	14,9	104,7	3 454,1	349,9	3 923,5
- Dont coût de démontage			227,3		227,3
Acquisitions	0,9	1,5	107,3	171,4	281,1
- Dont coût de démontage			17,3		17,3
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage			6,0		6,0
Sorties	-1,6	-11,3	-237,3	-18,0	-268,1
- Dont coût de démontage ⁽²⁾			-51,1		-51,1
Variations de périmètre		0,1	7,5	0,5	8,0
Reclassements ⁽¹⁾	0,1	-3,1	160,1	-142,4	14,8
Réaffectation du Goodwill		0,0	0,0		0,0
Conversion	0,3	-1,3	16,7	0,4	16,1
VALEUR BRUTE AU 31 DÉCEMBRE 2024	14,6	90,6	3 508,3	361,8	3 975,3
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 1^{ER} JANVIER 2024	-0,5	-83,2	-2 405,7	-193,9	-2 683,3
- Dont coût de démontage			-150,8		-150,8
Dotations nettes des reprises	-0,0	-2,9	-220,7	-12,2	-235,8
- Dont coût de démontage			-16,5		-16,5
Perte de valeur			-2,8	-0,1	-2,9
Sorties	0,0	8,8	211,6	16,7	237,0
- Dont coût de démontage ⁽²⁾			27,9		27,9
Variations de périmètre			1,5	0,0	1,5
Reclassements ⁽¹⁾	0,1	4,6	-12,2	-4,2	-11,7
Conversion	-0,0	0,8	-18,8	-0,7	-18,8
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2024	-0,4	-71,9	-2 447,1	-194,5	-2 714,0
VALEUR NETTE AU 1^{ER} JANVIER 2024	14,4	21,4	1 048,4	155,9	1 240,2
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2024	14,2	18,7	1 061,2	167,2	1 261,3

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

(2) Dont -23,1 millions d'euros constatés en contrepartie des provisions pour démontage.

Variations de l'exercice 2023 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS TECHNIQUES, MAT. & OUTIL.	AUTRES	TOTAL
VALEUR BRUTE AU 1^{ER} JANVIER 2023	14,4	93,1	3 419,0	381,3	3 907,8
- Dont coût de démontage			309,4		309,4
Acquisitions	0,0	3,2	98,8	185,7	287,7
- Dont coût de démontage			17,5		17,5
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage			-11,0		-11,0
Sorties	-0,1	-2,2	-207,2	-45,0	-254,4
- Dont coût de démontage ⁽²⁾			-86,0		-86,0
Variations de périmètre			8,9	0,5	9,4
Reclassements ⁽¹⁾	0,0	5,7	172,0	-165,7	12,0
Réaffectation du Goodwill	0,2	4,0	3,2	-2,3	5,1
Conversion	0,4	0,8	-40,7	-4,6	-44,2
VALEUR BRUTE AU 31 DÉCEMBRE 2023	14,9	104,7	3 454,1	349,9	3 923,5
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 1^{ER} JANVIER 2023	-0,5	-74,7	-2 359,9	-193,7	-2 628,8
- Dont coût de démontage			-158,8		-158,8
Dotations nettes des reprises	0,0	-3,6	-208,5	-16,0	-228,1
- Dont coût de démontage			-20,6		-20,6
Perte de valeur			2,1		2,1
Sorties		0,9	144,3	13,1	158,3
- Dont coût de démontage ⁽²⁾			27,7		27,7
Variations de périmètre					0,0
Reclassements ⁽¹⁾		-5,4	-13,4	0,6	-18,2
Conversion	0,0	-0,5	29,7	2,1	31,3
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2023	-0,5	-83,2	-2 405,7	-193,9	-2 683,3
VALEUR NETTE AU 1^{ER} JANVIER 2023	14,0	18,4	1 059,1	187,6	1 279,0
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2023	14,4	21,4	1 048,4	155,9	1 240,2

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

(2) Dont -58,3 millions d'euros constatés en contrepartie des provisions pour démontage.

4.3. Droits d'utilisation

En millions d'euros	31/12/2024			31/12/2023
	MONTANTS BRUTS	AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS	MONTANTS NETS	MONTANTS NETS
Droits d'utilisation d'emplacements publicitaires loués	5 557,3	-3 816,4	1 741,0	2 023,4
Droits d'utilisation de biens immobiliers loués	418,3	-247,3	171,0	167,4
Droits d'utilisation de véhicules loués	88,6	-47,8	40,7	36,9
Droits d'utilisation d'autres biens loués	6,4	-4,4	2,0	2,5
TOTAL	6 070,6	-4 115,9	1 954,7	2 230,1

Variations de l'exercice 2024 en valeur brute et en valeur nette comptable :

En millions d'euros	DROITS D'UTILISATION D'EMPLACEMENT S PUBLICITAIRES LOUÉS	DROITS D'UTILISATION DE BIENS IMMOBILIERS LOUÉS	DROITS D'UTILISATION DE VÉHICULES LOUÉS	DROITS D'UTILISATION D'AUTRES BIENS LOUÉS	TOTAL
VALEUR BRUTE AU 1^{ER} JANVIER 2024	5 727,5	386,4	84,3	6,9	6 205,1
Augmentations	244,5	55,5	21,7	0,6	322,3
Variation de périmètre	7,1	0,0	0,1		7,2
Diminutions ⁽¹⁾	-507,6	-29,2	-16,9	-0,8	-554,5
Conversion	85,8	5,6	-0,6	-0,3	90,6
VALEUR BRUTE AU 31 DÉCEMBRE 2024	5 557,3	418,3	88,6	6,4	6 070,6
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 1^{ER} JANVIER 2024	-3 704,1	-219,0	-47,4	-4,3	-3 974,9
Dotations nettes des reprises ⁽²⁾	-504,8	-40,3	-15,8	-1,1	-562,0
Diminutions	463,5	16,0	15,1	0,8	495,3
Conversion	-70,9	-4,0	0,3	0,3	-74,3
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2024	-3 816,4	-247,3	-47,8	-4,4	-4 115,9
VALEUR NETTE AU 1^{ER} JANVIER 2024	2 023,4	167,4	36,9	2,5	2 230,1
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2024	1 741,0	171,0	40,7	2,0	1 954,7

(1) Inclut la diminution des droits d'utilisation liée à des rabais traités en modification de contrats (voir paragraphe 1.11.4. «Réductions de loyers et redevances dans le cadre d'IFRS 16»).

(2) Dont 4,3 millions d'euros de reprise des amortissements des droits d'utilisation relative aux tests de perte de valeur.

Variations de l'exercice 2023 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	DROITS D'UTILISATION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES LOUÉS	DROITS D'UTILISATION DE BIENS IMMOBILIERS LOUÉS	DROITS D'UTILISATION DE VÉHICULES LOUÉS	DROITS D'UTILISATION D'AUTRES BIENS LOUÉS	TOTAL
VALEUR BRUTE AU 1^{ER} JANVIER 2023	6 765,3	368,0	90,5	6,1	7 229,9
Augmentations	328,3	47,8	18,3	1,1	395,5
Variation de périmètre	2,2	-0,1	0,0		2,2
Diminutions ⁽¹⁾	-1 306,2	-24,2	-24,4	-0,6	-1 355,4
Conversion	-62,2	-5,0	-0,2	0,3	-67,1
VALEUR BRUTE AU 31 DÉCEMBRE 2023	5 727,5	386,4	84,3	6,9	6 205,1
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 1^{ER} JANVIER 2023	-4 236,2	-206,8	-58,1	-3,5	-4 504,6
Dotations nettes des reprises ⁽²⁾	-570,3	-36,8	-13,1	-1,1	-621,4
Diminutions	1 060,9	21,3	23,6	0,4	1 106,3
Conversion	41,4	3,3	0,2	-0,2	44,8
AMORTISSEMENTS / PERTE DE VALEUR AU 31 DÉCEMBRE 2023	-3 704,1	-219,0	-47,4	-4,3	-3 974,9
VALEUR NETTE AU 1^{ER} JANVIER 2023	2 529,1	161,2	32,4	2,6	2 725,3
VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2023	2 023,4	167,4	36,9	2,5	2 230,1

(1) Inclut la diminution des droits d'utilisation liée à des rabais traités en modification de contrats (voir paragraphe 1.11.4. «Réductions de loyers et redevances dans le cadre d'IFRS 16»).

(2) Dont 1,8 million d'euros de reprise des amortissements des droits d'utilisation relative aux tests de perte de valeur.

4.4. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation

Les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

En millions d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	GOODWILL ⁽¹⁾	ACTIFS CORPORELS / INCORPORELS / DROITS D'UTILISATION ⁽²⁾	TOTAL	GOODWILL ⁽¹⁾	ACTIFS CORPORELS / INCORPORELS / DROITS D'UTILISATION ⁽²⁾	TOTAL
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	387,3	308,2	695,5	387,9	310,7	698,6
France Roadside	224,5	385,5	610,0	223,9	379,0	602,8
Pacifique	240,9	244,7	485,5	242,5	278,4	520,9
Affichage Royaume-Uni	153,6	21,1	174,7	146,4	25,7	172,1
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	140,9	39,3	180,2	140,6	28,2	168,8
Etats-Unis Roadside	61,8	124,9	186,8	58,5	103,6	162,0
Affichage Reste du monde	62,2	123,0	185,2	53,6	110,2	163,8
Mobilier Urbain Royaume-Uni	58,2	37,1	95,2	57,5	30,5	88,1
Aéroports Monde (hors Pacifique)	123,4	-32,3	91,1	123,6	-48,9	74,8
Autres	162,1	265,1	427,2	136,9	281,4	418,2
TOTAL	1 614,9	1 516,6	3 131,4	1 571,2	1 498,8	3 070,0

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation et les goodwill.

(1) Les goodwill sont présentés nets des impôts différés passif nets liés aux contrats, à la mise à la juste valeur des actifs corporels et incorporels et aux provisions pour perte à terminaison, reconnus dans le cadre de regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 89,2 millions d'euros et 94,8 millions d'euros au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

(2) Les actifs incorporels et corporels et les droits d'utilisation sont présentés nets des provisions pour perte à terminaison, d'un montant de respectivement 3,3 millions d'euros et 14,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, et sont également présentés diminués des dettes locatives, d'un montant de respectivement 2 337,3 millions d'euros et 2 657,0 millions d'euros au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2024 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une reprise nette de provision pour perte à terminaison de 6,7 millions d'euros, une reprise nette sur amortissements des droits d'utilisation pour 4,3 millions d'euros ainsi qu'une dotation nette de perte de valeur globale de -3,2 millions d'euros sur les immobilisations incorporelles et corporelles.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation ont un impact positif de 5,9 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (contre 3,4 millions d'euros en 2023).

Le taux d'actualisation, le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en sept zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 8,5 % à 20,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 8,5 % en 2024 (8,5% également en 2023), est utilisé notamment en Europe occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud, où le Groupe réalise 61,1 % de son chiffre d'affaires ajusté.

Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort à 9,6 % en 2024.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés au niveau de chaque business plan de chaque UGT. Lorsqu'une région abrite plusieurs UGT, le test est mené sur chacune des UGT composant la région en question.

- Sur la France, le Royaume-Uni, l'Europe (hors France et Royaume-Uni), l'Asie et le Pacifique, trois tests de sensibilité ont été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 100 points de base sur toutes les activités ;
 - puis en diminuant de 100 points de base le taux de marge opérationnelle sur toutes les activités ;
 - et enfin, en diminuant de 100 points de base le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage, UGT Pacifique, UGT France Roadside et UGT Etats-Unis Roadside.
- Sur la zone géographique Reste du Monde, où figurent les pays exposés à une plus forte volatilité économique et politique, trois tests de sensibilité ont également été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 200 points de base sur toutes les activités ;
 - puis en diminuant de 200 points de base le taux de marge opérationnelle sur toutes les activités ;
 - et enfin, en diminuant de 200 points de base le taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage.

Pour ce qui concerne les tests sur l'UGT Aéroports, le test est effectué au niveau mondial.

Les résultats indiqués ci-après résultent de l'agrégation des tests réalisés sur chaque business plan.

Les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique entraînerait une perte de valeur de -49,3 millions d'euros sur le goodwill de la France Roadside, de -29,6 millions d'euros sur le goodwill de l'activité Affichage, de -40,9 millions d'euros sur le goodwill de la zone Pacifique, ainsi qu'une perte de valeur de -0,4 million d'euros sur les actifs de l'activité Mobilier Urbain ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -9,5 millions d'euros sur le goodwill de l'activité Affichage. Cette augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation entraînerait également une perte de valeur de -1,3 million d'euros sur les actifs de l'activité Affichage, de -1,0 million d'euros sur les actifs de l'activité Transport terrestre et de -0,4 million d'euros sur les actifs de l'activité Mobilier Urbain ;
- qu'une diminution de 100 points de base du taux de marge opérationnelle pour les zones France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique, entraînerait une perte de

valeur de -32,5 millions d'euros sur le goodwill de la France Roadside. Cette diminution de 100 points de base du taux de marge opérationnelle entraînerait également une perte de valeur de -0,7 million d'euros sur les actifs de l'activité Mobilier Urbain, de -0,3 million d'euros sur les actifs de l'UGT Aéroports, de -0,3 million d'euros sur les actifs de l'activité Transport terrestre et de -0,2 million d'euros sur les actifs de l'activité Affichage ;

- qu'une diminution de 200 points de base du taux de marge opérationnelle sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -1,8 million d'euros les actifs de l'activité Transport terrestre, de -1,4 million d'euros sur les actifs de l'activité Affichage, de -1,1 million d'euros sur les actifs de l'activité Mobilier Urbain et de -0,2 million d'euros sur les actifs de l'UGT Aéroports ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 100 points de base pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique entraînerait une perte de valeur sur le goodwill de la France Roadside de -45,6 millions d'euros, une perte de valeur sur le goodwill de l'activité Affichage de -15,1 millions d'euros ainsi qu'une perte de valeur sur le goodwill de la zone Pacifique de -23,0 millions d'euros ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 200 points de base pour la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -0,2 million d'euros sur les actifs de l'activité Affichage.

4.5. Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Coentreprises	193,3	196,7
Entreprises associées	188,5	224,9
TOTAL ⁽¹⁾	381,8	421,6

(1) Dont 10,5 millions d'euros relatifs à la zone Reste du Monde au 31 décembre 2024 contre 13,0 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 12 « Informations sur les entreprises associées ».

En 2024, aucune dotation de perte de valeur n'a été constatée sur les coentreprises et une dotation de perte de valeur a été constatée sur les entreprises associées pour un montant de -5,9 millions d'euros.

En 2023, aucune dotation de perte de valeur n'a été constatée, ni sur les coentreprises, ni sur les entreprises associées.

Sur les sociétés mises en équivalence, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation pour les sociétés n'appartenant pas à la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -8,2 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation pour les sociétés appartenant à la zone géographique Reste du Monde n'entraînerait aucune perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 100 points de base du taux de marge opérationnelle pour les sociétés n'appartenant à la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -6,4 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 200 points de base du taux de marge opérationnelle pour les sociétés appartenant à la zone géographique Reste du Monde n'entraînerait aucune perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 100 points de base pour l'activité Affichage pour les sociétés n'appartenant pas à la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -6,2 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence ;
- qu'une diminution du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie de 200 points de base pour l'activité Affichage pour les sociétés appartenant à la zone géographique Reste du Monde n'entraînerait pas de perte de valeur.

4.6. Autres actifs financiers (courant et non courant)

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Investissements financiers	2,2	2,1
Prêts	37,4	58,8
Autres immobilisations financières	25,7	26,8
TOTAL	65,2	87,7

La diminution globale des autres actifs financiers de -22,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 s'explique essentiellement par la perte de valeur de -22,6 millions d'euros constatée sur un prêt en lien avec l'investissement du Groupe dans Clear Media en Chine.

L'échéance des autres actifs financiers (hors investissements financiers) se décompose comme suit :

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
≤ 1 an	16,0	4,1
> 1 an & ≤ 5 ans	43,1	80,4
> 5 ans	3,9	1,1
TOTAL	63,0	85,6

4.7. Autres créances (non courant)

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	47,0	7,2
Créances diverses	13,1	12,3
TOTAL BRUT DES AUTRES CRÉANCES (NON COURANT)	60,1	19,4
Dépréciation des créances diverses	-2,4	-1,6
TOTAL DÉPRÉCIATION DES AUTRES CRÉANCES (NON COURANT)	-2,4	-1,6
TOTAL	57,6	17,9

4.8. Stocks

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Valeur brute des stocks	227,6	236,8
Matières premières, approv. & marchandises	157,4	162,5
Produits intermédiaires et finis	70,2	74,3
Dépréciation	-46,8	-49,2
Matières premières, approv. & marchandises	-31,2	-34,1
Produits intermédiaires et finis	-15,6	-15,0
TOTAL	180,8	187,6

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage.

Au 31 décembre 2024, la France contribue à hauteur de 101,7 millions d'euros à la valeur brute totale, dont 64 % de stocks de chantiers en cours et 36 % de stocks de maintenance.

4.9. Clients et autres débiteurs

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients	632,8	646,9
Créances diverses	16,2	40,8
Autres créances d'exploitation	21,1	19,3
Créances fiscales diverses	78,2	85,2
Créances sur cession d'immobilisations et subventions d'équipement à recevoir	0,0	0,0
Avances et acomptes versés	7,3	6,1
Charges constatées d'avance	85,2	54,8
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,1	0,1
TOTAL BRUT DES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	841,0	853,3
Dépréciation des créances clients	-24,9	-29,0
Dépréciation des créances diverses	-0,2	-0,1
Dépréciation des autres créances d'exploitation	-0,1	-0,0
TOTAL DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	-25,2	-29,2
TOTAL	815,8	824,1

La rubrique « Clients et autres débiteurs » diminue au 31 décembre 2024 de 8,3 millions d'euros notamment du fait de l'activité pour -44,0 millions d'euros, des flux de reclassement pour 23,4 millions d'euros principalement depuis les immobilisations incorporelles vers les charges constatées d'avance concernant l'impact de la renégociation d'un contrat en Asie, des variations de périmètre pour 4,7 millions d'euros et des flux de change pour 7,6 millions d'euros. Le montant des créances clients échues et non provisionnées est de 291,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 310,1 millions d'euros au 31 décembre 2023. 8,0 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2024, contre 10,0 % au 31 décembre 2023. Ces créances sont essentiellement détenues envers des agences médias ou des groupes internationaux qui présentent peu de risques de recouvrement.

Au 31 décembre 2024, le groupe a réalisé une cession sans recours de créances commerciales pour un encours de 266,0 millions d'euros. Les créances clients cédées sont sorties de l'actif au 31 décembre 2024 en application des dispositions d'IFRS 9 et la quasi-totalité des risques et avantages associés aux créances cédées étant transférés à la banque.

4.10. Trésorerie gérée

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Trésorerie	113,0	131,7
Equivalents de trésorerie	1 149,4	1 465,5
TOTAL TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 262,3	1 597,2
Actifs financiers de trésorerie	86,4	91,4
TOTAL TRÉSORERIE GÉRÉE	1 348,7	1 688,6

Le Groupe dispose de 1 348,7 millions d'euros de trésorerie gérée au 31 décembre 2024 contre 1 688,6 millions d'euros au 31 décembre 2023 soit une baisse de 339,9 millions d'euros.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 3,3 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2024, contre 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2024 sont constitués de 48,9 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 47,9 millions d'euros au 31 décembre 2023) et de 37,5 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 43,5 millions d'euros au 31 décembre 2023). Ces actifs financiers de trésorerie ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

4.11. Impôts différés nets

4.11.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	-161,9	-160,0
Reports déficitaires	168,4	135,0
Provisions pour démontage	24,1	22,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés	18,7	17,5
Provisions pour risques et charges et autres provisions	39,0	43,6
Contrats de location IFRS 16	56,7	63,9
Autres	7,7	8,3
TOTAL	152,6	131,1

La hausse de 21,5 millions d'euros des impôts différés actif nets des impôts différés passif s'explique essentiellement par des reprises de provisions des impôts différés actif compensées par une baisse des impôts différés actif sur contrats de location IFRS 16 et sur les provisions pour risques et charges et autres provisions.

4.11.2. Variation des impôts différés nets

Au 31 décembre 2024, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

En millions d'euros	31/12/2023	CHARGE NETTE	RECLASSEMENTS ⁽¹⁾	ID CONSTATÉS SUR ÉCARTS ACTUARIELS	CONVERSION	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	AUTRES ⁽²⁾	31/12/2024
Impôts différés actif	167,5	29,4	-14,2	0,2	-0,5	-0,3	-1,0	181,2
Impôts différés passif	-36,3	-7,1	14,2	0,9	1,9	1,7	-3,9	-28,6
TOTAL	131,1	22,3	0,0	1,1	1,5	1,5	-4,9	152,6

(1) En lien avec la présentation de la position nette d'impôt différé aux bornes de chaque société ou intégration fiscale.

(2) Dont principalement impôts différés sur la valorisation des contrats reconnus dans le cadre de regroupement d'entreprises dont les travaux d'allocation ont été réalisés sur la période.

Au 31 décembre 2023, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

En millions d'euros	31/12/2022	CHARGE NETTE	RECLASSEMENTS ⁽¹⁾	ID CONSTATÉS SUR ÉCARTS ACTUARIELS	CONVERSION	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	AUTRES ⁽²⁾	31/12/2023
Impôts différés actif	209,9	26,9	-62,4	0,1	-5,1	-7,7	5,7	167,5
Impôts différés passif	-79,9	-2,0	62,4	0,2	1,9	7,2	-26,1	-36,3
TOTAL	130,0	24,9	0,0	0,3	-3,2	-0,4	-20,4	131,1

(1) En lien avec la présentation de la position nette d'impôt différé aux bornes de chaque société ou intégration fiscale.

(2) Dont principalement impôts différés sur la valorisation des contrats reconnus dans le cadre de regroupement d'entreprises dont les travaux d'allocation ont été réalisés sur la période.

4.11.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2024, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 182,5 millions d'euros, contre 202,2 millions d'euros au 31 décembre 2023.

4.12. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2024, le capital s'établit à 3 264 372,84 euros, divisé en 214 128 663 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1^{er} janvier 2024 et au 31 décembre 2024 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2024	213 161 658
Attribution d'actions gratuites	967 005
NOMBRE D' ACTIONS EN CIRCULATION AU 31 DÉCEMBRE 2024	214 128 663

Le Groupe détient 161 069 actions propres au 31 décembre 2024.

967 005 actions ont été livrées aux bénéficiaires, en 2024, au titre du plan d'actions gratuites 2021.

Le Groupe a accordé un plan d'actions gratuites en 2024 (cf. note sur les frais de personnel au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes »).

La charge relative à tous les plans s'élève à 2,3 millions d'euros en 2024.

L'Assemblée Générale du 7 mai 2024 a décidé l'absence de versement d'un dividende pour chacune des 213 161 658 actions composant le capital social au 31 décembre 2023.

Les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle ne représentent pas une part significative des états financiers consolidés du Groupe au cours des exercices 2024 et 2023.

4.13. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

En millions d'euros	31/12/2023	AUGMENTATION	ACTUALISATION (1)	REPRISES		ECARTS ACTUARIELS / PLAFONNEMENT DES ACTIFS	RECLASSEMENTS	CONVERSION	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	31/12/2024
				CONSOMMÉES	NON CONSOMMÉES (2)					
Provisions pour démontage	274,8	17,3	14,3	-19,4	-37,5		0,2	1,9		251,7
Provisions pour retraites et avantages assimilés	80,8	5,2	2,6	-7,3	-0,2	5,3		0,6		87,0
Provisions pour risques et litiges	67,7	7,4		-2,4	-7,0		-0,9	-1,9	4,9	67,8
Provisions pour pertes à terminaison	14,3	1,3		-2,2	-6,6		-3,0		-0,5	3,3
TOTAL	437,6	31,2	16,9	-31,3	-51,3	5,3	-3,8	0,6	4,4	409,7

(1) Dont 6,0 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

(2) Dont -23,1 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

4.13.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant les supports publicitaires dans les activités Mobilier Urbain et Transport. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2024, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 6,8 ans.

Les taux étant individualisés pour chaque pays, un taux d'actualisation moyen pondéré a été calculé en fonction de la provision démontage par pays pour l'analyse de sensibilité.

Au 31 décembre 2024, l'analyse de sensibilité se fait à partir de ce taux moyen pondéré des provisions pour démontage, établi à 2,85 %, contre un taux de 3,43 % au 31 décembre 2023. Ainsi, l'utilisation d'un taux d'actualisation à 2,60 %, soit 25 points de base en-deçà du taux moyen pondéré, aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 4,2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2024, le reversement des provisions pour démontage à un horizon inférieur ou égal à 5 ans s'élève à 134,8 millions d'euros ; il est de 78,5 millions d'euros à un horizon supérieur à 5 ans et inférieur ou égal à 10 ans et de 38,3 millions d'euros au-delà de 10 ans.

4.13.2. Provisions pour retraites et avantages assimilés

4.13.2.1. Caractéristiques des plans à prestations définies

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilés.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France et le Royaume-Uni.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité pour les principales entités.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

4.13.2.2. Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2024	2023
TAUX D'ACTUALISATION ⁽¹⁾		
Zone Euro	3,25%	3,25%
Royaume-Uni	5,30%	4,50%
TAUX DE REVALORISATION DE SALAIRES		
Zone Euro	1,24%	2,17%
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
TAUX D'INFLATION		
Zone Euro	2,00%	2,10%
Royaume-Uni	2,85%	2,70%

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2024 :

En millions d'euros	RÉGIMES DE RETRAITE		AUTRES AVANTAGES	TOTAL
	NON FINANCÉS	FINANCÉS	À LONG TERME	
ÉVOLUTION DE LA DETTE ACTUARIELLE				
DETTE ACTUARIELLE À L'OUVERTURE	65,1	60,4	7,3	132,8
Coût des services rendus	3,6	0,8	0,7	5,1
Charge d'intérêt	2,0	2,3	0,3	4,7
Acquisitions / cessions de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Modifications / réductions de régimes	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Ecart actuariels ⁽¹⁾	7,0	-1,7	0,0	5,4
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-3,9	-2,3	-0,8	-7,0
Conversion	0,4	1,7	-0,1	2,0
DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE	74,2	61,5	7,4	143,1
dont France	63,4	0,0	2,8	66,1
dont autres pays	10,9	61,5	4,7	77,0
ÉVOLUTION DES ACTIFS				
ACTIFS À L'OUVERTURE		52,6		52,6
Produit d'intérêt		2,1		2,1
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		0,0		0,0
Modifications / réductions de régimes		0,0		0,0
Contributions employeur		2,6		2,6
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-2,3		-2,3
Conversion		1,4		1,4
ACTIFS À LA CLÔTURE		56,6		56,6
dont France		0,0		0,0
dont autres pays ⁽²⁾		56,6		56,6
PROVISIONS				
Engagement net de l'actif de couverture avant plafonnement	74,2	4,8	7,4	86,5
Plafonnement des actifs		0,5		0,5
PROVISIONS À LA CLÔTURE	74,2	5,3	7,4	87,0
dont France	63,4	0,0	2,8	66,1
dont autres pays	10,9	5,3	4,7	20,9
CHARGE DE RETRAITE				
Charge d'intérêt	2,0	2,3	0,3	4,7
Produit d'intérêt		-2,1		-2,1
Modifications / réductions de régimes	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Coût des services rendus	3,6	0,8	0,6	5,0
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			0,1	0,1
CHARGE DE L'EXERCICE	5,6	1,1	1,0	7,6
dont France	4,7	0,0	0,1	4,8
dont autres pays	0,9	1,1	0,9	2,8

(1) Dont 7,2 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, -1,5 million d'euros liés aux hypothèses financières et -0,3 million d'euros liés aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2024 s'élève à 143,1 millions d'euros et est principalement située dans deux pays : France (46 % de la dette actuarielle totale) et Royaume-Uni (29 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuair e indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 7,2 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 4,2 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 0,9 million d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	31/12/2024		31/12/2023	
	EN M€	EN %	EN M€	EN %
Actions	15,6	27%	14,4	27%
Obligations d'état	8,9	16%	8,3	16%
Obligations d'entreprises	16,9	30%	15,6	30%
Immobilier	2,8	4%	2,5	4%
Contrats d'assurance	8,7	15%	7,8	15%
Autres	3,7	7%	4,0	8%
TOTAL	56,6	100%	52,6	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

En millions d'euros	2024	2023
AU 1 ^{ER} JANVIER	80,8	81,1
Charge de l'exercice	7,6	5,3
Ecarts de conversion	0,6	-0,1
Cotisations versées	-2,6	-2,7
Prestations payées	-4,7	-3,8
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	5,3	1,2
Autres	0,0	-0,2
AU 31 DÉCEMBRE	87,0	80,8
Dont comptabilisé :		
- en résultat d'exploitation	2,2	4,0
- en résultat financier	-2,6	-2,8
- en autres éléments du résultat global	-5,3	-1,2

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2023 :

En millions d'euros	RÉGIMES DE RETRAITE		AUTRES AVANTAGES	TOTAL
	NON FINANCÉS	FINANCÉS	À LONG TERME	
ÉVOLUTION DE LA DETTE ACTUARIELLE				
DETTE ACTUARIELLE À L'OUVERTURE ⁽³⁾	67,4	56,4	6,8	130,5
Coût des services rendus	3,4	1,4	1,1	5,9
Charge d'intérêt	2,3	2,3	0,3	4,9
Acquisitions / cessions de régimes	-0,2	0,0	0,0	-0,2
Modifications / réductions de régimes	-3,6	0,0	0,1	-3,6
Ecart actuariels ^{(1) & (4)}	-1,1	1,4	0,1	0,4
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-2,9	-2,3	-0,9	-6,1
Conversion	-0,2	1,1	0,0	0,9
DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE	65,1	60,4	7,3	132,8
dont France	55,2	0,0	2,8	58,0
dont autres pays	9,9	60,4	4,5	74,8
ÉVOLUTION DES ACTIFS				
ACTIFS À L'OUVERTURE		49,5		49,5
Produit d'intérêt		2,1		2,1
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		-0,3		-0,3
Modifications / réductions de régimes		-0,2		-0,2
Contributions employeur		2,7		2,7
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-2,3		-2,3
Conversion		0,9		0,9
ACTIFS À LA CLÔTURE		52,6		52,6
dont France		0,0		0,0
dont autres pays ⁽²⁾		52,6		52,6
PROVISIONS				
Engagement net de l'actif de couverture avant plafonnement	65,1	7,9	7,3	80,3
Plafonnement des actifs ⁽⁴⁾		0,5		0,5
PROVISIONS À LA CLÔTURE	65,1	8,4	7,3	80,8
dont France	55,2	0,0	2,8	58,0
dont autres pays	9,9	8,4	4,5	22,8
CHARGE DE RETRAITE				
Charge d'intérêt	2,3	2,3	0,3	4,9
Produit d'intérêt		-2,1		-2,1
Modifications / réductions de régimes	-3,6	0,2	0,1	-3,4
Coût des services rendus	3,4	1,4	1,2	6,0
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			-0,1	-0,1
CHARGE DE L'EXERCICE	2,1	1,8	1,4	5,3
dont France	1,3	0,0	0,3	1,5
dont autres pays	0,8	1,8	1,1	3,7

(1) Dont -2,9 millions d'euros liés aux écarts d'expérience, 3,9 millions d'euros liés aux hypothèses financières et -0,6 million d'euros liés aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

(3) Après reclassement en régime non financé de l'engagement France qui était financé et qui a fait l'objet au cours de l'exercice 2022 du remboursement total par le fonds.

(4) Après ajustement de la présentation du plafonnement des actifs.

4.13.2.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2025 des cotisations aux fonds de couverture pour 2,5 millions d'euros.

La durée moyenne pondérée est de respectivement 10 ans et 11 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est défini jusqu'en 2028.

4.13.2.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 37,9 millions d'euros en 2024 contre 35,2 millions d'euros en 2023.

4.13.2.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeurs à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2023, les trois plans étaient en surplus pour un montant total de 6,1 milliards d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2024, soit 0,6 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera stable en 2025.

Le Groupe participe également à quatre plans multi-employeurs aux Etats-Unis. JCDecaux ne dispose pas d'informations suffisantes relatives aux actifs et obligations de ces plans, au montant des gains et pertes actuariels, au coût des services rendus et coût financier, informations nécessaires pour comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies. Ainsi, ils sont comptabilisés selon les modalités prévues pour les régimes à cotisations définies. La contribution annuelle du Groupe au titre de ces régimes multi-employeurs aux Etats-Unis s'élève à 0,7 million d'euros.

4.13.3. Provisions pour risques et litiges

Les provisions pour risques et litiges représentent un montant de 67,8 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 67,7 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec ses fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des autorités publiques) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est ainsi partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain, transport et d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent faire l'objet, d'actions/enquêtes des juridictions/autorités nationales de la concurrence. Certaines sont d'ailleurs en cours mais ne devraient pas engendrer de conséquences financières défavorables significatives pour le Groupe.

La Direction Juridique du Groupe recense l'ensemble des risques et des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la Direction Financière. Le montant des provisions constituées pour ces risques et litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

4.13.4. Provisions pour pertes à terminaison

Les provisions pour pertes à terminaison représentent un montant de 3,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre un montant de 14,3 millions d'euros au 31 décembre 2023. Elles sont constituées de provisions pour pertes à terminaison reconnues lors de l'exercice d'allocation de prix d'acquisitions pour 1,0 million d'euros et de provisions reconnues suite aux tests d'impairment pour 2,3 millions d'euros, contre respectivement 1,9 million d'euros et 12,4 millions d'euros au 31 décembre 2023. La baisse de 10,1 millions d'euros au 31 décembre 2024 des provisions pour pertes à terminaison reconnues suite aux tests d'impairment est principalement liée à une reprise de 6,7 millions d'euros constatée sur la période (voir paragraphe 4.4 "Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation").

4.13.5. Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours sur des litiges en matière de concurrence, des litiges ou des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Concernant les passifs éventuels, il est à noter que, le 12 avril 2022, le Groupe a reçu de l'Autorité de la Concurrence une "Notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la publicité extérieure en France" et a présenté ses observations dans le délai de deux mois imparti. Après analyse, cette dernière produira un rapport que le Groupe aura de nouveau deux mois pour commenter avant que le Collège de l'Autorité de la Concurrence ne soit saisi mais, à ce jour, l'Autorité de la Concurrence n'a toujours pas produit ce rapport du fait du contentieux qui nous oppose par ailleurs.

En effet, en parallèle de la procédure sur le fond, un contentieux est né relativement au déclassé d'informations extrêmement confidentielles de JCDecaux auquel l'Autorité de la Concurrence a procédé de façon inappropriée. Ce contentieux a donné lieu depuis avril 2022 à diverses procédures devant les tribunaux judiciaires et administratifs allant jusqu'à la saisine, par le Conseil d'Etat, du Tribunal des Conflits. Depuis mai 2022 toutes les décisions prises par la Cour d'appel ou la Cour de Cassation ont été favorables à JCDecaux. A date, deux instances sont toujours en cours, une devant la Cour d'appel dont on devrait connaître le résultat au premier semestre 2025 et l'autre devant la Cour de cassation dont on devrait connaître le résultat au second semestre 2025 au mieux lorsque cette dernière sera prononcée sur un pourvoi de l'Autorité de la Concurrence.

Quoi qu'il en soit, sur le fond, le Groupe continuera à coopérer avec l'Autorité de la Concurrence et à lui fournir toutes les explications nécessaires pour dissiper ses interrogations mais il considère le grief infondé et n'a donc pas considéré opportun de constituer une provision.

Sauf exception, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité Affichage. En effet, le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité Affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude sur la date de démontage qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain, les écrans digitaux grand format et pour les installations publicitaires les plus spectaculaires, dont le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, ainsi que pour les programmes de démontage de panneaux pour lesquels il existe une forte probabilité de démontage à court terme, à notre initiative, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 16,1 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 12,3 millions d'euros au 31 décembre 2023. Dans certains cas exceptionnels où une obligation de démontage à court terme est bien identifiée, le Groupe est amené à comptabiliser une provision pour démontage concernant les panneaux de l'activité Affichage.

4.14. Dette financière

En millions d'euros		31/12/2024			31/12/2023		
		PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL	PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL
DETTE FINANCIÈRE BRUTE AU BILAN	(1)	292,7	1 808,1	2 100,8	770,9	1 922,1	2 693,0
Instruments financiers dérivés (actif)		-7,4		-7,4	-6,8		-6,8
Instruments financiers dérivés (passif)		2,2		2,2	4,3		4,3
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	(2)	-5,2	0,0	-5,2	-2,4	0,0	-2,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		1 262,3		1 262,3	1 597,2		1 597,2
Concours bancaires		-9,4		-9,4	-3,9		-3,9
TRÉSORERIE NETTE	(3)	1 252,9	0,0	1 252,9	1 593,3	0,0	1 593,3
ACTIFS FINANCIERS DE TRÉSORERIE (*)	(4)	86,4	0,0	86,4	91,4	0,0	91,4
DETTE FINANCIÈRE NETTE (HORS ENGAGEMENTS DE RACHAT DE MINORITAIRES)	(5)=(1)+(2) -(3)-(4)	-1 051,8	1 808,1	756,3	-916,2	1 922,1	1 005,9

(*) La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie sont détaillés au paragraphe 4.10 « Trésorerie gérée ».

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 4.15 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers de couverture sont détaillés au paragraphe 4.17 « Instruments financiers ».

La réconciliation de la variation de la dette financière brute au bilan avec les montants du tableau des flux de trésorerie est détaillée au paragraphe 6.4 « Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière brute ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan, ajustée de l'impact du coût amorti :

En millions d'euros		31/12/2024			31/12/2023		
		PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL	PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL
DETTE FINANCIÈRE BRUTE AU BILAN		292,7	1 808,1	2 100,8	770,9	1 922,1	2 693,0
Impact du coût amorti		1,6	5,6	7,1	1,8	7,1	8,8
DETTE FINANCIÈRE ÉCONOMIQUE		294,3	1 813,6	2 107,9	772,7	1 929,2	2 701,8

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

En millions d'euros		31/12/2024			31/12/2023		
		PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL	PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL
Emprunts obligataires			1 699,9	1 699,9	599,9	1 699,9	2 299,8
Emprunts auprès des établissements de crédit		218,9	91,7	310,6	101,5	198,4	299,9
Emprunts divers		26,9	22,0	48,9	21,0	30,9	51,8
Intérêts courus		48,5		48,5	50,3		50,3
DETTE FINANCIÈRE ÉCONOMIQUE		294,3	1 813,6	2 107,9	772,7	1 929,2	2 701,8

Au 31 décembre 2024, la dette financière du Groupe comprend principalement la dette portée par JCDecaux SE avec :

- des emprunts obligataires pour un total de 1 699,9 millions d'euros :
 - 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance avril 2028
 - 500 millions d'euros émis en 2022 à échéance février 2030
 - 600 millions d'euros émis en 2023 à échéance janvier 2029
- un emprunt bancaire de 150 millions d'euros mis en place en 2020 à échéance avril 2025.

Le taux d'intérêt effectif moyen de la dette de JCDecaux SE est de 3,1 % au cours de l'exercice 2024.

JCDecaux SE dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée d'échéance juin 2026 pour un montant de 825,0 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100,0 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150,0 millions d'euros imposent le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Au 31 décembre 2024, JCDecaux SE respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné de la limite requise.

JCDecaux SE est notée « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective stable par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 21 février 2025, et celle de Standard and Poor's du 23 mai 2024).

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts auprès des établissements de crédit portés par les filiales de JCDecaux SE pour 160,6 millions d'euros
- des emprunts divers pour 48,9 millions d'euros dont principalement des emprunts de JCDecaux SE et ses filiales auprès des coentreprises du Groupe
- des intérêts courus pour 48,5 millions d'euros.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Échéance à moins d'un an	294,3	772,7
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	1 303,6	828,7
Échéance à plus de 5 ans	510,0	1 100,5
TOTAL	2 107,9	2 701,8

Ventilation des dettes financières par devise après couvertures de change

	31/12/2024		31/12/2023	
	EN M€	EN %	EN M€	EN %
Euro	1 956,2	93%	2 281,7	84%
Yuan chinois	162,0	8%	156,4	6%
Dollar américain	122,7	6%	112,6	4%
Dollar australien	91,8	4%	217,6	8%
Dollar de Hong Kong ⁽¹⁾	-23,5	-1%	-47,0	-2%
Riyal d'Arabie Saoudite ⁽¹⁾	-50,6	-2%	-62,0	-2%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-66,2	-3%	-36,3	-1%
Livre sterling ⁽¹⁾	-78,8	-4%	74,4	3%
Autres ⁽¹⁾	-5,7	-0%	4,4	0%
TOTAL	2 107,9	100%	2 701,8	100%

⁽¹⁾ Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2024		31/12/2023	
	EN M€	EN %	EN M€	EN %
Taux fixe	1 812,5	86%	2 395,8	89%
Taux variable	295,4	14%	306,0	11%
TOTAL	2 107,9	100%	2 701,8	100%

4.15. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 118,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 110,2 millions d'euros au 31 décembre 2023. Il porte principalement sur un put d'une société en Europe, exerçable en 2029 et pour lequel la dette est calculée sur la base d'une estimation du montant actualisé du prix d'exercice contractuel.

L'augmentation de 8,3 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 intègre les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires.

4.16. Dettes locatives

Les dettes locatives au 31 décembre 2024 se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2023	AUGMENTATIONS	CHARGES D'INTÉRÊTS	DIMINUTIONS ⁽¹⁾	RECLASSEMENTS	AUTRES DIMINUTIONS ⁽²⁾	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	CONVERSION	31/12/2024
Dettes locatives d'emplacements publicitaires > 12 mois	1 777,4	219,8			-478,4	-43,9	7,8	10,9	1 493,6
Dettes locatives de biens immobiliers > 12 mois	154,3	55,1		-0,0	-41,0	-13,7	0,0	1,6	156,3
Dettes locatives de véhicules > 12 mois	26,0	21,5		-0,0	-18,2	-1,2	0,1	-0,0	28,1
Dettes locatives d'autres biens > 12 mois	1,8	0,6			-1,2			-0,1	1,1
TOTAL DETTES LOCATIVES - NON COURANT	1 959,5	297,0	0,0	-0,0	-538,8	-58,8	7,9	12,5	1 679,2
Dettes locatives d'emplacements publicitaires ≤ 12 mois	631,0	24,7	67,1	-623,4	477,9	-1,1	-0,6	9,7	585,2
Dettes locatives de biens immobiliers ≤ 12 mois	34,3	0,4	6,9	-43,0	41,5	-0,0	-0,0	0,5	40,6
Dettes locatives de véhicules ≤ 12 mois	12,0	0,2	1,2	-17,4	18,1	0,1		-0,0	14,3
Dettes locatives d'autres biens ≤ 12 mois	0,9	0,0	0,1	-1,2	1,2			-0,0	1,0
Intérêts courus sur dette locative ≤ 12 mois	19,3			-2,3	0,0	0,0		0,0	17,1
TOTAL DETTES LOCATIVES - COURANT	697,5	25,3	75,3	-687,3	538,8	-1,0	-0,6	10,1	658,1
TOTAL DETTES LOCATIVES	2 657,0	322,3	75,3	-687,4	0,0	-59,8	7,3	22,6	2 337,3

(1) Inclus le remboursement du principal pour -600,8 millions d'euros, le versement des intérêts pour -76,9 millions d'euros et les remises sur loyers obtenues pour -9,7 millions d'euros et enregistrées au compte de résultat (conformément à l'application de l'expédient IFRS 16).

(2) Inclus la diminution de la dette locative liée à des rabais traités en modification de contrats (voir paragraphe 1.11.4 « Réductions de loyers et redevances dans le cadre d'IFRS 16 ») ainsi que les diminutions liées à des fins de contrats anticipées.

Les dettes locatives au 31 décembre 2023 se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2022	AUGMENTATIONS	CHARGES D'INTÉRÊTS	DIMINUTIONS ⁽¹⁾	RECLASSEMENTS	AUTRES DIMINUTIONS ⁽²⁾	VARIATION DE PÉRIMÈTRE	CONVERSION	31/12/2023
Dettes locative d'emplacements publicitaires > 12 mois	2 277,9	317,2			-480,7	-316,8	1,5	-21,7	1 777,4
Dettes locative de biens immobiliers > 12 mois	152,2	47,3			-40,3	-3,3	-0,1	-1,6	154,3
Dettes locative de véhicules > 12 mois	22,9	18,3		-0,1	-14,9	-0,3	-0,0	0,0	26,0
Dettes locative d'autres biens > 12 mois	1,6	1,1			-0,9	-0,1		0,0	1,8
TOTAL DETTES LOCATIVES - NON COURANT	2 454,7	383,8	0,0	-0,1	-536,8	-320,3	1,4	-23,3	1 959,5
Dettes locative d'emplacements publicitaires ≤ 12 mois	870,3	11,1	78,8	-803,1	480,6	-0,8	0,7	-6,6	631,0
Dettes locative de biens immobiliers ≤ 12 mois	38,4	0,4	4,4	-48,7	40,3	-0,0	-0,0	-0,5	34,3
Dettes locative de véhicules ≤ 12 mois	10,5	0,0	0,6	-14,1	14,9		0,0	-0,0	12,0
Dettes locative d'autres biens ≤ 12 mois	1,0	0,0	0,1	-1,2	0,9	0,0		0,0	0,9
Intérêts courus sur dette locative ≤ 12 mois	37,1			-17,2	0,0	0,0	0,0	-0,6	19,3
TOTAL DETTES LOCATIVES - COURANT	957,3	11,7	83,8	-884,4	536,7	-0,8	0,7	-7,6	697,5
TOTAL DETTES LOCATIVES	3 412,1	395,5	83,8	-884,5	-0,0	-321,1	2,2	-30,9	2 657,0

(1) Inclus le remboursement du principal pour -762,5 millions d'euros, le versement des intérêts pour -98,8 millions d'euros et les remises sur loyers obtenues pour -23,2 millions d'euros et enregistrées au compte de résultat (conformément à l'application de l'expédient IFRS 16 ou selon la norme IFRS16 pour les contrats avec clause de force majeure).

(2) Inclus la diminution de la dette locative liée à des rabais traités en modification de contrats (voir paragraphe 1.11.4 « Réductions de loyers et redevances dans le cadre d'IFRS 16 ») ainsi que les diminutions liées à des fins de contrats anticipées.

Echéance des dettes locatives

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Échéance à moins d'un an	721,2	765,3
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	1 252,5	1 448,6
Échéance à plus de 5 ans	671,8	772,9
TOTAL DETTE NON ACTUALISEE	2 645,5	2 986,8
Effet actualisation	308,2	329,8
TOTAL DETTE ACTUALISEE	2 337,3	2 657,0

4.17. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre le risque de change. L'utilisation de ces instruments financiers concerne principalement JCDecaux SE.

Instruments financiers de change

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en matière de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme. Ainsi au 31 décembre 2024, les taux de change moyens des instruments financiers de change sont proches des taux de change de clôture.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2024, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
ACHATS À TERME CONTRE EURO :		
Livre sterling	67,1	-59,7
Dirham des Emirats Arabes Unis	66,5	37,7
Riyal saoudien	50,6	62,0
Dollar singapourien	13,1	12,0
Couronne suédoise	11,1	11,2
Autres	19,6	17,4
VENTES À TERME CONTRE EURO :		
Dollar australien	92,6	218,5
Dollar de Hong-Kong	66,1	31,1
Dollar américain	62,7	79,1
Rand sud-africain	7,1	5,3
Autres	13,8	15,8
ACHATS À TERME CONTRE YUAN CHINOIS :		
Dollar de Hong-Kong	93,3	90,7
ACHATS À TERME CONTRE LIVRE STERLING :		
Dollar américain	6,8	2,7
Autres	1,0	7,1
VENTES À TERME CONTRE LIVRE STERLING :		
Dollar de Hong-Kong	5,4	1,4
Dollar de Singapour	2,7	0,0
Autres	1,2	2,5
VENTES À TERME CONTRE BAHT THAÏLANDAIS :		
Dollar américain	1,5	7,7

Au 31 décembre 2024, la valeur de marché des instruments financiers de change s'élève à 5,2 millions d'euros contre 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La part inefficace des couvertures de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») est inexistante au 31 décembre 2024 comme au 31 décembre 2023.

4.18. Fournisseurs et autres crédettes (passifs courants)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	772,7	755,5
Dettes fiscales et sociales	281,5	272,2
Produits constatés d'avance	104,2	101,2
Dettes sur acquisition d'immobilisations	23,1	39,4
Autres crédettes	57,8	62,3
TOTAL	1 239,4	1 230,6

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

L'augmentation de 8,9 millions d'euros au 31 décembre 2024 est principalement due à l'activité pour 17,0 millions d'euros, à des effets de change pour 7,7 millions d'euros, à des variations de périmètre pour 2,4 millions d'euros, à une variation des dettes sur acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 0,3 million d'euros, compensés partiellement par des reclassements pour -18,0 millions d'euros des dettes sur acquisition d'immobilisations incorporelles en contrepartie des immobilisations incorporelles suite à une renégociation de contrat en Asie.

4.19. Passifs d'impôt exigible nets (courant et non courant)

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Passifs d'impôt exigible	39,8	26,9
Créances d'impôt sur les sociétés	-15,2	-18,6
TOTAL	24,6	8,3

4.20. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

Les actifs et passifs financiers au 31 décembre 2024 se décomposent de la façon suivante :

		31/12/2024					
		JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT	JUSTE VALEUR PAR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE ET NIH	COÛT AMORTI	TOTAL VALEUR NETTE COMPTABLE	JUSTE VALEUR
<i>En millions d'euros</i>							
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	7,4				7,4	7,4
Autres actifs financiers	(2)		2,2		63,0	65,2	65,2
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				3,1	3,1	3,1
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				645,0	645,0	645,0
Trésorerie		113,0				113,0	113,0
Equivalents de trésorerie	(4)	1 149,4				1 149,4	1 149,4
Actifs financiers de trésorerie	(1)	86,4				86,4	86,4
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS		1 356,1	2,2	0,0	711,1	2 069,4	2 069,4
Dettes financières	(5)				-2 100,8	-2 100,8	-2 090,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-118,5				-118,5	-118,5
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-2,2				-2,2	-2,2
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)				-844,6	-844,6	-844,6
Autres créanciers (non courant)	(3)				-12,1	-12,1	-12,1
Concours bancaires		-9,4				-9,4	-9,4
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS		-130,1	0,0	0,0	-2 957,4	-3 087,5	-3 077,5

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables [Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)].

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables [Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)]. L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur la juste valeur des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est le taux d'actualisation, établi à 2,2 % au 31 décembre 2024 sur le principal engagement. Une baisse du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 2,2 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

(3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les dettes locatives, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

(4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 781,5 millions d'euros [Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)] et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 367,9 millions d'euros [Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)].

(5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 1 689,9 millions d'euros [Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)] et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 400,9 millions d'euros [Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93 a et b)].

Les actifs et passifs financiers au 31 décembre 2023 se décomposent de la façon suivante :

		31/12/2023					
<i>En millions d'euros</i>		JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT	JUSTE VALEUR PAR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE ET NIH	COÛT AMORTI	TOTAL VALEUR NETTE COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Instruments financiers dérivés (actif)	(1)	6,8				6,8	6,8
Autres actifs financiers	(2)		2,1		85,6	87,7	87,7
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				2,3	2,3	2,3
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				677,8	677,8	677,8
Trésorerie		131,7				131,7	131,7
Equivalents de trésorerie	(4)	1 465,5				1 465,5	1 465,5
Actifs financiers de trésorerie	(1)	91,4				91,4	91,4
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS		1 695,4	2,1	0,0	765,8	2 463,3	2 463,3
Dettes financières	(5)				-2 693,0	-2 693,0	-2 639,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-110,2				-110,2	-110,2
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-4,3				-4,3	-4,3
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)				-851,3	-851,3	-851,3
Autres créditeurs (non courant)	(3)				-8,9	-8,9	-8,9
Concours bancaires		-3,9				-3,9	-3,9
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS		-118,4	0,0	0,0	-3 553,3	-3 671,7	-3 617,9

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur la juste valeur des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est le taux d'actualisation, établi à 2,9 % au 31 décembre 2023 sur le principal engagement. Une baisse du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 2,5 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les dettes locatives, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 583,3 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 882,2 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 2 246,0 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 393,2 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93 a et b)).

5. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 3 632,6 millions d'euros en 2024 comparativement à 3 295,9 millions d'euros en 2023, soit une hausse de 10,2 %.

Le chiffre d'affaires IFRS en 2024 se répartit sur les trois activités Mobilier urbain, Transport et Affichage pour respectivement 1 925,9 millions d'euros, 1 179,6 millions d'euros et 527,1 millions d'euros (contre 1 767,5 millions d'euros, 1 043,6 millions d'euros et 484,8 millions d'euros en 2023).

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 3 223,5 millions d'euros en 2024 (contre 2 941,8 millions d'euros en 2023) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 409,1 millions d'euros en 2024 (contre 354,2 millions d'euros en 2023).

Le chiffre d'affaires digital IFRS s'élève à 1 399,4 millions d'euros en 2024 (contre 1 166,3 millions d'euros en 2023).

5.2. Charges d'exploitation nettes

En millions d'euros	2024	2023
Baux et redevances core business	-891,0	-703,7
Autres charges d'exploitation nettes	-641,7	-585,5
Impôts et taxes	-9,0	-8,2
Frais de personnel	-794,6	-738,3
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-2 336,3	-2 035,7
Dotations aux provisions nettes des reprises	45,4	55,8
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-889,9	-926,1
Perte de valeur des goodwill	-	-17,5
Pièces détachées maintenance	-45,0	-46,8
Autres produits opérationnels	72,6	81,7
Autres charges opérationnelles	-31,0	-37,4
TOTAL	-3 184,2	-2 925,8

(1) Dont -1 681,4 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -654,9 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2024 (contre respectivement -1 420,2 millions d'euros et -615,5 millions d'euros en 2023).

Baux et redevances

En 2024, les charges de baux et redevances se décomposent de la façon suivante :

En millions d'euros	BAUX ET REDEVANCES CORE BUSINESS ⁽¹⁾	LOYERS NON CORE BUSINESS ^{(1) & (2)}
Charges variables	-486,1	
Charges sur contrat court terme	-22,0	-4,2
Charges sur contrat de faible valeur	-14,6	-5,9
Charges fixes sur contrats avec droits de substitution substantiels	-368,3	
TOTAL	-891,0	-10,1

(1) Les loyers core business sont relatifs à des contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires et les loyers non core à des locations immobilières et véhicules.

(2) Compris dans le poste « Autres charges d'exploitation nettes ».

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. En 2024 et 2023, conformément aux préconisations de l'amendement IFRS 16, ces charges variables bénéficient de l'effet favorable de l'extinction des dettes locatives en lien avec les négociations des loyers fixes et minimums garantis pour des périodes dont le terme n'excède pas juin 2022, excepté les contrats

avec une clause de force majeure. Cet effet favorable figure dans la rubrique "Gains et pertes sur contrats de location" du tableau des flux de trésorerie. Très peu de renégociations sur les minimums garantis ont été comptabilisées en 2023 et en 2024 en moins des charges variables.

La sensibilité des charges variables à la variation du chiffre d'affaires est la suivante :

Deux tests de sensibilité ont été réalisés sur les charges variables de location hors remises obtenues :

- Un premier test en augmentant de 1% le chiffre d'affaires des contrats concernés
- Un second test en réduisant de 1% le chiffre d'affaires des contrats concernés.

Ces tests ont été menés sur les principaux contrats, représentant 59,1 % des charges variables de location du Groupe.

Il en ressort les résultats suivants :

- Une augmentation de 1% du chiffre d'affaires sur ces contrats génère une augmentation de 5,4 millions d'euros / 1,8 % des charges variables de location.
- Une diminution de 1% du chiffre d'affaires sur ces contrats génère une réduction de 5,2 millions d'euros / 1,8 % des charges variables de location.

En 2023, les charges de baux et redevances se décomposaient de la façon suivante :

En millions d'euros	BAUX ET REDEVANCES CORE BUSINESS ⁽¹⁾	LOYERS NON CORE BUSINESS ^{(1) & (2)}
Charges variables	-416,0	
Charges sur contrat court terme	-70,9	-4,7
Charges sur contrat de faible valeur	-59,3	-6,5
Charges fixes sur contrats avec droits de substitution substantiels	-157,5	
TOTAL	-703,7	-11,2

(1) Les loyers core business sont relatifs à des contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires et les loyers non core à des locations immobilières et véhicules.

(2) Compris dans le poste « Autres charges d'exploitation nettes ».

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires ;
- les loyers Non Core Business sur contrats de courte durée et de faible valeur.

Les charges de loyers Non Core Business, d'un montant de -10,1 millions d'euros en 2024 sont des charges fixes et sont détaillées dans le paragraphe ci-dessus.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel », ils s'élèvent à 15,5 millions d'euros en 2024 contre 14,5 millions d'euros en 2023.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français ainsi que les charges de retraite.

En millions d'euros	2024	2023
Rémunérations et avantages divers	-651,2	-594,2
Charges sociales	-141,0	-132,3
Paiements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-2,3	-11,8
TOTAL	-794,6	-738,3

(1) -2,3 millions d'euros de charge liée aux plans d'actions gratuites 2021 et 2024, avec une hypothèse de turnover de 3,5 % pour le nouveau plan 2024 et hors charges patronales comptabilisées dans la ligne Charges sociales contre -11,8 millions d'euros en 2023 de charge liée au plan d'actions gratuites 2021, avec une hypothèse de turnover de 3,2 % et hors charges patronales comptabilisées dans la ligne Charges sociales.

Le Groupe a accordé un plan d'actions gratuites en 2021 et en 2024 soumis à des conditions de présence et de performance.

Détail des plans d'actions gratuites :

	PLAN 2024	PLAN 2021
Date d'attribution	15/11/2024	31/10/2021
Nombre de bénéficiaires	353	321
Nombre d'actions gratuites	1 676 838	1 063 818
Taux sans risque (en %)	2,45	-0,50
Taux de distribution du dividende (en %) ⁽¹⁾	1,82	2,08
Juste valeur des actions gratuites ⁽²⁾	13,77 €	20,74 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turnover ».

Les conditions de performance ayant été atteintes, 967 005 actions ont été livrées aux bénéficiaires le 16 septembre 2024 au titre du plan 2021.

À la clôture de l'exercice 2024, le nombre d'actions gratuites potentiel s'élève à 1 665 658 actions, après 11 180 actions annulées au titre du plan 2024 sur la période.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	PLAN 2017
Date d'attribution	13/02/2017
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020
Date d'expiration	13/02/2024
Nombre de bénéficiaires	188
Nombre d'options attribuées	344 108
Prix d'exercice	29,77 €
Nombre d'options en vie à la fin de période	0

(1) Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-option depuis 2017.

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNEE	2024		2023	
		PRIX DE LEVÉE MOYEN		PRIX D'EXERCICE MOYEN
Nombre d'options en vie en début de période	289 015	29,77 €	991 883	32,72 €
- Options octroyées durant la période	0	- €	0	- €
- Options annulées durant la période	0	- €	25 644	31,94 €
- Options exercées durant la période	0	- €	0	- €
- Options venues à expiration durant la période	289 015	29,77 €	677 224	34,01 €
Nombre d'options en vie en fin de période	0	- €	289 015	29,77 €
NOMBRE D'OPTIONS EXERCIBLES EN FIN DE PÉRIODE	0	- €	289 015	29,77 €

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation du plan :

Hypothèses	2017
- Prix du support à la date d'octroi	30,02 €
- Volatilité estimée	23,38%
- Taux d'intérêt sans risques	-0,11%
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5
- Taux de turnover estimé	4,70%
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	2,21 %
- Juste valeur des options ⁽²⁾	4,32 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turnover ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission du plan que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises de provisions nettes des dotations ont diminué de 10,4 millions d'euros et les dotations aux amortissements nettes des reprises ont diminué de 36,2 millions d'euros dont une baisse de 59,4 millions d'euros liés aux dotations aux amortissements des droits d'utilisation et une hausse de 23,2 millions d'euros liés aux dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les reprises nettes de provision correspondent principalement en 2024 aux reprises de provisions pour démontage pour 33,8 millions d'euros, aux reprises de provisions pour avantages au personnel pour 2,3 millions d'euros, aux reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions pour 0,8 million d'euros, à une reprise nette relative aux tests de perte de valeur pour 6,7 millions d'euros et aux reprises de provisions pour risques et charges pour 2,0 millions d'euros.

Les dotations nettes de provision correspondent principalement en 2023 aux reprises de provisions pour démontage pour 40,2 millions d'euros, aux reprises de provisions pour avantages au personnel pour 4,0 millions d'euros, aux reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions pour 0,8 million d'euros, à une reprise nette relative aux tests de pertes de valeur pour 21,3 millions d'euros et aux dotations aux provisions pour risques et charges pour -11,7 millions d'euros.

Ce poste comprend en 2024 une reprise nette de 7,8 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -3,2 millions d'euros de dotations aux amortissements d'immobilisations corporelles et incorporelles, 4,3 millions d'euros de reprises nettes des amortissements des droits d'utilisation et 6,7 millions d'euros de reprises nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

En millions d'euros	2024	2023
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	45,0	3,7
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	19,9	1,5
Autres produits de gestion	6,4	4,0
Impact des modifications de contrats IFRS16 Non Core Business	0,4	0,2
Impact des modifications de contrats IFRS16 Core Business	0,9	72,3
AUTRES PRODUITS OPÉRATIONNELS	72,6	81,7
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-2,7	0,0
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-3,1	-4,3
Autres charges de gestion	-25,2	-33,1
AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES	-31,0	-37,4
TOTAL	41,6	44,3

En 2024, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre s'élèvent à 45,0 millions d'euros en lien avec la cession 13,56 % de la société APGISGA (Suisse).

En 2023, les effets sur le compte de résultat liés à des modifications de contrats de location core business s'élèvent à 72,3 millions d'euros et résultent principalement de la sortie du scope IFRS 16 de contrats aux Etats Unis et en Asie.

En 2024, les autres charges de gestion d'un montant de -25,2 millions d'euros comprennent des coûts d'acquisition pour -7,4 millions d'euros, des coûts de restructuration de -5,2 millions d'euros et diverses charges non courantes de -12,5 millions d'euros.

Ce poste comprend en 2023 une reprise nette de 32,8 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont 9,7 millions d'euros de reprises de dotations aux amortissements d'immobilisations corporelles et incorporelles, 1,8 million d'euros de reprises nettes des amortissements des droits d'utilisation et 21,3 millions d'euros de reprises nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Perte de valeur des goodwill

Au 31 décembre 2024, aucune perte de valeur des goodwill n'a été constatée.

Au 31 décembre 2023, des pertes de valeur des goodwill ont été constatées pour un montant de -17,5 millions d'euros dont -15,0 millions d'euros sur l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) et -2,5 millions d'euros sur une filiale en Chine.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

En 2023, les autres charges de gestion d'un montant de -33,1 millions d'euros comprennent principalement des coûts d'acquisition pour -4,0 millions d'euros et des coûts de restructuration de -9,1 millions d'euros et diverses charges non courantes de -19,8 millions d'euros dont des charges liées à la fin de contrats en Asie pour -12,7 millions d'euros.

Achats de certificats de garantie d'origine

Dans le cadre de sa politique de réduction de son impact énergétique, le Groupe a acheté, en 2024, des certificats garantissant l'origine renouvelable de son électricité, pour un montant de -2,4 millions d'euros. En 2023, le montant total des achats du Groupe s'élevait à -2,8 millions d'euros.

5.3. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>		2024	2023
Produits d'intérêts		60,2	60,5
Charges d'intérêts		-91,2	-91,9
INTÉRÊTS FINANCIERS NETS		-31,0	-31,3
IMPACT DU COÛT AMORTI		-1,7	-1,9
COÛT DE L'ENDETTEMENT NET	(1)	-32,7	-33,2
DIFFÉRENCES NETTES DE CHANGE ET COÛTS DES COUVERTURES		-0,8	-6,4
CHARGES (NETTES) D'ACTUALISATION		-14,9	-18,2
COÛT DES GARANTIES BANCAIRES		-1,6	-1,6
Dépréciations et provisions financières		-22,6	-2,7
Reprise des dépréciations et provisions financières		0,0	1,9
DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS FINANCIÈRES NETTES		-22,6	-0,8
Produits de cession d'actifs financiers		0,0	0,0
Charges de cession d'actifs financiers		0,0	-1,9
RÉSULTAT NET DE CESSIION D'ACTIFS FINANCIERS		0,0	-1,9
AUTRES		3,2	-4,0
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(2)	-36,7	-32,9
RÉSULTAT FINANCIER HORS IFRS16	(3)=(1)+(2)	-69,4	-66,1
CHARGES D'INTÉRÊTS SUR DETTES LOCATIVES IFRS16		-75,3	-83,8
RÉSULTAT FINANCIER		-144,7	-150,0
<i>Total produits financiers</i>		63,4	62,5
<i>Total charges financières</i>		-208,1	-212,4

L'amélioration de 5,2 millions d'euros du résultat financier est principalement liée à la baisse des charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16 ainsi qu'à une amélioration du résultat de change, une diminution des charges nettes d'actualisation et des effets ponctuels positifs. Cet effet est compensé en partie par la perte de valeur de -22,6 millions d'euros constatée sur un prêt en lien avec l'investissement du Groupe dans Clear Media en Chine.

Le coût de l'endettement net est stable en 2024 par rapport à 2023.

5.4. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>		2024	2023
Impôts courants		-87,3	-57,6
CVAE		-1,2	-1,4
Autres		-86,1	-56,1
Impôts différés		22,3	24,9
TOTAL		-64,9	-32,6

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 21,4 % en 2024 contre 13,7 % en 2023. Hors effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 20,8 % en 2024 contre 13,6 % en 2023.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	2,4	-11,0
Reportés déficitaires	31,3	15,3
Provisions pour démontage	0,4	8,4
Provisions pour retraites et avantages assimilés	0,2	-0,4
Contrats de location IFRS16	-7,3	-8,6
Provisions pour risques et charges et autres provisions	-2,5	5,2
Autres	-2,2	16,1
TOTAL	22,3	24,9

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	284,5	239,5
Charge d'impôt	-64,9	-32,6
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	349,4	272,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-45,8	-52,0
Perte de valeur des goodwill	0,0	17,5
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	5,6	15,8
Autres produits non imposables	-61,1	-26,8
Autres charges non déductibles	44,9	54,2
RÉSULTAT AVANT IMPÔT SOUMIS AU TAUX DE DROIT COMMUN	293,1	280,8
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	22,53%	20,83%
IMPÔT THÉORIQUE	-66,0	-58,5
Impôts différés sur déficits non reconnus	-17,1	-24,8
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	36,5	16,1
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	-3,5	47,3
Crédits d'impôts	0,5	0,3
Retenue à la source	-7,4	-6,2
Taxe sur dividendes	-0,6	-0,9
Divers ⁽²⁾	-6,2	-4,5
IMPÔT TOTAL CALCULÉ	-63,7	-31,2
CVAE nette	-1,2	-1,4
IMPÔT ENREGISTRÉ	-64,9	-32,6

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

(2) Dont un impact non matériel lié à la charge d'impôt Pilier 2 en 2024.

5.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

En 2024, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 1,4 million d'euros contre 6,9 millions d'euros en 2023, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 44,4 millions d'euros en 2024 contre 45,1 millions d'euros en 2023.

En 2024, suite à la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de la société IGP SPA, un goodwill négatif de 2,6 millions d'euros a été enregistré.

Une perte de valeur des entreprises associées a été constatée en 2024 pour -5,9 millions d'euros. Cette dépréciation impacte au bilan la ligne « Autres actifs financiers » en contrepartie d'un investissement net auprès de l'entreprise associée impaire et dont la valeur sur la ligne « Titres mis en équivalence » est nulle.

Aucune perte de valeur des coentreprises n'a été constatée en 2024.

En 2023, suite à l'acquisition de la société IGP SPA (anciennement Clear Channel Italie) par IGP Decaux Spa (coentreprise), un goodwill négatif de 8,4 millions d'euros a été enregistré.

Aucune perte de valeur des coentreprises et des entreprises associées n'a été constatée en 2023.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées figurent au paragraphe 11 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 12 « Informations sur les entreprises associées ».

5.6. Effectifs

Au 31 décembre 2024, les effectifs du Groupe atteignent 11 434 personnes contre 11 096 personnes au 31 décembre 2023. Ces données n'incluent pas la quote-part des effectifs des coentreprises, de respectivement 592 personnes et 582 personnes au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

La répartition des effectifs sur les exercices 2024 et 2023 est la suivante :

	2024	2023
Technique	5 534	5 439
Vente et Marketing	2 908	2 717
Informatique et Administration	2 305	2 175
Relations contractants	530	595
Recherche et développement	159	170
TOTAL	11 434	11 096

La répartition de la quote-part des effectifs des coentreprises sur les exercices 2024 et 2023 est la suivante :

	2024	2023
Technique	267	268
Vente et Marketing	186	178
Informatique et Administration	115	111
Relations contractants	25	25
TOTAL	592	582

La hausse des effectifs en 2024 s'explique par la hausse de l'activité, notamment en Amérique latine, au Royaume-Uni, en Allemagne, ainsi que par l'effet périmètre suite à l'acquisition d'IMC.

5.7. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (de base et dilué)

	2024	2023
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS POUR LE RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION	213 730 199	213 008 301
Nombre pondéré de stock-options potentiellement convertibles	0	289 015
Nombre pondéré de stock-options qui ne serait pas exercé au prix d'exercice ⁽¹⁾	0	-289 015
Nombre d'actions gratuites attribuables	0	904 112
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS POUR LE RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	213 730 199	213 912 412

(1) Ce nombre moyen correspond au nombre de stock-options qui ne serait pas exercé du fait d'un prix d'exercice attribué supérieur au prix de marché.

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres). Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de la levée des stock-options et des actions gratuites.

5.8. Honoraires des commissaires aux comptes

En 2024, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

En milliers d'euros	FORVIS MAZARS	KPMG AUDIT	GRANT THORNTON ⁽¹⁾
Certification de l'information financière (comptes individuels et consolidés et examen limité) et extra financière (audit de durabilité)	2 121	1 202	251
<i>JCDecaux SE et ses filiales françaises contrôlées ⁽²⁾</i>	407	585	251
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽²⁾</i>	1 714	617	0
Services autres que la certification de comptes (SACC) ⁽³⁾ et de l'information extra financière	348	105	39
<i>JCDecaux SE et ses filiales françaises contrôlées ⁽²⁾</i>	238	26	0
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽²⁾</i>	111	79	39
TOTAL	2 469	1 307	290

(1) Auditeur de durabilité.

(2) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(3) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

En 2023, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	EY ET AUTRES	KPMG AUDIT
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	2 450	1 940
<i>JCDecaux SE et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾</i>	<i>570</i>	<i>613</i>
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾</i>	<i>1 879</i>	<i>1 326</i>
Services autres que la certification des comptes (SACC) ⁽²⁾	588	179
<i>JCDecaux SE et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾</i>	<i>280</i>	<i>83</i>
<i>Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾</i>	<i>308</i>	<i>97</i>
TOTAL	3 038	2 119

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

6. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 1 130,3 millions d'euros en 2024 comprennent :

- La capacité d'autofinancement, pour un montant total de 1 097,2 millions d'euros ;
- La variation du besoin en fonds de roulement de 33,1 millions d'euros.

En 2023, les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles s'élevaient à 1 101,3 millions d'euros dont 1 062,8 millions d'euros de capacité d'autofinancement et 38,5 millions d'euros de variation du besoin en fonds de roulement.

6.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -252,3 millions d'euros en 2024 comprennent :

- Des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -319,0 millions d'euros (dont 0,3 million d'euros de variations de dettes sur immobilisations) ;
- Des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 25,2 millions d'euros ;
- Des encaissements sur cessions de titres de participation nets des décaissements et de la trésorerie acquise et cédée d'un montant total de 51,8 millions d'euros (dont -0,2 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières et 3,8 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée). Ce montant inclut principalement la cession de 13,56% d'APG|SGA (Suisse), la prise d'une participation complémentaire dans une entreprise associée en Chine et l'acquisition d'IMC (Amérique Latine). Le montant lié aux prises de contrôle représente -27,0 millions d'euros dont 3,9 millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- Des décaissements sur acquisitions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de -10,3 millions d'euros. Ce montant concerne principalement des prêts accordés à un partenaire dans une entreprise associée en Chine.

En 2023, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -338,3 millions d'euros dont -372,8 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles (dont -27,2 millions d'euros de variations de dettes sur immobilisations), -14,5 millions d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation nets des encaissements sur cessions et de la trésorerie acquise et cédée (dont -3,3 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières et 1,9 million d'euros de trésorerie nette acquise et cédée), des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 35,6 millions d'euros et 13,4 millions d'euros d'encaissements sur cessions d'autres immobilisations financières nettes. Ce montant concernait principalement des remboursements de dépôts de garantie.

6.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -1 217,7 millions d'euros en 2024 comprennent :

- Des remboursements de dettes locatives pour -600,8 millions d'euros ;
- Des flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour un montant de -595,5 millions d'euros ;
- Des dividendes versés par des sociétés contrôlées du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -31,2 millions d'euros ;
- Des cessions d'actifs financiers de trésorerie pour 10,2 millions d'euros ;
- Des achats d'actions propres nets des cessions pour -2,2 millions d'euros ;
- Des augmentations de capitaux propres nettes pour 1,8 million d'euros.

En 2023, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -1 050,8 millions d'euros et concernaient les remboursements de dettes locatives pour -762,5 millions d'euros, le versement de dividendes pour -12,8 millions d'euros, les acquisitions d'actifs financiers de trésorerie pour -44,4 millions d'euros, les flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour -236,6 millions d'euros, les augmentations de capitaux propres nettes pour 3,9 millions d'euros en lien avec le plan d'actionnariat salarié "JCDecaux Ensemble" et les cessions d'actions propres nettes des achats pour 1,5 million d'euros.

6.4. Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière brute

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2023	REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS	AUGMENTATION D'EMPRUNTS	EFFET DE CHANGE, VARIATION DE PÉRIMÈTRE, IMPACT DE IFRS9 ET VARIATION DES INTÉRÊTS COURUS	31/12/2024
Emprunts obligataires (coût amorti inclus)	2 292,0	-599,9	0,0	1,2	1 693,3
Emprunts auprès des établissements de crédit (coût amorti inclus)	298,9	-136,4	143,6	4,1	310,1
Emprunts divers	51,8	-8,1	5,4	-0,2	48,9
Intérêts courus	50,3	0,0	0,0	-1,8	48,5
DETTE BRUTE	2 693,0	-744,4	148,9	3,3	2 100,8

7. RISQUES FINANCIERS

Le Groupe est exposé à différents risques financiers notamment les risques de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change, et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie. Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Le Groupe peut néanmoins être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

7.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et de financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments financiers :

<i>En millions d'euros</i>	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS (*)	2025	2026	2027	2028	> 2028
Emprunts obligataires	1 693,3	1 961,8	53,9	53,9	53,9	653,8	1 146,3
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	251,0	257,4	241,4	16,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	59,1	69,1	11,0	16,7	14,7	11,9	14,8
Emprunts et dettes financières divers	48,9	49,2	49,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts courus	48,5						
Concours bancaires	9,4	9,4	9,4				
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	2 110,2	2 346,9	364,9	86,6	68,6	665,7	1 161,1
Couvertures de change	5,2	5,2	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (**)	5,2	5,2	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0

(*) Les intérêts payés sont inclus dans les flux de trésorerie contractuels pour chaque passif considéré.

(**) Un montant positif correspond à un flux de trésorerie à recevoir.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- Centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SE. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés directement et indirectement par JCDecaux SE à ses filiales. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- Disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissement et d'activité ;
- Disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- Minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- Optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- Optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SE sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

Au 31 décembre 2024, 92 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SE lesquelles ont une maturité moyenne de 3,8 ans environ.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne.

Au 31 décembre 2024, le Groupe dispose de 1 348,7 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie (détaillés au paragraphe 4.10 « Trésorerie gérée ») et d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée d'échéance juin 2026 pour un montant de 825,0 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

Les sources de financement de JCDecaux SE sont confirmées mais certaines imposent le respect d'un ratio en cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), calculé sur la base des comptes consolidés.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros portés par JCDecaux SE imposent le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Au 31 décembre 2024, JCDecaux SE respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné de la limite requise.

JCDecaux SE est notée « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective stable par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 21 février 2025, et celle de Standard and Poor's du 23 mai 2024).

Le Groupe dispose de liquidités dans des pays où les fonds ne peuvent pas être rapatriés immédiatement, principalement du fait de restrictions réglementaires. Néanmoins, dans la majorité des pays concernés, le Groupe perçoit régulièrement des dividendes des filiales, de plus, ces liquidités font l'objet d'un emploi local.

Risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2024, 86 % du total de la dette financière économique du Groupe est à taux fixe avec une maturité moyenne des dettes de JCDecaux SE de 3,8 ans et aucun besoin de refinancement majeur avant 2028 (cf détail dans le paragraphe 4.14 « Dette financière »). Le Groupe est donc peu sensible à une variation significative des taux d'intérêt sur sa dette brute.

Concernant les placements, JCDecaux SE fait évoluer le mix de taux d'intérêt sur son portefeuille de placements en privilégiant soit les taux fixes soit les taux variables en fonction de son horizon de placement et des conditions de marché.

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2024 :

En millions d'euros	31/12/2024			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SE	-232,5	-1 199,9	-500,0	-1 932,4
Autres dettes	-156,3	-18,7	-0,5	-175,5
Concours bancaires	-9,4			-9,4
PASSIFS FINANCIERS	(1)	-398,3	-1 218,6	-2 117,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 262,3			1 262,3
Actifs financiers de trésorerie	86,4			86,4
Autres actifs financiers	65,2			65,2
ACTIFS FINANCIERS	(2)	1 414,0		1 414,0
POSITION NETTE	(3)=(1)+(2)	1 015,7	-1 218,6	-500,5

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Risque de change

En dépit de sa présence dans plus de 80 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

En 2024, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 50,2 % du résultat du Groupe.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2024, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -10 % du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le dollar américain, la livre sterling, le réal brésilien, le dirham des Emirats Arabes Unis, le dollar australien, le dollar de Hong Kong et le yuan chinois :

	DOLLAR AMÉRICAIN	LIVRE STERLING	REAL BRÉSILIEN	DIRHAM EAU	DOLLAR AUSTRALIEN	DOLLAR DE HONG KONG	YUAN CHINOIS
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé	16,3%	13,6%	4,4%	7,8%	-6,3%	-6,8%	-2,4%
Impact sur le résultat consolidé	-1,7%	-1,4%	-0,4%	-0,8%	0,6%	0,7%	0,2%
Impact sur les réserves consolidées	-0,1%	-1,3%	0,1%	-0,1%	-2,3%	-1,6%	-0,6%

Au 31 décembre 2024, le Groupe détient principalement des couvertures de change sur des opérations financières.

Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place principalement des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe peut être amené à ne pas couvrir certaines positions induites par des prêts et emprunts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) non disponibles ou (iii) lorsque ces prêts et emprunts sont de faible montant.

Au 31 décembre 2024, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie et actifs financiers de trésorerie

Au 31 décembre 2024, le Groupe dispose de 1 348,7 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie, dont 1 262,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (dont 1 149,4 millions d'euros en équivalents de trésorerie), et 86,4 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie. 3,3 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

7.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation d'instruments financiers

Le Groupe n'utilise des instruments financiers que dans le cadre de la gestion de son risque de change.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SE est noté « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective stable par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe pour un montant total de 1 699,9 millions d'euros comportent une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating.

La ligne de crédit revolving de 825 millions d'euros et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros portés par JCDecaux SE imposent le respect du ratio suivant en cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's) : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Au 31 décembre 2024, JCDecaux SE respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné de la limite requise.

Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès de ses partenaires bancaires et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SE (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et ses opérations de couverture). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SE la trésorerie disponible des filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la Direction Financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SE et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iv) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 4.9 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 3,3 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

La trésorerie excédentaire du Groupe peut être placée en titres de placement court terme ou en dépôts à court terme. En cas de titres de placements court terme, les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

8. RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Le Groupe veille à l'identification, la prévention et la bonne maîtrise des risques environnementaux auxquels il est exposé pour assurer un développement pérenne de ses activités.

Le Développement Durable est intégré à la cartographie des risques du Groupe depuis 2009. Les risques environnementaux sont ainsi évalués lors de l'exercice de revue annuelle. Les risques climatiques font désormais partie des risques exogènes identifiés comme risques majeurs dans la cartographie des risques Groupe.

En 2024, étant un prérequis de la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), le Groupe a mis en œuvre une analyse de double matérialité afin d'identifier les impacts, risques et opportunités matériels pour le Groupe. Les risques et impacts liés au changement climatique ont été identifiés matériels pour JCDecaux.

JCDecaux évoluant dans le secteur de la communication extérieure, les risques environnementaux associés à ses activités de mobilier urbain, publicité dans les transports et affichage grand format restent limités à court terme et, au 31 décembre 2024, JCDecaux n'a pas identifié de risques significatifs en matière d'environnement susceptibles d'être provisionnés dans ses comptes.

Implanté sur tous les continents dans plus de 80 pays et 3 894 villes de plus de 10 000 habitants, le Groupe est susceptible de voir ses activités localement impactées par les principaux effets du dérèglement climatique : événements extrêmes de plus en plus fréquents, augmentation du niveau de la mer, mais aussi réchauffement des températures et raréfaction de la ressource en eau. Cependant, la répartition géographique très large de ses activités permet de limiter fortement tout risque d'impact financier important.

Dans une démarche proactive, le Groupe a initié en collaboration avec un cabinet de conseil, une étude visant à évaluer les risques et opportunités climatiques, tant les risques de transition (politiques, juridiques, technologiques, et de marché) que les risques physiques liés au changement climatique. JCDecaux a ainsi lancé la construction de scénarios climatiques pertinents et alignés avec les recommandations de la TCFD (Taskforce on Climate-related Financial Disclosures) en 2023, avec le double objectif de confronter sa Stratégie Climat et de repenser certaines opérations et offres au regard du défi climatique. Ce travail se poursuivra en 2025 avec une évaluation de l'impact qualitatif plus précise et des impacts financiers pour chacun de ces risques.

Pour réduire son empreinte carbone et faire face aux risques du dérèglement climatique, JCDecaux a adopté une trajectoire de réduction fondée sur des cibles scientifiques via la Science-Based Targets Initiative (SBTi)^[1].

En juin 2024, les objectifs de réduction carbone de JCDecaux ont été revus et validés par la SBTi. L'équipe de validation SBTi a confirmé que les objectifs à court terme pour les scopes 1 et 2 sont conformes à une trajectoire de 1,5°C, et que les objectifs à long terme pour les scopes 1, 2 et 3 sont alignés avec les trajectoires d'atténuation de 1,5°C pour atteindre le Net Zéro Carbone d'ici 2050.

Les objectifs court et long terme sont détaillés ci-après :

- D'ici 2030 : réduire à minima de 72,8% les émissions des scopes 1 et 2, et de 46,2% les émissions du scope 3 en valeur absolue vs. 2019 (market-based)^[2]
- D'ici 2050 : réduire à minima de 90% les émissions des scopes 1, 2 et 3 en valeur absolue vs 2019 (market-based).

Ce travail de réduction de son impact énergétique se traduit à travers des actions concrètes telles que :

- La réalisation d'analyses de cycle de vie de ses mobiliers pour identifier ses principaux impacts environnementaux, l'application des principes de l'écoconception et le reconditionnement à neuf des dispositifs en fin de contrat, s'inscrivant ainsi dans les principes de l'économie circulaire ;
- Le choix des technologies les plus respectueuses de l'environnement pour ses mobiliers analogiques, en remplaçant les éclairages existants par des éclairages LED et des solutions d'éclairage intelligent ont permis à JCDecaux de réduire en moyenne de 60% la consommation électrique de ses mobiliers 2m² analogiques sur les 10 dernières années (système de modulation de l'intensité lumineuse, système d'extinction nocturne/heures creuses, installation de détecteur de présence dans les abris) ;
- La transition progressive vers une flotte zéro émission pour ses agents d'exploitation ;
- La couverture de ses consommations d'électricité par de l'électricité d'origine renouvelable : Depuis 2022, JCDecaux couvre annuellement 100 % de ses consommations électriques avec de l'électricité d'origine renouvelable conformément à l'engagement du Groupe pris depuis 2014 et renouvelé en 2019 lors de son adhésion au RE100. En s'engageant sur plusieurs années auprès de certains producteurs d'électricité renouvelable, JCDecaux continue de soutenir une transition énergétique durable. En 2024, 80 % des volumes achetés sont passés par le Groupe pour assurer son engagement. En France, JCDecaux a signé un PPA (*Power Purchase Agreement*) physique de 20 ans pour fournir environ 20 % de ses consommations électriques pour une application effective dès janvier 2025.

^[1] L'initiative Science Based Targets, appelée aussi initiative SBT ou SBTi, est un partenariat entre le CDP, le Pacte mondial des Nations Unies, le World Resources Institute et le Fonds mondial pour la nature qui incite les entreprises à s'engager sur des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre compatibles avec l'objectif de 1,5 °C de réchauffement

^[2] « Market-based » : émissions du scope 2 desquelles sont déduites les émissions couvertes par des certificats d'origine renouvelable. La méthodologie de calcul des émissions « market-based » est réalisée à l'aide des facteurs d'émissions nationaux, afin de garantir un calcul homogène sur l'ensemble de nos géographies, les facteurs d'émission des mix résiduels n'étant pas systématiquement disponibles.

9. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

9.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNÉS ⁽¹⁾		
Garanties de marché	609,3	1 440,9
Autres garanties	54,5	43,8
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	3,5	5,6
Engagements sur titres	6,8	11,5
TOTAL	674,1	1 501,8
ENGAGEMENTS REÇUS		
Engagements sur titres (options d'achat reçues)	13,0	14,1
Lignes de crédit	882,9	852,7
TOTAL	895,9	866,8

(1) Hors engagements de loyers sur les contrats signés non démarrés et hors engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels.

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SE et JCDecaux North America Inc. Ainsi, JCDecaux SE et JCDecaux North America Inc. garantissent directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de leurs filiales. La diminution de la période est principalement liée à des renégociations de contrats en Chine pour 0,8 milliard d'euros.

Les « autres garanties » comprennent les avals, cautions et autres garanties telles que notamment (i) les garanties accordées par JCDecaux SE auprès de banques dans le cadre de lignes de crédit, (ii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs et des garanties données dans le cadre de litiges.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement de montants de trésorerie donnée en garantie.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

Enfin, dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SE peut accorder, ou se voir accorder, des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SE d'un montant de 825,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 57,9 millions d'euros.

9.2. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 423,8 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 389,6 millions d'euros au 31 décembre 2023.

9.3. Engagements sur les contrats de location signés non démarrés

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Location d'emplacements publicitaires	13,8	11,5
Location de biens immobiliers	2,7	16,9
Location de véhicules	0,0	0,0
Location autres biens	0,0	0,0
TOTAL	16,4	28,4

Ces engagements se transformeront en dettes IFRS 16 à la date de début de location.

9.4. Engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels

Dans les activités Mobilier Urbain, Transport et Affichage, certains contrats comportent un droit de substitution substantiel sur les emplacements publicitaires à la main du fournisseur. A ce titre ces contrats sont des contrats de service exclus du champ d'application d'IFRS 16.

Le montant des engagements donnés sur ce type de contrats, et pour ceux démarrés après le 1^{er} janvier 2019, s'élève à 3 082,7 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 2 338,1 millions d'euros au 31 décembre 2023 (montants non inflatés et non actualisés). L'augmentation de 744,6 millions d'euros est liée aux nouveaux contrats, modifications et extensions pour 1 097,3 millions d'euros et à un effet de change pour 28,7 millions d'euros, compensés partiellement par les paiements pour -329,2 millions d'euros et des sorties et modifications de contrats pour -52,2 millions d'euros.

10. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

10.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les quatre catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées ;
- les transactions réalisées par JCDecaux SE et ses filiales avec JCDecaux Holding (mère de JCDecaux SE) et ses filiales ;
- les transactions réalisées avec les minoritaires influents ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

10.2. Détail des transactions

En millions d'euros	2024				2023			
	Stés MEE ⁽¹⁾	Autres actionnaires ⁽²⁾	Autres ⁽³⁾	Total	Stés MEE ⁽¹⁾	Autres actionnaires ⁽²⁾	Autres ⁽³⁾	Total
ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE								
ACTIFS								
Droits d'utilisation		53,5	2,1	55,6		66,0	2,3	68,3
Prêts ⁽⁴⁾	21,8	0,0	0,0	21,8	42,0	0,0	0,0	42,0
Autres créances	27,3	1,8	0,1	29,2	24,5	2,0	0,3	26,8
TOTAL DES ACTIFS	49,0	55,2	2,3	106,6	66,5	68,0	2,7	137,1
PASSIFS								
Dettes financières & Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽⁴⁾	45,0	118,5		163,5	41,6	110,2		151,8
Autres dettes ⁽⁹⁾	26,0	67,1	3,1	96,2	15,3	76,3	3,7	95,3
TOTAL DES PASSIFS	71,0	185,5	3,1	259,6	56,9	186,5	3,7	247,0
COMPTE DE RÉSULTAT								
RÉSULTAT D'EXPLOITATION								
Produits ⁽⁵⁾	51,7	0,2	0,9	52,8	40,8	30,7	1,7	73,2
Charges ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	-20,5	-22,0	-2,8	-45,3	-13,3	-50,9	-2,7	-66,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	31,1	-21,9	-1,8	7,4	27,5	-20,2	-1,0	6,3
RÉSULTAT FINANCIER								
Produits	0,4	0,2	0,0	0,6	0,5	0,2	0,0	0,7
Charges ⁽⁷⁾⁽⁸⁾	-1,3	-10,1	0,0	-11,5	-1,7	-3,7	0,0	-5,5
(* RÉSULTAT FINANCIER)	-0,9	-9,9	-0,0	-10,9	-1,2	-3,6	-0,0	-4,8

(*) Y compris les intérêts courus.

(1) Part non éliminée des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées.

(2) Transactions réalisées entre JCDecaux SE et ses filiales avec JCDecaux Holding et ses filiales et avec les minoritaires influents.

(3) Transactions réalisées avec les personnes clés du management (et les membres de leur famille proche) et les sociétés qu'elles détiennent.

(4) Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires s'élève à 118,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 et à 110,2 millions d'euros au 31 décembre 2023.

(5) Dont 30,2 millions d'euros en 2023 de prix de vente d'un actif corporel propriété de JCDecaux SE cédé le 27 juin 2023 à une filiale de la société JCDecaux Holding, détenue à 100% par la famille Decaux, avec un effet quasi nul en résultat d'exploitation.

(6) Dont -12,4 millions d'euros en 2024 versus -12,2 millions d'euros en 2023 de dotations aux amortissements des droits d'utilisation avec les parties liées.

(7) Dont -1,8 million d'euros en 2024 versus -0,7 million d'euros en 2023 de charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16 avec les parties liées.

(8) Dont -8,3 millions d'euros en 2024 versus -2,7 millions d'euros en 2023 de charges nettes de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

(9) Le montant des dettes comprend les dettes locatives auprès des sociétés propriétaires JCDecaux Holding et ses filiales dans la colonne "Autres actionnaires" et des sociétés propriétaires autres que JCDecaux Holding et ses filiales dans la colonne « Autres ».

Les engagements hors bilan de loyers avec les parties liées sont dorénavant, en application d'IFRS 16, au passif de l'état de situation financière pour leur valeur actualisée. Cette dette locative avec les parties liées est incluse dans la ligne « Autres dettes » du tableau ci-dessus et représente 63,7 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 77,1 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, les engagements donnés de garantie de marché avec les entreprises associées s'élèvent à 38,4 millions d'euros. Les engagements donnés sur titres (entreprise associée) s'élèvent à 3,7 millions d'euros.

10.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2024 et 2023 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Avantages à court terme	9,6	8,0
Avantages en nature	0,2	0,2
Jetons de présence	0,0	0,0
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,1	0,1
Paiements en actions (**)	0,2	1,1
TOTAL (*)	10,1	9,4

(*) Les rémunérations perçues des entreprises associées sont exclues.

(**) Au titre des plans d'actions gratuites soumis à condition de présence et de performance qui représentent un avantage total de 3,7 millions d'euros, sur la base du nombre d'actions attribuées aux dirigeants de 220 370 actions (130 026 actions pour le plan 2024 et 90 344 actions pour le plan 2021), d'une juste valeur de 13,77 € pour le plan 2024 et 20,74 € pour le plan 2021, et sont étalés sur la durée de service. Les conditions de performance ayant été atteintes, 90 344 actions ont été livrées aux bénéficiaires le 16 septembre 2024 au titre du plan 2021.

Par ailleurs, en cas de rupture de leur contrat de travail, trois membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 2,0 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des rémunérations dû aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2024 s'élève à 0,5 million d'euros.

11. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations ci-après relatives aux coentreprises sont données par activité en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ».

11.1. Eléments du compte de résultat

11.1.1. Sur l'année 2024

11.1.1.1. Résultat net

Le résultat net en 2024 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés en 2024 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL
RÉSULTAT NET ⁽¹⁾	28,1	69,1	2,9	100,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-13,6	-40,0	-2,1	-55,7
Perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS DES COENTREPRISES	14,5	29,1	0,8	44,4

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2024 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2024 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	CHIFFRE D'AFFAIRES
Mobilier Urbain	157,4
Transport	457,9
Affichage	44,3
TOTAL ⁽¹⁾	659,6
Impact de l'application du pourcentage de détention	-338,2
Élimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-3,0
CONTRIBUTION DES COENTREPRISES AU CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ	318,5

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat de l'exercice 2024 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE
Dotations aux amort. & provisions nettes	-23,9	-34,3	-8,0
Coût de l'endettement net	1,1	1,0	-0,3
Impôt sur les bénéfices	-9,9	-22,2	-0,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.2. Sur l'année 2023

11.1.2.1. Résultat net

Le résultat net en 2023 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2023 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL
RÉSULTAT NET ⁽¹⁾	38,5	60,6	0,4	99,4
Impact de l'application du pourcentage de détention	-17,6	-36,3	-0,4	-54,4
Perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS DES COENTREPRISES	20,8	24,3	-0,0	45,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2023 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2023 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	CHIFFRE D'AFFAIRES
Mobilier Urbain	144,3
Transport	417,0
Affichage	31,8
TOTAL ⁽¹⁾	593,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-304,0
Élimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-2,9
CONTRIBUTION DES COENTREPRISES AU CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ	286,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments du compte de résultat de l'exercice 2023 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE
Dotations aux amort. & provisions nettes	-25,6	-45,6	-7,9
Coût de l'endettement net	0,7	1,3	-0,3
Impôt sur les bénéfices	-9,4	-20,1	-0,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.2. Autres éléments du résultat global

11.2.1. Sur l'année 2024

Les autres éléments du résultat global en 2024 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2024 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ⁽¹⁾	0,7	3,4	1,0	5,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-0,4	-2,0	-0,5	-2,9
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	0,1	0,0
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	-0,7	0,2	-0,5	-1,0
PART DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DANS LES COENTREPRISES	-0,4	1,5	0,1	1,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.2.2. Sur l'année 2023

Les autres éléments du résultat global en 2023 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2023 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ⁽¹⁾	0,3	-0,8	-0,7	-1,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-0,2	0,5	0,3	0,7
Ecart de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,1	0,3	0,4
Ecart de conversion sur goodwill & élimination des titres	-0,1	-3,0	0,0	-3,1
PART DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DANS LES COENTREPRISES	0,0	-3,2	-0,1	-3,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.3. Éléments de l'état de situation financière

11.3.1. Au 31 décembre 2024

11.3.1.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2024 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2024 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL
Actifs non courants	173,6	219,2	41,3	434,1
Actifs courants	118,8	188,1	17,0	323,8
Passifs non courants	-127,0	-32,2	-17,1	-176,2
Passifs courants	-94,0	-182,3	-19,9	-296,2
ACTIF NET ⁽¹⁾	71,5	192,7	21,3	285,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-33,0	-94,3	-13,0	-140,3
Perte de valeur des coentreprises	-9,6	-1,2	-7,4	-18,2
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,4	46,1	5,6	64,0
Plafonnement des situations nettes négatives	2,4			2,4
TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	43,5	143,3	6,5	193,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.3.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2024 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	9,2	48,3	2,5
Dettes financières non courantes	-69,6	-2,8	-8,6
Dettes financières courantes	-3,3	-1,2	-3,6

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.3.2. Au 31 décembre 2023

11.3.2.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2023 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2023 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL
Actifs non courants	179,4	227,5	43,7	450,6
Actifs courants	122,7	181,8	14,2	318,8
Passifs non courants	-132,8	-71,8	-17,9	-222,5
Passifs courants	-93,3	-170,6	-15,2	-279,1
ACTIF NET ⁽¹⁾	76,0	166,9	24,9	267,8
Impact de l'application du pourcentage de détention	-35,0	-81,3	-14,5	-130,9
Perte de valeur des coentreprises	-9,6	-1,1	-7,5	-18,3
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,5	55,0	5,6	73,0
Plafonnement des situations nettes négatives	2,0	3,0		5,1
TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	45,8	142,4	8,4	196,7

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.3.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2023 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	19,5	53,4	2,6
Dettes financières non courantes	-67,6	-0,3	-9,8
Dettes financières courantes	-2,1	-2,0	-3,4

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

11.4. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2024 :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE
Dividendes reçus	14,9	21,4	2,1

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2023 :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE
Dividendes reçus	19,1	15,5	1,8

12. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

12.1. Éléments du compte de résultat

Les éléments du compte de résultat caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés sont les suivants :

En millions d'euros	2024		2023	
	APG SGA SA		APG SGA SA	
Chiffre d'affaires	343,1		335,1	
Résultat net ⁽¹⁾	31,1		36,0	
Impact de l'application du pourcentage de détention	-24,8		-25,2	
Perte de valeur des entreprises associées	-		-	
QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ⁽²⁾	6,3		10,8	

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

(2) La quote-part de résultat 2024 d'APG|SGA SA dans les comptes consolidés du Groupe prend en compte le résultat réalisé de janvier au 13 juin 2024 à 30 % et le résultat réalisé depuis le 13 juin 2024 à 16,44 %.

La contribution des autres sociétés à la quote-part dans les résultats des entreprises associées est de -4,9 millions d'euros en 2024 et de -3,9 millions d'euros en 2023.

12.2. Éléments de l'état de situation financière

Les éléments de la situation nette ⁽¹⁾ caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 sont les suivants :

En millions d'euros	2024		2023	
	APG SGA SA		APG SGA SA	
Actif	396,6		461,1	
Passif	-296,5		-355,6	
Situation nette	100,1		105,4	
Impact de l'application du pourcentage de détention	-83,7		-73,8	
Perte de valeur des entreprises associées	0,0		0,0	
Goodwill	45,4		82,9	
TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	61,9		114,5	

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés dans les titres mis en équivalence des entreprises associées de l'état de situation financière est de 126,6 millions d'euros et de 110,4 millions d'euros au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

La valorisation à 16,4 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 30 décembre 2024 s'élève à 104,5 millions d'euros.

12.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des entreprises associées se décompose comme suit sur les exercices 2024 et 2023 :

En millions d'euros	2024			2023		
	APG SGA SA	Autres sociétés	Total	APG SGA SA	Autres sociétés	Total
Dividendes reçus	10,2	11,9	22,1	9,8	10,3	20,1

13. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

13.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2024, JCDecaux SE est détenue à 65,28 % par la société JCDecaux Holding.

13.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		PAYS	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE*
MOBILIER URBAIN					
JCDecaux SE		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDecaux ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOLLORE HOLDING		France	50,00	Equiv.*	50,00
SOCIETE FERMIERE DES COLONNES MORRIS		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE INFORMATION COMMUNICATION MOBILITE - SICM		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MOBILITE AIX-MARSEILLE		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SUPPLY CHAIN		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE HAVRAISE DE MOBILIER URBAIN		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE EURO METROPOLITAINE DE MOBILIER URBAIN		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE DE MOBILIER URBAIN DE CAGNES SUR MER		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE DU MOBILIER URBAIN CANNOIS		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE DU MOBILIER URBAIN D'AIX MARSEILLE PROVENCE		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE BORDELAISE DE MOBILIERS URBAINS		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADTECH		France	100,00	Glob.	100,00
DISPLAYCE		France	75,00	Glob.	75,00
SOCIETE D'ABRI VOYAGEUR DE TOULOUSE METROPOLE		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE DE MOBILIER URBAIN DE TOULOUSE		France	100,00	Glob.	100,00
WALL GmbH	(1)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADB00TH Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA UNIT TRUST		Australie	100,00	Glob.	100,00
DIGITAL OUT OF HOME 00 GmbH		Autriche	33,50	Equiv.*	50,00
JCDecaux STADMOBILIAR AZ	(4)	Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AZERBAIJAN LLC	(4)	Azerbaïdjan	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE BELGIUM	(1)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLS		Belgique	73,36	Glob.	73,36
JCDecaux DO BRASIL LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux RETAIL Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SÃO PAULO LTDA		Brésil	100,00	Glob.	86,50
JCDecaux BRASILIA LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		PAYS	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE*
JCDecaux NORTE-NORDESTE LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux RIO LTDA.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MUPI RIO S.A (anciennement JCDecaux LATAM SERVIÇOS DE MANAGEMENT LTDA)		Brésil	100,00	Glob.	100,00
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
OUTFRONT JCDecaux STREET FURNITURE CANADA, Ltd		Canada	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux COMUNICACION EXTERIOR CHILE S.p.A. (anciennement JCDecaux COMUNICACION EXTERIOR CHILE S.A.)	(1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL&DEAN OUTDOOR ADVERTISING (CHINA) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING PRESS JCDecaux MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MACAU	(1)	Chine	80,00	Glob.	80,00
CITY LEAD DEVELOPMENTS. Ltd	(10)	Chine	23,00	Equiv.	23,00
EVER HARMONIC GLOBAL. Ltd	(11)	Chine	20,50	Equiv.	23,00
CLEAR MEDIA LIMITED	(12)	Chine	20,50	Equiv.	23,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS NACIONALES DE COLOMBIA SAS		Colombie	75,00	Glob.	75,00
LLEGA S.A.S.		Colombie	75,00	Glob.	100,00
JCDecaux KOREA Inc.		Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux TOP MEDIA COSTA RICA, S.A.	(1) & (23)	Costa Rica	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux COTE D'IVOIRE		Côte d'Ivoire	50,00	Equiv.*	50,00
AFA DECAUX A/S (anciennement AFA JCDecaux A/S)	(1)	Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE FZ LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DXB MEDIA FZ LLC		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ECUADOR SA.		Equateur	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ESPANA SLU	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDecaux LATIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.U		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS S.L.U. (anciennement CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS SL.)		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
OUTFRONT DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE GREATER BOSTON, LLC	(2)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GABON		Gabon	40,00	Equiv.*	40,00
JCDecaux TOP MEDIA GUATEMALA, S.A.	(23)	Guatemala	50,78	Glob.	100,00
MUNDO PUBLICITARIO CA, S.A.	(23)	Guatemala	35,55	Glob.	69,99
DIRECCIONALES, S.A.	(23)	Guatemala	50,78	Glob.	100,00
PITIDO, S.A.	(23)	Guatemala	50,78	Glob.	100,00
INTERAMERICANA DE MEDIOS DE COMUNICACION, S.A. DE C.V.	(3) & (23)	Honduras	50,78	Glob.	100,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft.		Hongrie	67,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		PAYS	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE*
JCDecaux HUNGARY Zrt	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
IGP SPA	(1) & (22)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
MCDECAUX Inc.	(1)	Japon	85,00	Glob.	85,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LUXEMBOURG SA	(1)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V.	(17)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
SERVICIOS DE COMERCIALIZACION DE PUBLICIDAD, S.A. DE C.V.		Mexique	100,00	Glob.	100,00
SERVICIO Y TECNOLOGIA ESPECIALIZADA, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
MEDIOS DE PUBLICIDAD S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME MEXICO SA de CV		Mexique	60,00	Glob.	60,00
ESCATO URBANO, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
PUBLITOP DE OCCIDENTE, S.A. DE C.V.	(1)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
JCDecaux MONGOLIA LLC		Mongolie	51,00	Glob.	51,00
FMIDecaux Co., Ltd.		Myanmar	60,00	Glob.	60,00
IMC INTERAMERICANA MEDIOS DE COMUNICACION NICARAGUA, S.A.	(3) & (23)	Nicaragua	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux OMAN Branch	(1) & (5)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UZ		Ouzbékistan	72,26	Glob.	72,26
JCDecaux PANAMÁ, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux CENTRAL AMERICA HOLDING S.A.		Panama	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux Top Media, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	50,78
JCDecaux TOP MEDIA CORPORATIVO, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
FUTURAD, S.A.	(23)	Panama	7,74	Equiv.	15,25
JCDecaux NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda	(1)	Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
ELAN DECAUX W.L.L	(1)	Qatar	50,00	Equiv.*	49,00
JCDecaux DOMINICANA, S.A.S.		Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1) & (19)	Rép. Tchèque	85,15	Glob.	100,00
RENCAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	59,61	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	59,61	Glob.	100,00
JCDecaux UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SMALL CELLS Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
IN FOCUS PUBLIC NETWORKS LIMITED		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
VIOOH LIMITED	(1) & (20)	Royaume-Uni	97,91	Glob.	97,91
JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(23)	Salvador	50,78	Glob.	100,00
IMC INTERAMERICANA MEDIOS DE COMUNICACION EL SALVADOR, S.A. DE C.V.	(3) & (23)	Salvador	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SLOVAKIA Sro	(19)	Slovaquie	85,15	Glob.	100,00
JCDecaux SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Equiv.*	48,50
JCDecaux CORPORATE SERVICES GmbH		Suisse	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY	(6)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OOH URUGUAY S.A.		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
TRANSPORT					
EXTIME MEDIA		France	50,00	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS		PAYS	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE*
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
JCDecaux SPG OUTDOOR ADVERTISING (PTY) LTD		Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Equiv.*	39,00
JCDecaux AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
BUSPAK ADVERTISING GROUP PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
GSP PRINT PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN WLL (anciennement JCD BAHRAIN SPC)		Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux TRANSPORTES LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MIDIA AEROPORTOS LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux TRILHOS LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CAMEROUN		Cameroun	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Equiv.*	35,00
JCDecaux ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO Advertising. Co. Ltd	(16)	Chine	41,00	Equiv.	41,00
JCDecaux ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION Advertising. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI SMART JCDecaux SHENTONG ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Equiv.*	51,00
NANJING METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
SUZHOU JCDecaux METRO ADVERTISING Co.Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
NANJING JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
GUANGZHOU METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	49,00	Equiv.*	49,00
GUANGZHOU JCDecaux AEROTROPOLIS ADVERTISING Co.,Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd	(13) & (24)	Chine	45,00	Equiv.*	60,00
SUZHOU JCDecaux METRO ADVERTISING Co.Ltd	(3) & (13)	Chine	55,00	Equiv.*	60,00
VIOOH CHINA LIMITED	(20)	Chine	97,91	Glob.	100,00
NANJING JCDecaux METRO VIOOH MEDIA TECHNOLOGY Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
WUHAN JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd		Chine	65,00	Glob.	65,00
JCDecaux SHANGHAI SHENTONG METRO ADVERTISING Co. Ltd	(13)	Chine	60,00	Equiv.*	60,00
JCDecaux PEARL & DEAN Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux INNOVATE Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHINA HOLDING Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DIGITAL VISION (HK) Ltd.		Chine	100,00	Glob.	100,00
VIOOH (HK) LIMITED	(20)	Chine	97,91	Glob.	100,00
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux DICON FZCO		Emirats Arabes Unis	80,36	Glob.	80,36
JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC	(15)	Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)		Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDecaux AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS		PAYS	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE*
JCDecaux AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC		Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDecaux AIRPORT BOSTON, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT DALLAS FORT WORTH, LLC		Etats-Unis	97,50	Glob.	97,50
IGPDECAUX Spa	(1) & (13)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
IGPDECAUX GIUBILEO S.R.L.	(3)	Italie	57,24	Equiv.*	60,00
JCDecaux NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
CITY BUS TOP, S.A.	(23)	Panama	40,63	Glob.	80,00
PUBLICIDAD AEROPUERTO DE TOCUMEN, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux PARAGUAY SA		Paraguay	70,00	Glob.	70,00
JCDecaux PERU SAC	(1)	Pérou	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	59,61	Glob.	70,00
JCDecaux ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux THAILAND Co., Ltd		Thaïlande	98,00	Glob.	49,50
AFFICHAGE					
JCDecaux SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	49,00	Glob.	70,00
JCDecaux SUB-SAHARAN AFRICA (Pty) Ltd		Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
MERAFE RAIL		Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
MERAFE OUTDOOR		Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
CORPCOM OUTDOOR		Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
SUBURBAN INDUSTRIAL SIGN DESIGN		Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
RENT A SIGN LEBOWA		Afrique du Sud	39,08	Equiv.*	50,00
JCDecaux SOUTH AFRICA (PTY) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
OUTDOOR Co (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
BDEYE DESIGNS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
KCF INVESTMENTS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
NEWSHELF1001 (Pty) Ltd (Lease Co)		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SIYENZA GRAPHIC DESIGN AND SIGNAGE (PTY) LTD		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
INTER-AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (SOUTH AFRICA) (PTY) Ltd		Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux SUBSAHARAN AFRICA HOLDINGS (Pty) Ltd		Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
JINJA 3 OUTDOOR ADVERTISING PTY LTD		Afrique du Sud	21,00	Equiv.*	30,00
JCDecaux ANGOLA LIMITADA		Angola	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux ARGENTINA OOH S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ANZ PTY Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA HOLDINGS PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR GROUP PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO GROUP HOLDINGS PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO FINANCE PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA TRADING PTY LTD	(1)	Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
AUSTRALIAN POSTERS PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADSPACE PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
IOM PTY LIMITED		Australie	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT.mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH		Autriche	45,10	Glob.	51,00
USP WERBEGESELLSCHAFT.mbH		Autriche	52,30	Glob.	79,00

SOCIÉTÉS		PAYS	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE*
JCDecaux CENTRAL EASTERN EUROPE Holding AG		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	33,50	Equiv.*	50,00
KULTURFORMAT GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
MEGABOARD GmbH (anciennement MEGABOARD SORAVIA GmbH)		Autriche	45,10	Glob.	51,00
ANKÜNDER GmbH		Autriche	22,31	Equiv.	33,30
ATSBG Holding GmbH		Autriche	85,15	Glob.	100,00
JCDECAUX ATA SAUDI BRANCH OF A FOREIGN COMPANY	(14)	Bahreïn	60,00	Glob.	60,00
JCDecaux BILLBOARD BELGIUM		Belgique	86,93	Glob.	100,00
JCDecaux BELGIUM SA (anciennement JCDecaux ARTVERTISING BELGIUM)		Belgique	100,00	Glob.	100,00
CS CONSULTING BVBA		Belgique	86,93	Glob.	86,93
PUBLIRROUTE NV		Belgique	86,93	Glob.	100,00
JCDecaux INSERT BELGIUM (anciennement CITY BUSINESS MEDIA)		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOTSWANA (PTY) LIMITED		Botswana	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux MEDIA OOH Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BULGARIA HOLDING BV	(2) & (8)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux BULGARIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
MARKANY LINE EOOD		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
EASY DOCK EOOD	(25)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
PRIME OUTDOOR OOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux IMAGE JSC		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
IOAHC INVESTMENTS URUGUAY COMPANY		Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOA PROLIX COMPANY		Caimans, îles	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux OOH CHILE Sp.A.		Chili	100,00	Glob.	100,00
POAD		Chine	49,00	Equiv.	49,00
PUBLIGRÁFIK GROUP, INC, S.A.	(23)	Costa Rica	50,78	Glob.	100,00
I M C INTERAMERICANA MEDIOS DE COMUNICACION, S.A.	(1) & (3) & (23)	Costa Rica	50,78	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Croatie	45,10	Glob.	51,00
JCDecaux ESATINI (PROPRIETARY) LIMITED		Eswatini	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO COMMUNICATION NETWORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
PUBLICIDAD GRAFICA, S.A.	(23)	Guatemala	50,78	Glob.	100,00
IMC INTERAMERICANA MEDIOS DE COMUNICACION-GUATEMALA, S.A.	(3) & (23)	Guatemala	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA HONDURAS, S.A.	(23)	Honduras	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux REUNION ISLAND		Réunion, île	62,13	Glob.	100,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(7)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux IRELAND Ltd	(1)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LESOTHO (PTY) LTD		Lesotho	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING LTD		Malawi	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux (MAURITIUS) Ltd		Maurice	62,13	Glob.	79,50
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT COMPANY (MAURITIUS) Ltd		Maurice	78,15	Glob.	100,00
VENDOR PUBLICIDAD EXTERIOR S DE R.L. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
CORPORACION DE MEDIOS INTEGRALES, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
PUBLITOP, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
JCDecaux MOZAMBIQUE LDA	(21)	Mozambique	78,15	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		PAYS	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% DE CONTRÔLE*
JCDecaux NAMIBIA OUTDOOR ADVERTISING (Pty) Limited		Namibie	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA NICARAGUA, S.A.	(23)	Nicaragua	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux NIGERIA OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Nigeria	54,71	Glob.	70,00
JCDecaux NEW ZEALAND HOLDINGS LIMITED		Nouvelle-Zélande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW ZEALAND TRADING LIMITED	(1)	Nouvelle-Zélande	100,00	Glob.	100,00
BH PRISUM, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
GRUPO PUBLIGRAFIK, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
IMC HOLDINGS INTERNATIONAL, INC.	(3) & (23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA SERVICIOS DE PANAMÁ, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
TOP MEDIA PANAMÁ, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
PUBLITOP DE PANAMÁ, S.A.	(23)	Panama	50,78	Glob.	100,00
JCDecaux NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo Poland		Pologne	67,00	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	100,00	Glob.	100,00
DISTRIBUIDORA DE VALLAS DOMINICANA (DIVASA), S.A.		Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	85,15	Glob.	100,00
JCDecaux Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
GRUPO PUBLIGRAFIK S.A de C.V	(23)	Salvador	50,78	Glob.	100,00
TOP MEDIA EL SALVADOR, S.A. de C.V.	(23) & (26)	Salvador	50,78	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	85,15	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
APGISGA SA	(18)	Suisse	16,44	Equiv.	16,44
JCDecaux TANZANIA LTD		Tanzanie	78,15	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	(9)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
ALTER-V LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KHARKOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LVOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD ZAPOROZHIE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BOMOND LLC		Ukraine	25,00	Equiv.*	50,00
OUTDOORAUTO LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DONBASS		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
REKSVIT UKRAINE LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ZAMBIA LTD		Zambie	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux ZIMBABWE (PVT) LTD		Zimbabwe	78,15	Glob.	100,00

- (1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.
- (2) Sociétés liquidées en 2024.
- (3) Sociétés consolidées en 2024.
- (4) Sociétés cédées en 2024.
- (5) Cette société est un établissement de JCD Bahrain WLL.
- (6) Cette société est un établissement de JCDecaux France.
- (7) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (8) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- (9) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.
- (10) Société de droit des Iles Vierges Britanniques opérant en Chine.
- (11) Société de droit des Iles Caïmans opérant en Chine.
- (12) Société de droit britannique opérant en Chine.
- (13) TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd (Chine), SUZHOU JCDecaux METRO ADVERTISING Co.Ltd (Chine), JCDecaux SHANGHAI SHENTONG METRO ADVERTISING Co. Ltd (Chine) et IGPDECAUX Spa (Italie) sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.
- (14) L'entité JCDECAUX ATA SAUDI BRANCH OF A FOREIGN COMPANY (Bahreïn) est une succursale de JCDecaux ATA SAUDI LLC (Arabie Saoudite).
- (15) JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC (Emirats Arabes Unis) opère également au Koweït.
- (16) Augmentation du pourcentage de contrôle et d'intérêt de 33% à 41% dans l'entité BEIJING TOP RESULT METRO Advertising. Co. Ltd (Chine) suite à deux augmentations de capital souscrites par TOP RESULT PROMOTION Ltd (Chine) le 10 janvier 2024 et le 31 juillet 2024.
- (17) Suite à la finalisation d'une opération de restructuration interne qui a débuté en 2023, le pourcentage d'intérêt de EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V. (Mexique) passe de 100 % à 60 %.
- (18) Le 30 mai 2024, cession de 13,56 % des parts détenues dans APGISGA SA (Suisse) par JCDecaux SE (France) entraînant une diminution du pourcentage de contrôle et d'intérêt de 30 % à 16,44 %.
- (19) Le 12 juin 2024, à l'issue d'une opération de restructuration qui a débuté en 2023, le pourcentage d'intérêt des entités JCDECAUX SLOVAKIA Sro (Slovaquie) et JCDECAUX MESTSKY MOBILIAR Spol Sro (République Tchèque) passe de 100 % à 85,15 %.
- (20) Le 4 juillet 2024, augmentation de capital de VIOOH LIMITED (Royaume-Uni) par incorporation au capital du prêt de JCDecaux SE (France), portant le pourcentage de contrôle et d'intérêt de 93,50 % à 97,91 % et ayant pour effet l'augmentation du pourcentage d'intérêt des entités qu'elle détient en Chine.
- (21) Le 23 juillet 2024, rachat auprès du partenaire de 28,5 % des participations ne donnant pas le contrôle dans JCDecaux MOZAMBIQUE LDA (Mozambique) portant le pourcentage de contrôle et d'intérêt de respectivement 71,50 % à 100 % et 55,88 % à 78,15 %.
- (22) L'entité IGP SPA (Italie) a été absorbée par IGPDECAUX Spa (Italie) avec effet rétroactif au 1er janvier 2024.
- (23) Acquisition le 30 septembre 2024 par JCDecaux Top Media SA (Panama) de 70% du groupe IMC (Interamericana de Medios de Comunicación Centroamérica, S.A.) en Amérique Latine. Dans le cadre de cette opération, les actionnaires historiques d'IMC ont apporté les 30 % de leurs parts restantes du groupe acquis en échange d'une participation de 8,65 % dans JCDecaux Top Media SA (Panama) entraînant une diminution du pourcentage d'intérêt et de contrôle de 55,59 % à 50,78 % et ayant pour effet la diminution du pourcentage d'intérêt des entités qu'elle détient.
- (24) Renégociation du contrat porté par l'entité TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd (Chine) entraînant une diminution du pourcentage d'intérêt de 60% à 45%.
- (25) L'entité EASY DOCK EOOD (Bulgarie) a été absorbée par JCDecaux BULGARIA EOOD (Bulgarie) le 25 décembre 2024.
- (26) L'entité TOP MEDIA EL SALVADOR, S.A. DE C.V. (Salvador) a été absorbée par JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V. (Salvador) le 10 décembre 2024.

Note :

Glob. = intégration globale

Equiv.* = mise en équivalence sous contrôle conjoint

Equiv. = mise en équivalence sous influence notable

* Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe ou indirecte dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés détenues par des sociétés en contrôle conjoint et sous influence notable. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentric.

Pour les sociétés contrôlées et les sociétés mises en équivalence qu'elles détiennent, le pourcentage de droit de vote est usuellement déterminé sur la base du pourcentage de contrôle, à l'exception de quelques sociétés en Chine où il est déterminé sur la représentation au sein des organes de gouvernance, les spécificités juridiques et réglementaires locales ne permettant pas de l'apprécier autrement, et de la Thaïlande où le pourcentage de droit de vote est de 98 %.

14. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 4 mars 2025, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2025 une distribution de dividende au titre de 2024 de 0,55€ par action.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de la société JCDecaux SE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société JCDecaux SE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Traitement comptable des « Contrats de location »

Risque identifié

Le Groupe JCDecaux applique depuis le 1er janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location » selon laquelle l'ensemble des contrats concernés fait l'objet d'un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, avec la reconnaissance d'un droit d'utilisation à l'actif et d'une dette de loyers au passif. Au sens de cette norme, un contrat est un contrat de location, ou contient une composante location, s'il donne le droit au locataire de contrôler l'utilisation d'un actif identifié (principalement des emplacements publicitaires en ce qui concerne le groupe JCDecaux) pour une certaine période, en échange d'un paiement. Les contrats prévoyant des droits substantiels de substitution des emplacements publicitaires accordés aux bailleurs sont exclus de la norme.

Les modalités d'application de la norme IFRS 16 sont décrites dans la note 1.11 « Contrats de location » de l'annexe aux comptes consolidés. Ainsi, au 31 décembre 2024, les droits d'utilisation dans les comptes consolidés de votre société s'élevaient à 1 955 M€ et les dettes locatives s'élevaient à 2 337 M€.

Nous avons considéré la norme sur les contrats de location comme un point clé de l'audit en raison du nombre et du caractère significatif de ces contrats pour votre groupe, de l'incidence significative de cette norme par rapport aux états financiers consolidés, des choix de méthodes comptables appliquées et du degré élevé du jugement de la direction de votre groupe pour la détermination des hypothèses utilisées (caractère substantiel des droits de substitution accordés aux bailleurs, durée effective des contrats de location, détermination des taux de financement).

Notre réponse

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des procédures mises en place par votre Groupe pour le recensement et la comptabilisation des contrats de location ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par le groupe JCDecaux, sous-tendant la détermination des droits d'utilisation et des dettes de loyers ;
- Apprécier la pertinence des analyses effectuées par le Groupe JCDecaux sur le caractère substantiel des droits de substitution accordé aux bailleurs ;
- Vérifier la correcte application de la norme IFRS 16, de ses amendements et interprétations ;
- Tester la fiabilité du système d'information dédié à la gestion des contrats de location concernés par l'application de la norme IFRS 16 avec l'aide de nos experts ;
- Comparer, par échantillonnage :
 - les données saisies dans le système d'information servant à déterminer les actifs et passifs relatifs aux contrats de locations, avec les documents contractuels sous-jacents ;
 - les critères pris en compte par la direction pour déterminer la durée effective de location retenue pour les contrats en tacite reconduction et les contrats comportant des options de résiliation et de renouvellement ;
 - les données utilisées pour la détermination des taux de financement avec les données de marché ;
- Apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Evaluation des goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles, droits d'utilisation et titres mis en équivalence

Risque identifié

Au 31 décembre 2024, la valeur des goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles, droits d'utilisation et titres mis en équivalence s'élève à 5 943 M€.

Le Groupe JCDecaux réalise des tests de perte de valeur au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant :

- aux entités opérationnelles pour les actifs immobilisés corporels, incorporels, les droits d'utilisation et les titres mis en équivalence et ;
- au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé soit au croisement d'un secteur opérationnel et d'une zone géographique, soit sur des groupements d'UGT spécifiques (Secteur Aéroports, zones Pacifique, France « Roadside » et Etats-Unis « Roadside ») pour les goodwill.

Le groupe JCDecaux décrit les modalités de ces tests de perte de valeur dans les notes 1.10 et 1.12 de l'annexe des comptes consolidés.

Ces tests de perte de valeur représentent un point clé de l'audit en raison de l'importance des actifs concernés dans les comptes consolidés et des estimations et des jugements nécessaires à leur évaluation. Ils intègrent, pour déterminer la valeur recouvrable, des données prévisionnelles propres à chaque secteur opérationnel. Ces données comportent la vision de la direction sur les perspectives de rentabilité et des hypothèses sur la détermination des flux de trésorerie et du taux d'actualisation, tel que cela est décrit dans la note 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés.

Notre réponse

Les diligences d'audit que nous avons mises en œuvre ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des processus et analyses conduites par la société JCDecaux SE pour réaliser ces évaluations ;
- Evaluer la conformité de la méthodologie mise en œuvre pour effectuer les tests de pertes de valeur avec la norme IAS 36 ;
- Réconcilier avec les comptes les valeurs nettes comptables des actifs faisant l'objet des tests de perte de valeur ;
- Vérifier par sondages l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité ;
- Analyser le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues par des entretiens avec la direction financière de votre groupe et par comparaison avec les données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur ainsi que, le cas échéant, la performance historique des filiales concernées ;
- Evaluer le caractère raisonnable du taux d'actualisation, du taux de croissance long terme et du taux de renouvellement des contrats ;
- Recalculer les taux d'actualisation et les comparer aux calculs effectués par le groupe ;
- Procéder à des analyses de sensibilité sur les principales hypothèses utilisées ;
- Apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directoire. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SE par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la première année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la dix-neuvième année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 7 mars 2025

Francisco SANCHEZ

Associé

KPMG S.A.

Paris La Défense, le 7 mars 2025

Jacques PIERRE

Associé

Guillaume SALOMMEZ

Associé